

avril - mai - juin 2009
Réalisée du 16 au 30 avril 2009

Vague 34

ifop

Baromètre
des
TPE


FIDUCIAL

Baromètre *des* **TPE**

ifop


FIDUCIAL



FIDUCIAL

- **FIDUCIAL** est une firme française de dimension mondiale à travers ses filiales européennes ou américaines et son réseau Fiducial International (17^{ème} cabinet mondial et 7^{ème} cabinet européen).
- En France, FIDUCIAL emploie **6 000 personnes** au service de ses 200 000 clients pour un chiffre d'affaires de 640 millions d'euros. Forte d'une expertise construite autour de ses cinq métiers, **le droit, le chiffre, le conseil financier, l'informatique et le monde du bureau**, Fiducial propose un service global aux petites entreprises (artisans, commerçants, agriculteurs, professions libérales et prestataires de services).
- FIDUCIAL a pris **depuis décembre 2000** l'initiative de publier un **baromètre trimestriel de conjoncture des TPE** :
 - ⊗ pour combler un manque de repères sur le secteur des TPE,
 - ⊗ pour mieux faire **connaître et reconnaître** ce secteur d'entreprises essentiel pour l'économie française,
 - ⊗ pour une vision dynamique et inédite du monde des TPE,
 - ⊗ par un suivi référencé et régulier, selon une méthodologie pérenne.

Pour plus d'informations consulter : www.fiducial.fr

SOMMAIRE

📊	Poids des TPE	3
📊	Tableau de bord	4
📊	Les principaux constats	7
📊	Finances et moral des TPE	23
📊	Le financement des TPE	27
📊	L'emploi dans les TPE	38
📊	L'action du gouvernement	46
📊	La crise et le plan de relance	49
📊	Le regard des TPE sur l'Union Européenne	61
📊	Le vote aux élections européennes	72
📊	Méthodologie	77
📊	Échantillon	78

Poids des TPE

Nombre d'entreprises en France ≈ 2,6 millions*

(Champs ICS : Industrie Commerce Services hors agriculture, services financiers et administration)

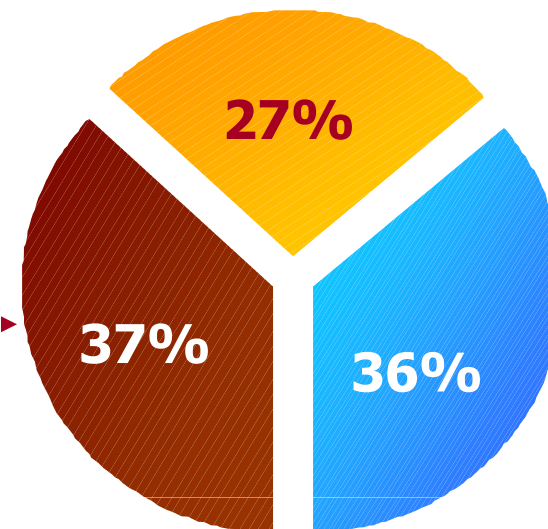
() Source INSEE SIRENE DCASPL 2006*

**Grandes entreprises
de plus de 250 salariés (≈ 5 000)** 0,2%

**PME
de 20 à 249 salariés (≈ 80 000)** ≈ 3%



% de l'emploi en France



% de la valeur ajoutée produite

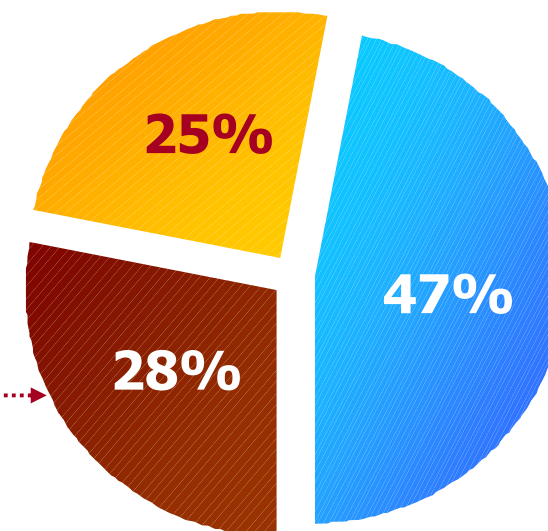




TABLEAU DE BORD

Note de lecture

- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente.
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble.

TABLEAU DE BORD

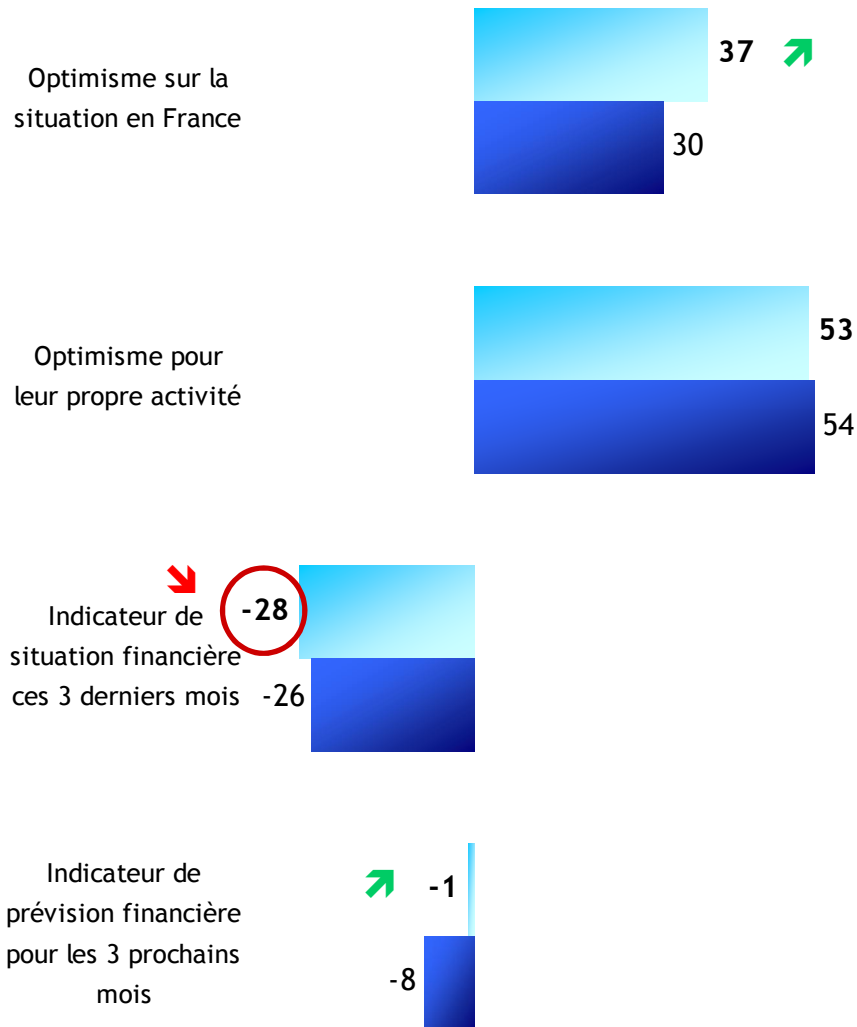


Baromètre de conjoncture des TPE Vague 34 - Avril 2009

■ Avril 2009

■ Rappel janvier 2009

Moral, situation financière



Emplois à 3 mois

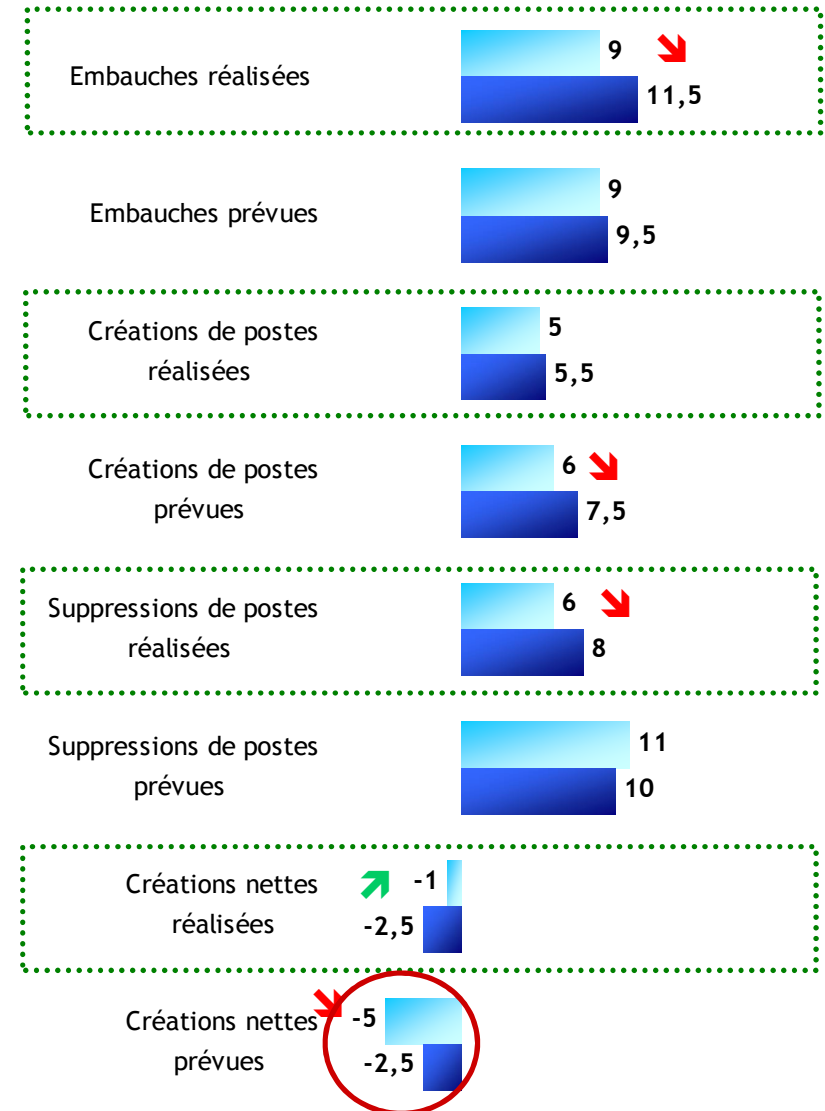
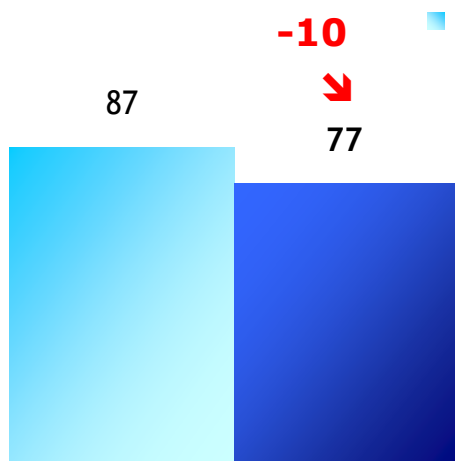
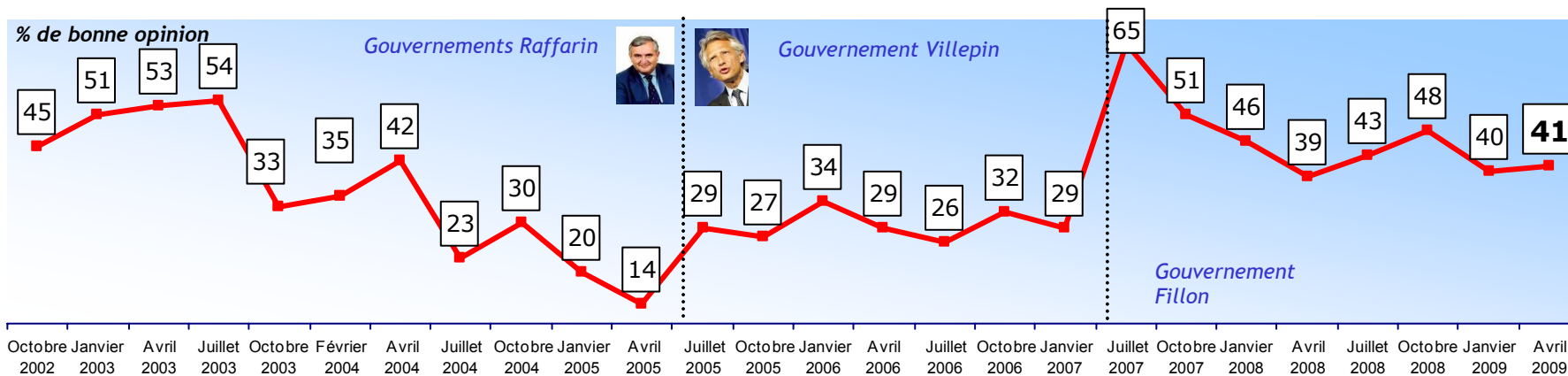


TABLEAU DE BORD

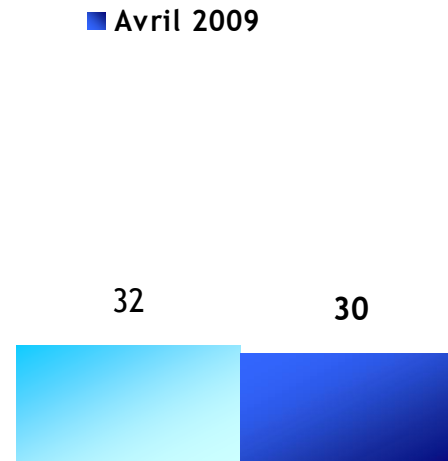


Baromètre de conjoncture des TPE Vague 34 - Avril 2009

Confiance globale dans le gouvernement



Inquiétude à l'égard de la crise



Prise en compte des préoccupations des patrons de TPE

LES PRINCIPAUX CONSTATS

Une situation financière toujours préoccupante

- La première partie de l'année s'est avérée particulièrement pénible pour bon nombre de TPE françaises, leur indicateur de situation financière enregistrant une nouvelle dégradation consécutive à celle déjà observée en début d'année. Il s'établit désormais à -28 contre -26 précédemment.
- Toutefois, sans parler d'embellie, la situation des TPE se stabiliserait au second trimestre, l'indice prévisionnel se redressant à -1. Comme cet indicateur prévisionnel est généralement très optimiste, il est encore trop tôt pour savoir si les TPE ont véritablement touché le fond.
- Dans ce contexte, leur moral dans leur propre activité enregistre une stabilité quasi-parfaite (53% d'optimisme, -1 point par rapport au trimestre précédent). En revanche, pour ce qui concerne la situation économique de la France, la mesure du moral des dirigeants de TPE laisse poindre un regain d'optimisme, à son plus haut niveau depuis plus d'un an pour la situation en France (37%, soit +7 points d'un trimestre à l'autre). Cependant s'agit-il réellement d'un regain d'optimisme ou d'un simple rééquilibrage ? Seules les prochaines enquêtes apporteront la réponse.

Des finances de plus en plus dégradées

- Près de quatre TPE sur dix (38% exactement) jugent leur situation financière préoccupante, cette proportion progressant de façon significative d'un trimestre à l'autre (30% en janvier 2009). Parmi les entreprises dont la situation financière est jugée préoccupante, 39% des dirigeants (soit 15% ramenés à l'ensemble des TPE) envisagent la possibilité de cesser leur activité d'ici la fin de l'année, cette proportion s'élevant à des niveaux très préoccupants dans deux secteurs : **61% dans le BTP et 52% dans le secteur des services aux entreprises.**
- Les dirigeants de TPE interrogés par l'Ifop et FIDUCIAL envisagent désormais une baisse de leurs recettes de -5,6% pour le second trimestre, soit des perspectives nettement plus mauvaises que celles anticipées en début d'année pour le premier trimestre (-2,8%).
- En toute logique, une proportion non négligeable de TPE (41% contre 43% en janvier) pronostique à nouveau une dégradation de la trésorerie au cours des trois prochains mois, contre 46% une stagnation et 13% (dont 27% dans l'hôtellerie) une amélioration.
- Signalons enfin qu'une majorité de TPE craint désormais une défaillance financière de l'un de leurs clients et/ou fournisseurs dans les prochains mois : 54% des dirigeants interrogés partagent cette opinion, soit une progression de 11 points en l'espace d'un trimestre.

Un financement toujours grippé

- **27% des TPE constatent désormais un durcissement des conditions d'accès au crédit de la part de leur banque, soit un score en progression de 5 points depuis janvier 2009 et supérieur de 16 points à celui de la première mesure effectuée en janvier 2008. 8% des entreprises (inchangé par rapport au premier trimestre) ont vu une ligne de crédit ou un prêt précédemment accordé réduit ou annulé.**
- **26% des TPE, soit un résultat très légèrement inférieur à celui du premier trimestre (28%) ont effectué récemment une demande de financement auprès de leur banque.** Parmi ces entreprises, 24% (+3 points) ont essuyé un refus et 6% (-8 points) ont obtenu un prêt mais pour un montant moins élevé que demandé. D'autres patrons ont également bénéficié d'un prêt mais à des conditions plus sévères : **20% on bénéficié d'un financement à des conditions de taux élevés (+5 points en un trimestre), 18% ont dû apporter des garanties supérieures à celles exigées par le passé et 18% (-5 points) ont été contraints d'apporter les garanties d'un organisme de cautionnement.**
- Ce durcissement accru des conditions d'accès au crédit pour les TPE pourrait donc contraindre ces dernières à limiter les investissements prévus, 22% d'entre elles ayant des projets d'investissement pour 2009 nécessitant un emprunt pour la totalité ou une partie du montant. Notons que **le montant des investissements prévus pour 2009 s'élève en moyenne à 83 405 €** parmi les entreprises ayant de tels projets.

2009 : vers un report massif des investissements prévus ?

- Confrontée à un contexte économique de crise et à un net durcissement des conditions d'accès au crédit, une proportion non négligeable de TPE (32% exactement) affirme avoir déjà reporté ou envisage de reporter tout ou partie de leurs investissements initialement programmés pour l'année 2009.
- Parmi les entreprises mettant en œuvre ou envisageant un report de leurs investissements, les montants concernés s'avèrent eux aussi non négligeables puisqu'ils s'établissent, en moyenne, à 54 121 €.
- Deux raisons sont principalement invoquées pour justifier ces reports : une situation financière jugée trop fragile (58%) et une période peu, voire pas du tout propice à la prise de risque (57%). Un peu plus d'un tiers des TPE concernées met également en exergue le fait qu'il s'agit d'investissements n'ayant aucun caractère impératif.



Un emploi en berne qui témoigne de la violence de la crise économique

- Dans le même temps, les suppressions d'emplois se maintiennent à un niveau élevé, quoique moins soutenu que celui observé en fin d'année 2008 : elles ont atteint 6% au 1^{er} trimestre 2009 contre 8% au 4^{ème} trimestre 2008 et 9% au 3^{ème} trimestre 2008. La création nette, qui s'était établie à un niveau de déficit record lors de la dernière vague d'enquête (-2,5%) s'améliore légèrement en début d'année pour s'établir à -1%.
- A ce propos, les résultats du baromètre mettent en lumière **une très forte progression des licenciements**. 53% des TPE ayant supprimé des postes au cours des trois derniers mois ont recouru à cette solution, soit +17 points par rapport à la précédente vague d'enquête.



Un exécutif confronté à la défiance des TPE

- Alors que la crise bat son plein, la **cote de confiance de l'exécutif auprès des dirigeants de TPE demeure nettement minoritaire**, à un niveau équivalent à celui mesuré au premier trimestre : seuls 41% des dirigeants de TPE affirment que les mesures et/ou actions économiques annoncées ou mises en place par le gouvernement leur inspirent confiance.
- Parallèlement, la capacité de Nicolas Sarkozy et du gouvernement à prendre en compte les préoccupations des dirigeants de TPE pâtit d'**une nouvelle dégradation**, ce jugement étant seulement partagé par 30% (-2 points) des personnes interrogées.

Un ressenti personnel de la crise toujours aussi fort

- **Le niveau d'inquiétude des dirigeants de TPE pour l'économie témoigne d'une atténuation de son intensité** : 77% des interviewés se déclarent « tout à fait inquiet » ou « plutôt inquiet » pour l'économie française en pensant à la crise, soit un score inférieur de 10 points à celui observé trois mois plus tôt. Notons toutefois que la proportion de dirigeants « tout à fait » inquiets s'avère sensiblement supérieure à la moyenne nationale dans le secteur du BTP (26%, soit +9 points par rapport à l'ensemble des TPE) et chez les artisans (24%, soit +7 points).
- **Il n'empêche, cette amélioration toute relative ne doit pas masquer un ressenti de la crise aussi fort qu'en début d'année** : 65% des dirigeants de TPE (+2 points) estiment que celle-ci aura de graves répercussions sur leur activité. Cette perspective est même « tout à fait » envisagée chez un tiers ou plus des dirigeants du BTP (37%) et du commerce (33%).
- **Paradoxalement, la perspective d'une amélioration de la situation économique française est escomptée plus tardivement qu'elle ne l'était au premier trimestre** : 50% (-6 points) pensent que la situation ne s'améliorera pas avant 2010, voire pas avant 2011 pour 35% des interviewés (+7 points). Seuls 15% anticipent un redressement à échéance de trois à six mois, c'est-à-dire d'ici la fin de l'année 2009.

Efficacité du plan de relance : le doute persiste !

- A l'instar des résultats observés en début d'année, les perceptions associées au plan de relance engagé par l'exécutif s'avèrent de nouveau majoritairement **négatives**. Toutefois, les dirigeants de TPE reconnaissent davantage son importance (48%, soit +8 points en un trimestre) et sa rapidité (48%, soit +6 points) qu'il y a trois mois. L'importance des mesures est même reconnue d'une majorité d'interviewés dans les secteurs du commerce (57%) et des services aux particuliers (53%). *A contrario*, cette dimension suscite, ici encore, **des jugements nettement plus contrastés dans le BTP** (38% seulement de jugements positifs), secteur particulièrement impacté par la crise et pourtant principalement bénéficiaire du plan de relance.
- En outre, les dirigeants de TPE doutent davantage qu'en janvier de l'efficacité des mesures annoncées (39% les jugent efficaces, -4 points). D'ailleurs, seul un quart d'entre eux (mais 46% dans l'hôtellerie - effet baisse de la TVA ?) estime que ces mesures auront un impact positif sur l'activité de leur entreprise, un résultat sensiblement inférieur à celui mesuré en début d'année (32%).
- En toute logique, **73% des dirigeants de TPE souhaitent l'engagement d'un second plan de relance**, un score néanmoins en baisse de 10 points ce trimestre, sans doute en raison du léger regain d'optimisme observé parmi eux concernant la situation de la France.

Des tensions sociales également perceptibles au sein des TPE

- **Des tensions sociales se font jour régulièrement dans trois TPE sur dix** (un résultat s'élevant même à 43% dans le secteur de l'hôtellerie), soit un score non négligeable. Un peu plus d'un dixième des dirigeants interrogés (13% exactement) vont jusqu'à affirmer en ressentir « souvent ».
- Dans ce contexte, **une nette majorité de dirigeants interrogés par l'Ifop et FIDUCIAL (59%) se déclarent inquiets**, un tiers allant jusqu'à se déclarer « tout à fait » inquiets de cette situation. Toutefois, seule une minorité de TPE (43%) anticipe une propagation et une amplification de ce phénomène à un niveau comparable à celui observé aux Antilles en début d'année. Notons toutefois que **cette opinion s'avère majoritaire parmi les TPE du BTP (55%)** qui apparaît donc comme un secteur assez fragilisé.

Une crise structurelle majoritairement imputée aux banquiers

- De façon quasi-unanime, les dirigeants de TPE considèrent que la crise actuelle est avant tout **une crise des systèmes financiers, économiques et/ou politiques (88%)**. Seuls 12% affirment qu'il s'agit d'une crise conjoncturelle.
- **La responsabilité de cette crise structurelle est très majoritairement imputée aux banquiers (62% de citations)**, les dirigeants de TPE se révélant ici à l'unisson du sentiment majoritairement partagé au sein de l'opinion publique. A un niveau nettement moindre, les interviewés pointent également la responsabilité des bourses (37%) voire des hommes politiques (31%). Seul un cinquième mentionne les dirigeants des grandes entreprises.

Le sommet du G20 : des jugements particulièrement contrastés

- Les décisions et/ou actions adoptées à l'issue du sommet du G20 qui s'est réuni à Londres le 2 avril dernier suscitent **des jugements majoritairement négatifs**. Ainsi, seule une minorité d'interviewés considère que le sommet du G20 débouche sur des actions concrètes (43% contre 56% d'avis contraire), restaure la confiance dans l'économie (41% contre 59%), va modifier en profondeur le système économique mondial (40% contre 59%) ou restaure durablement la stabilité du système financier (37% contre 62%).
- En toute logique, **seule une minorité de dirigeants interrogés par l'Ifop et FIDUCIAL (39% contre 61% exprimant un avis contraire) partage l'enthousiasme de Nicolas Sarkozy** qui avait alors parlé « d'avancées jamais vues ».
- L'implication et l'investissement du Président de la République lors de ce sommet international s'avèrent toutefois reconnus par une majorité de dirigeants de TPE. Près d'un cinquième (19%, dont 26% dans l'hôtellerie et 25% dans les services aux particuliers) considère que Nicolas Sarkozy y a joué un rôle « très important » et plus d'un sur deux (55%) évoque un rôle « important mais sans plus ». Au final, seul un quart des interviewés juge qu'il a joué un rôle « secondaire ».

ifop

Baromètre
des TPE

FIDUCIAL

Le plébiscite d'une Europe forte mais dont on perçoit difficilement les avantages

- Plus de huit dirigeants de TPE sur dix (82%, score inchangé depuis décembre 2006), jugent indispensable la construction d'une Europe forte pour peser sur la compétition mondiale. Ce souhait s'avère particulièrement intense, 57% des interviewés (+5 points depuis 2006) la jugeant « tout à fait » nécessaire.
- Pour autant, les jugements exprimés sur les apports de l'Union Européenne dans différents domaines apparaissent particulièrement contrastés voire très nettement défavorables au processus. A titre d'exemple, moins de quatre dirigeants de TPE sur dix estiment que l'Union Européenne a permis à la France de résister à la crise économique (37%, question non posée en 2006) et de renforcer son économie (35%, en progression non négligeable de 6 points). Surtout, seul un cinquième des interviewés juge que l'Union Européenne a permis à la France de préserver ses emplois et de protéger ses entreprises de la mondialisation.
- Au final, 76% des dirigeants de TPE estiment que l'Union Européenne n'est ni un atout ni un handicap pour une entreprise comme la leur. *A contrario*, 11% (dont 16% dans le secteur des services aux entreprises) la perçoivent comme un atout, soit une proportion légèrement inférieure à ceux y voyant plutôt un handicap (13%, dont 21% dans le BTP et 24% dans l'hôtellerie).

Le souhait d'une Europe « protectrice »

- Les résultats du baromètre permettent d'affiner « qualitativement » ce qu'entendent les TPE par « Europe forte ». Pour elles, il doit en effet s'agir d'une **Europe capable de protéger efficacement ses entreprises de la concurrence mondiale**, notamment à l'intérieur du marché européen. 88% des dirigeants interrogés par l'Ifop et FIDUCIAL abondent dans ce sens.
- A cet égard, l'Euro apparaît comme une dimension importante de cette demande de protection vis-à-vis de ce qui est extérieur à l'Union Européenne. Ainsi, **près des trois quarts (64%) des dirigeants de TPE estiment que l'Euro protège mieux l'économie française que ne l'aurait fait le Franc en période de crise** comme celle que nous connaissons actuellement.
- Dès lors, **seuls 26% des dirigeants de TPE se déclarent favorables à un rétablissement du Franc comme monnaie nationale**, une proportion - sans doute sous l'effet de la crise financière et économique - sensiblement inférieure à celle mesurée par l'Ifop et FIDUCIAL en juillet 2008 (-7 points). Plus globalement, seuls 23% d'entre eux émettent le vœu d'une sortie de la France de l'Union Européenne, cette proportion s'élevant toutefois à 36% dans le secteur de l'hôtellerie et à 30% dans celui du BTP.

Un durcissement des positions à l'encontre de la Turquie

- Les dirigeants de TPE se révèlent majoritairement favorables à l'élection d'un président de l'Union Européenne (64% contre 66% en juillet 2008).
- La création d'une « Union Européenne à deux vitesses » suscite elle aussi des jugements majoritairement positifs. Les dirigeants de TPE interrogés par l'Ifop et FIDUCIAL approuvent ainsi d'éventuels accords entre des pays ayant environ les mêmes niveaux de protection sociale (68%, +1 point depuis 2008), un même niveau économique (67%, +5 points depuis juillet 2008) ou qui partagent les mêmes idées de développement (64%, inchangé).
- En revanche, les soutiens à la création des « Etats-Unis d'Europe » s'avèrent moins nombreux qu'à l'été 2008 : 49% s'y déclarent favorables (-4 points) contre 50% exprimant un avis contraire (+5 points).
- Enfin, la perspective d'une adhésion de la Turquie à l'Union Européenne suscite toujours un net rejet des dirigeants de TPE : seul 29% d'entre eux y seraient favorables - score en baisse de 6 points depuis avril 2005 - contre 71% exprimant leur opposition (+9 points en quatre ans).

Avantage à l'UMP pour les élections européennes

- **55% des dirigeants de TPE envisagent « certainement » d'aller voter le 7 juin prochain aux élections européennes, ce score augurant d'un niveau d'abstention particulièrement élevé au sein de cette population, à l'instar de ce qui devrait être observé à l'échelle de l'ensemble de l'électorat.**
- **Les intentions de vote exprimées par les dirigeants de TPE s'avèrent extrêmement favorables à l'UMP qui pourrait réunir près de 46% des suffrages lors de ce scrutin. La première formation politique de droite dominerait nettement les listes du Mouvement Démocrate (16%) et celles du Parti Socialiste (11%). Au final, le rapport de force politique ressort très favorablement à la droite avec 57,5% des intentions de vote contre 26,5% seulement pour la gauche.**
- **Seuls 27% des interviewés ayant l'intention d'aller voter le 7 juin le feront pour sanctionner Nicolas Sarkozy et le gouvernement de François Fillon, soit un score équivalent à celui mesuré en 2004 pour le gouvernement de Jean-Pierre Raffarin (26%).**
- **Pour autant, les enjeux nationaux primeront davantage cette année qu'en 2004 auprès des dirigeants de TPE. 56% des interviewés déclarent que leur vote aux élections européennes sera essentiellement basé sur des critères européens, soit un résultat inférieur de 5 points à celui de 2004. A l'inverse, 42% se baseront sur des enjeux nationaux (+5 points), ce score s'élevant jusqu'à 52% dans le secteur du BTP.**

FINANCES ET MORAL DES TPE

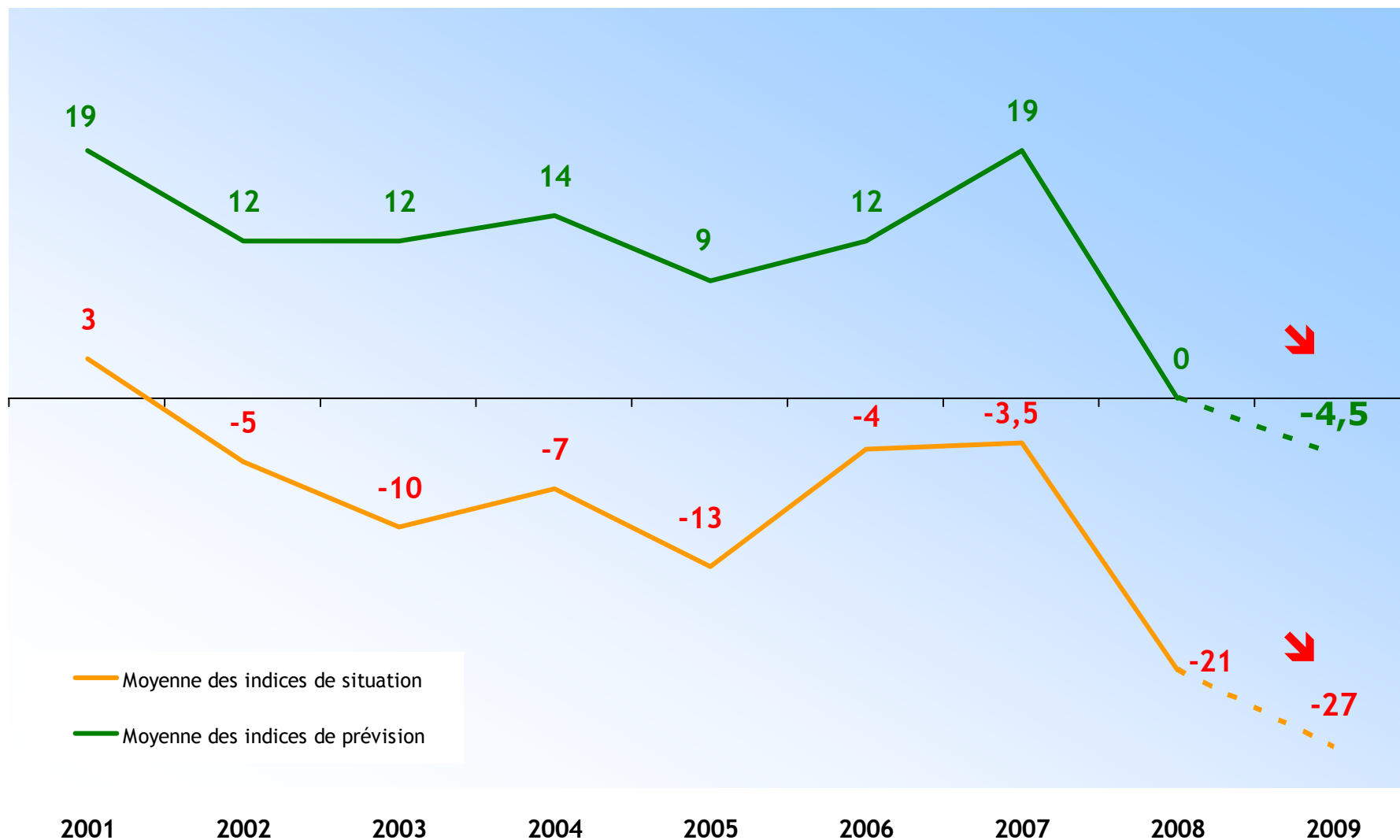
Note de lecture

- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente.
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble.

Évolutions des indices de situation financière*

- Moyennes annuelles -

(*) % d'amélioration - % de détérioration



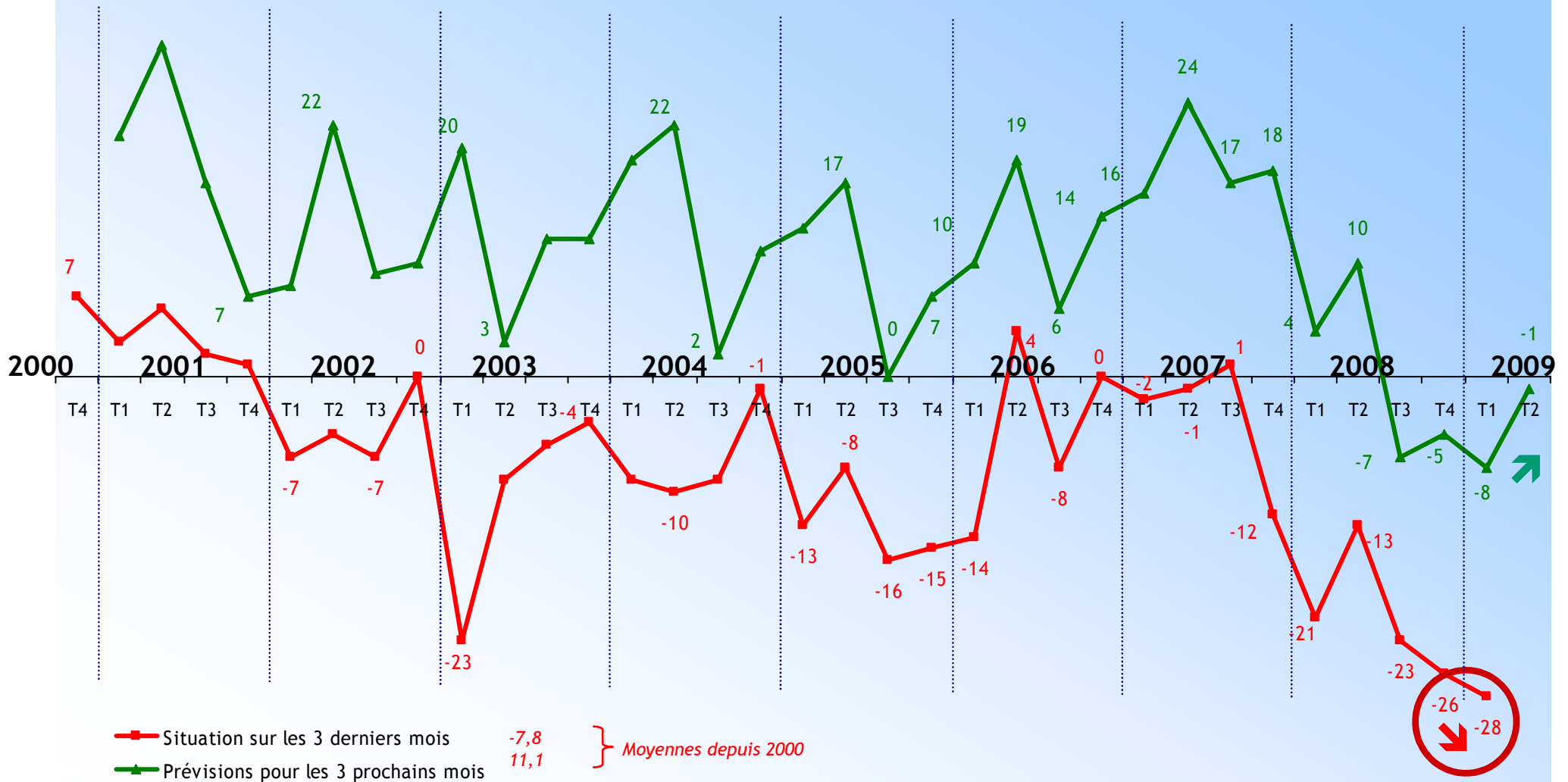
Évolutions des indices de situation financière*

- Résultats trimestriels -

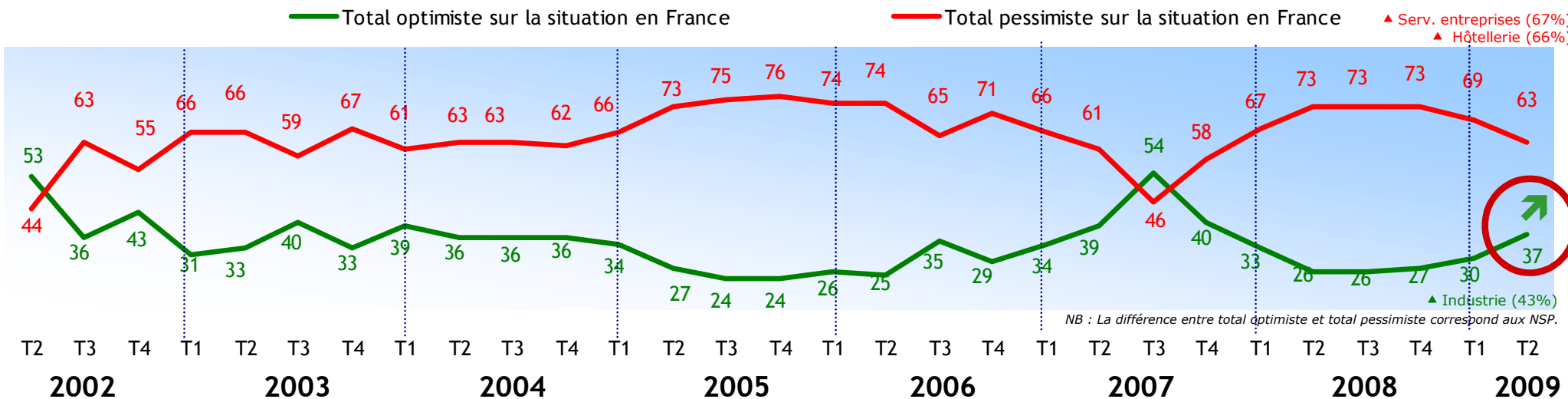
(*) % d'amélioration - % de détérioration

Question 1 : Au cours des 3 derniers mois, diriez-vous que la situation financière de votre entreprise s'est plutôt améliorée, s'est détériorée ou est restée stable ?

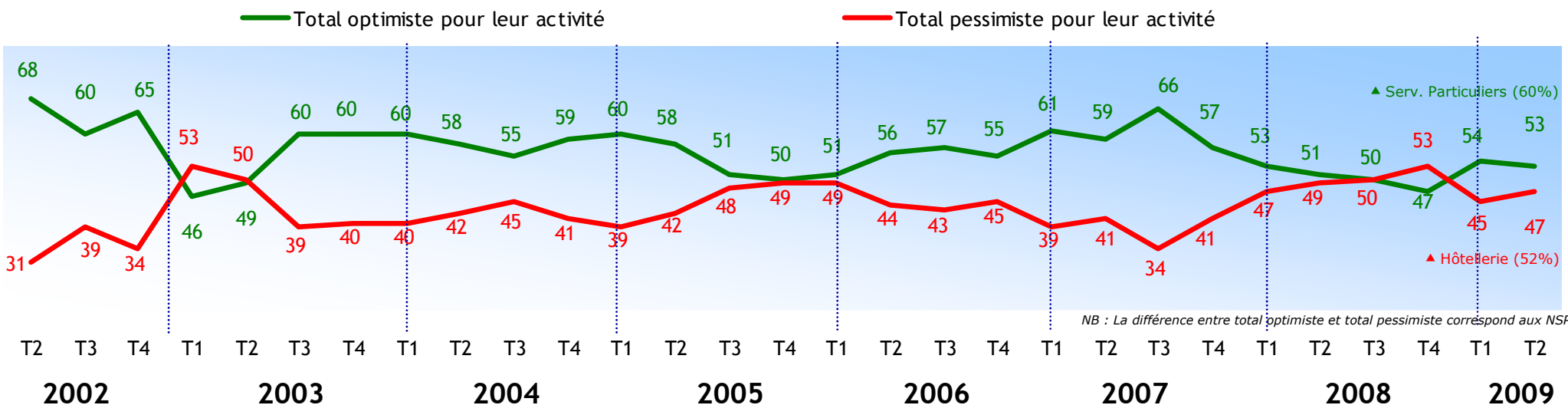
Question 2 : Et au cours des 3 prochains mois, diriez-vous que la situation financière de votre entreprise s'améliorera, se détériorera ou restera stable ?



Question : En prenant en considération le contexte politique, social et économique actuel, diriez-vous sur le climat général des affaires en France, que vous êtes plutôt optimiste ou pessimiste... ?



Question : Et pour votre propre activité, diriez-vous que vous êtes plutôt optimiste ou pessimiste... ?



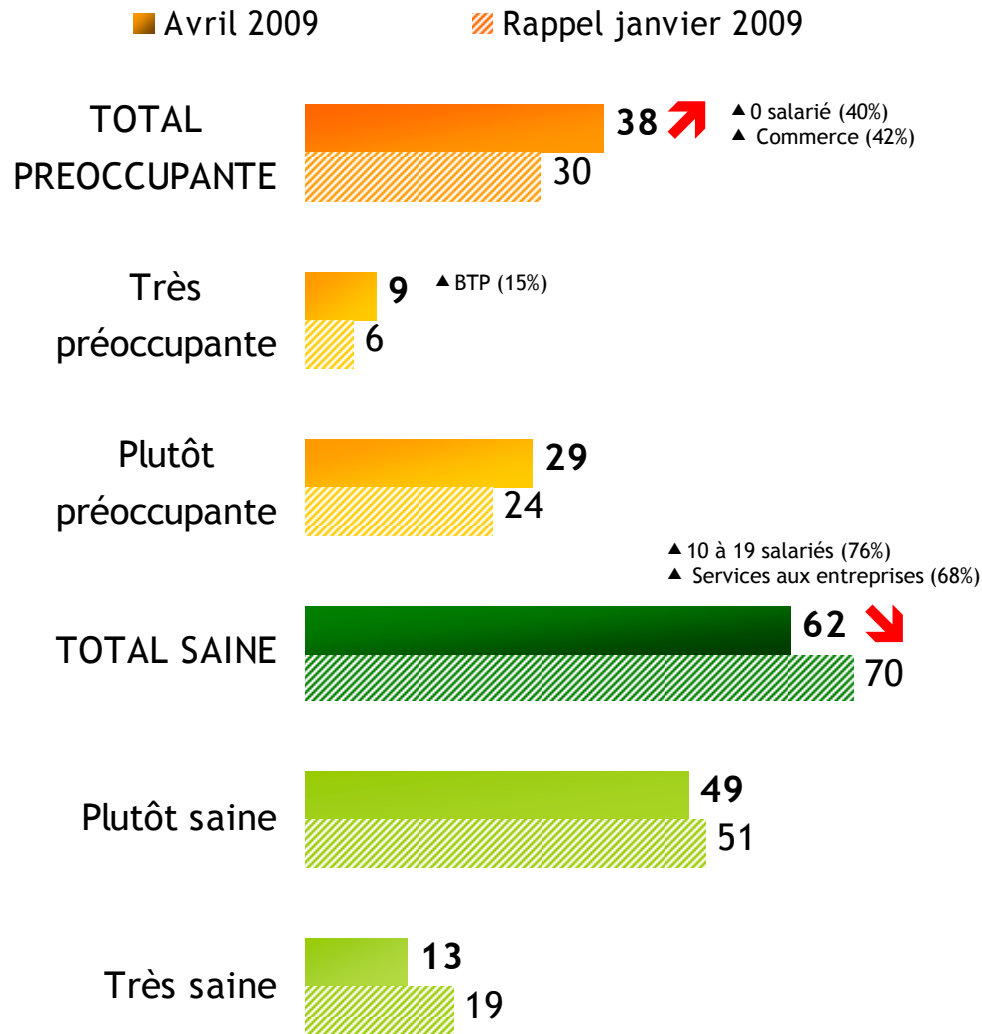
LE FINANCEMENT DES TPE

Note de lecture

- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente.
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble.

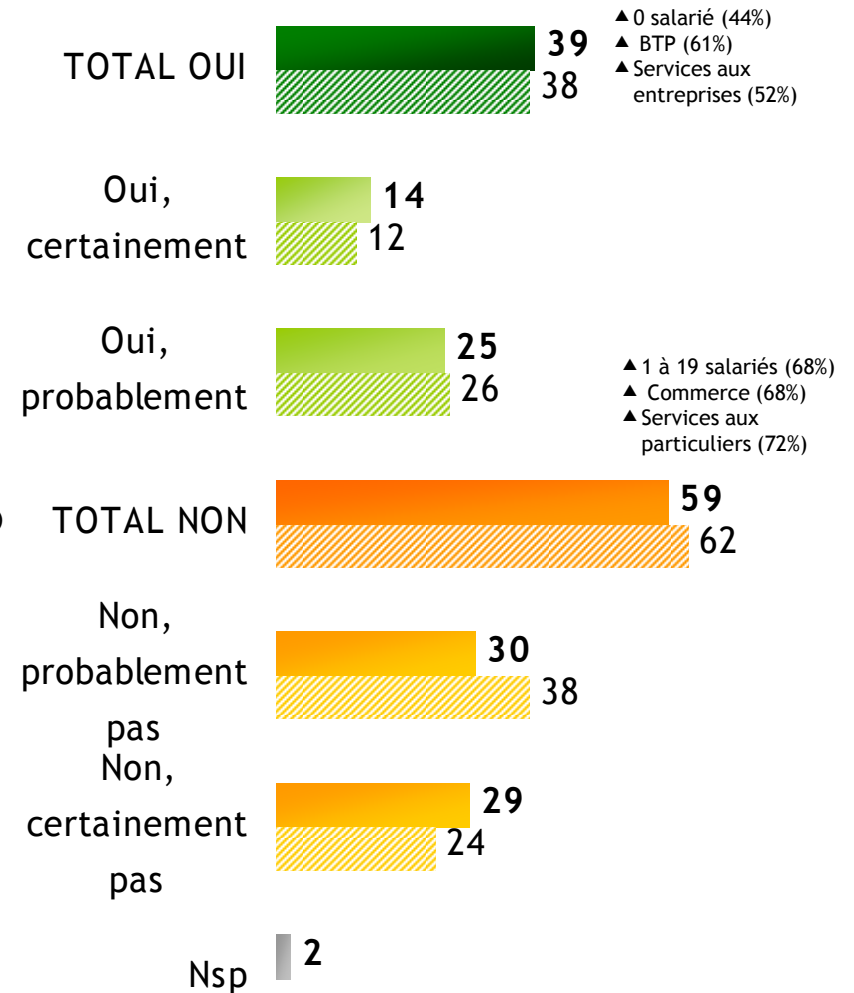
Leur situation financière toujours préoccupante

Question : Actuellement, comment jugez-vous la situation financière de votre entreprise ?



Base : ensemble des TPE

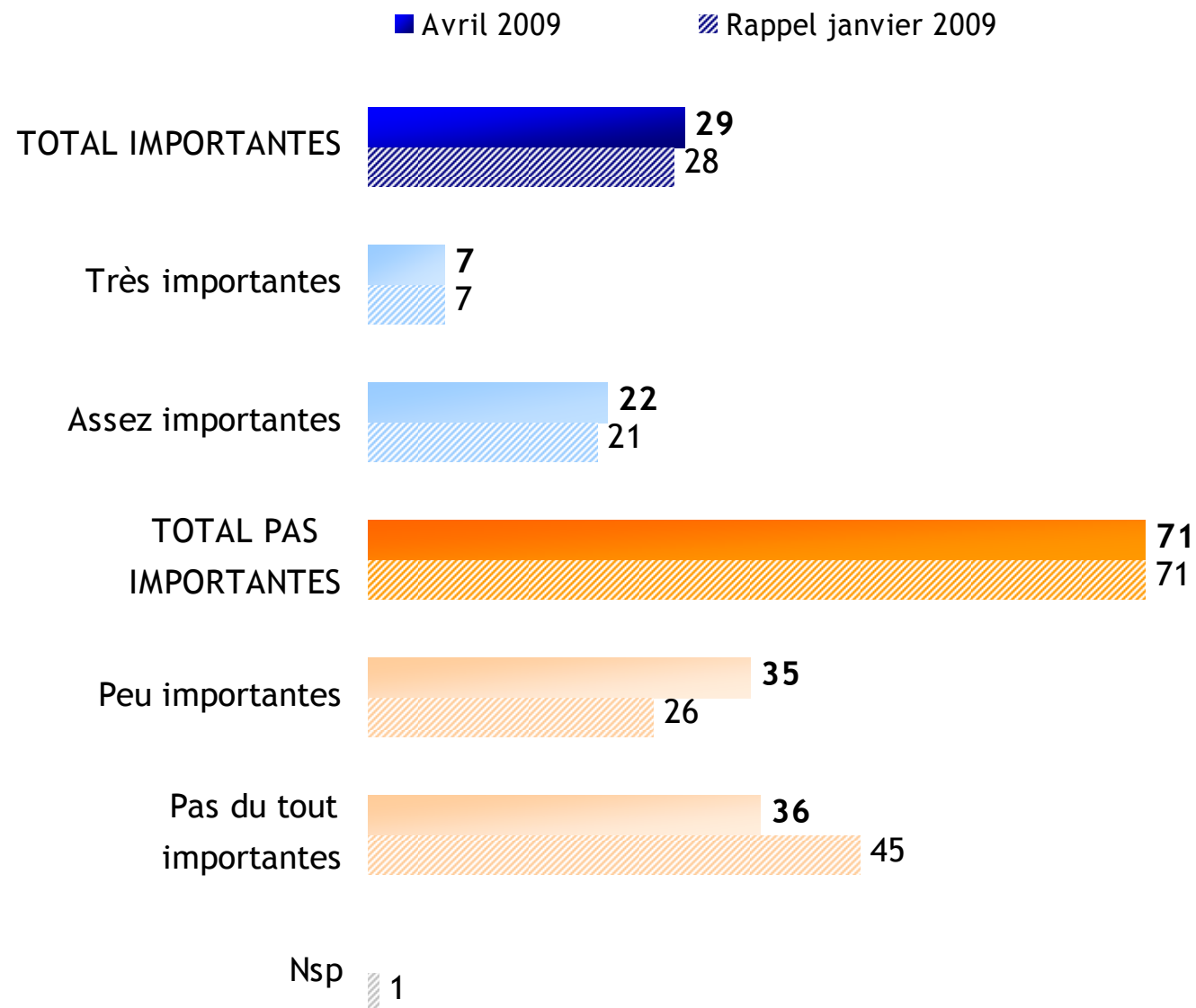
Question : (Si situation financière préoccupante) Envisagez-vous la possibilité de cesser l'activité de votre entreprise au cours de l'année 2009 à cause de cette situation financière ?



Base : TPE jugeant la situation financière de leur entreprise préoccupante

Des difficultés financières qui se stabilisent

Question : Rencontrez-vous actuellement des difficultés financières... ?

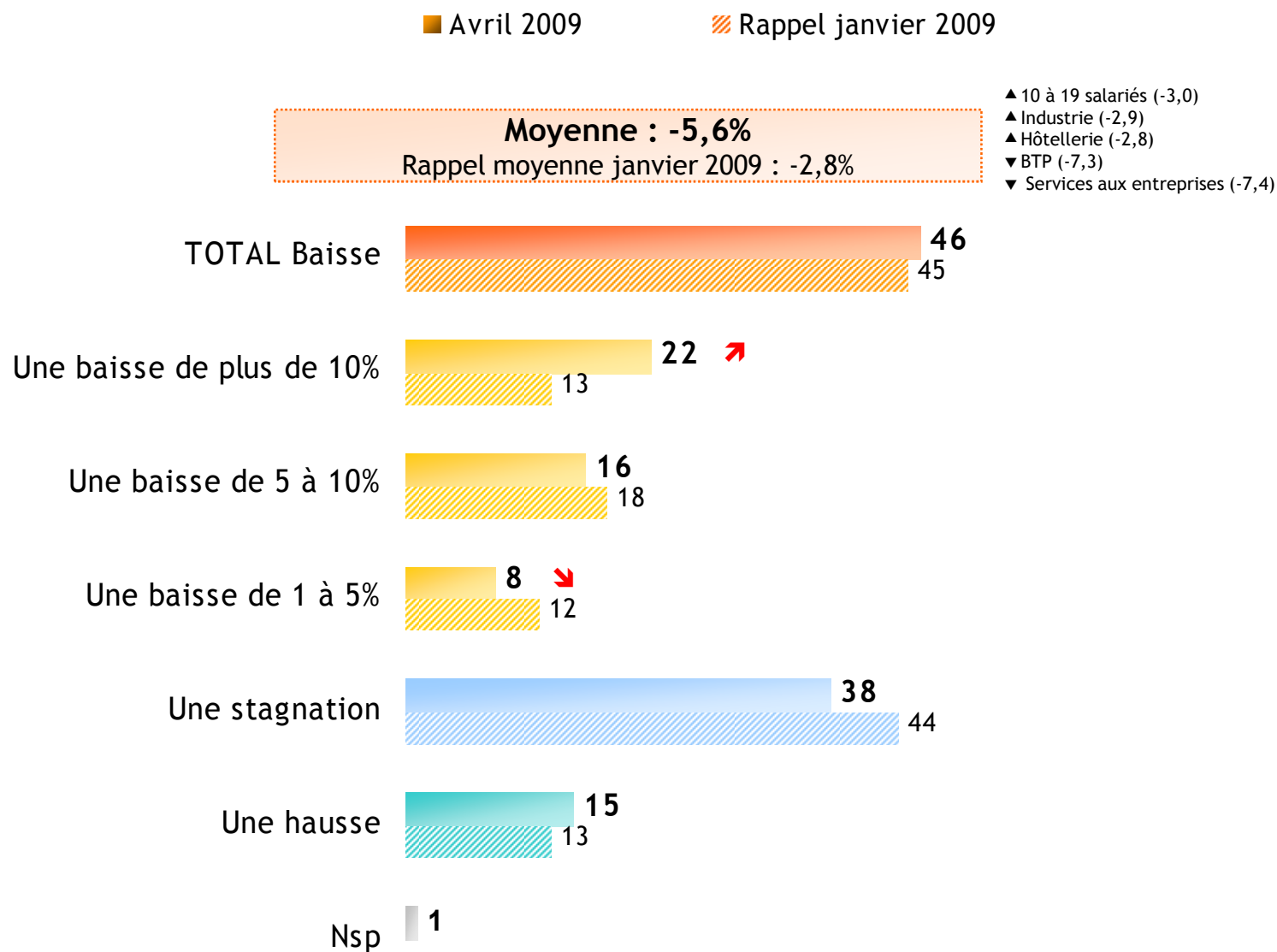


Base : ensemble des TPE

Baromètre de conjoncture des TPE - Vague 34 - Avril/Mai/Juin 2009

Une baisse de chiffre d'affaires dans les 3 prochains mois

Question : Pour les 3 prochains mois, en ce qui concerne vos recettes ou vos ventes, vous envisagez plutôt ... ?

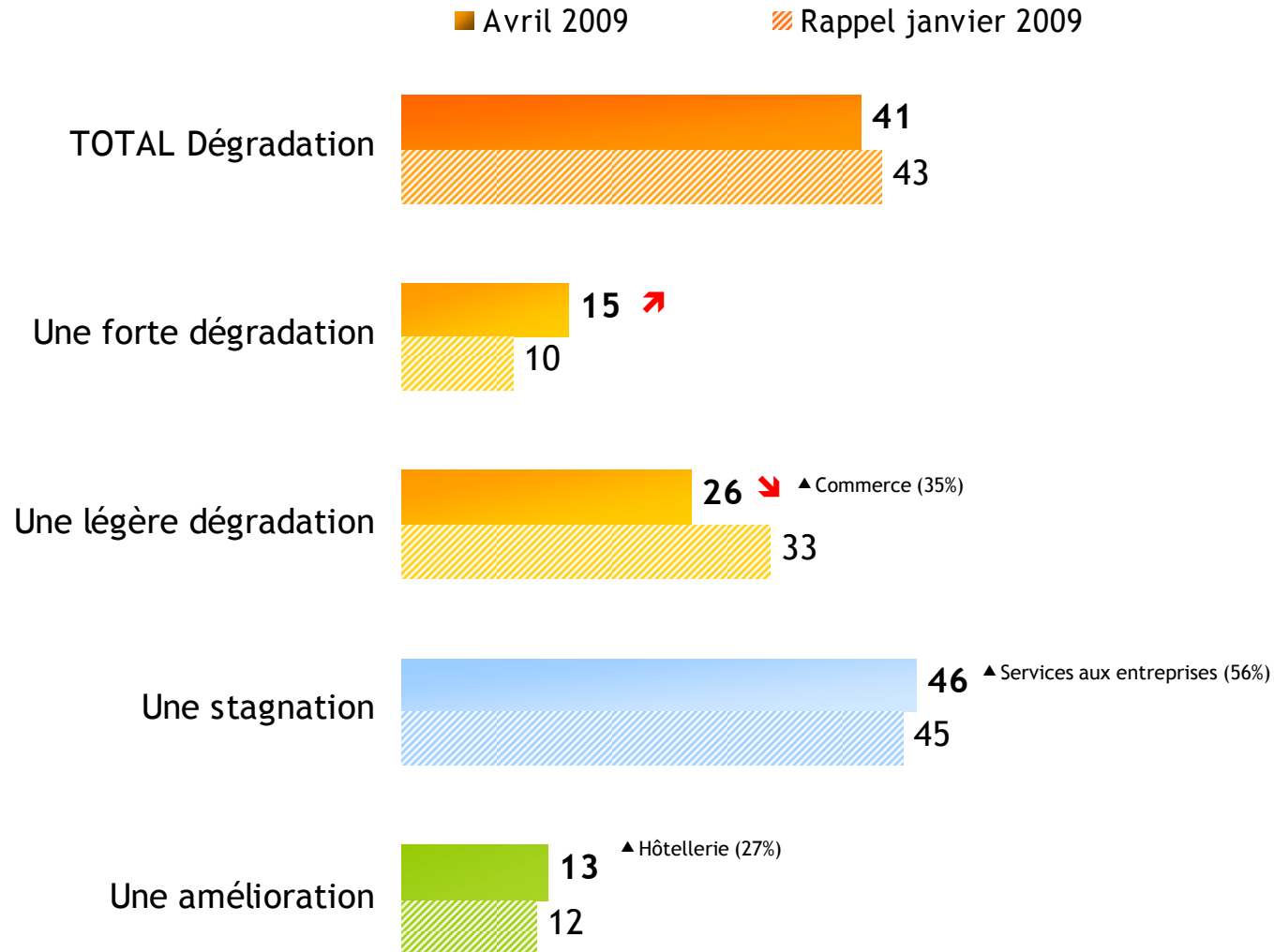


Base : ensemble des TPE

Baromètre de conjoncture des TPE - Vague 34 - Avril/Mai/Juin 2009

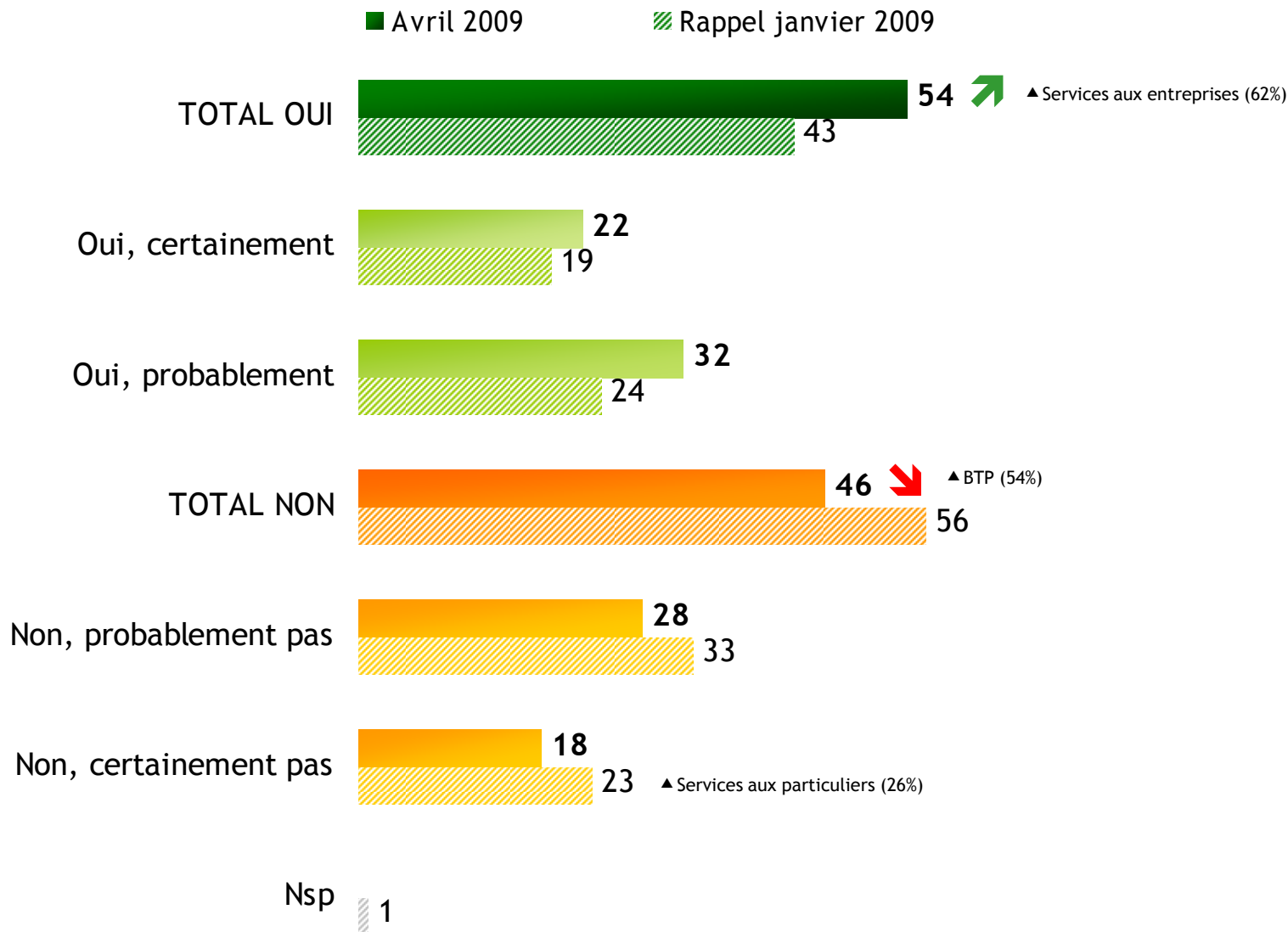
Leur situation de trésorerie se dégraderait encore dans les 3 prochains mois

Question : Et toujours pour les 3 prochains mois, en ce qui concerne votre situation de trésorerie, prévoyez-vous... ?



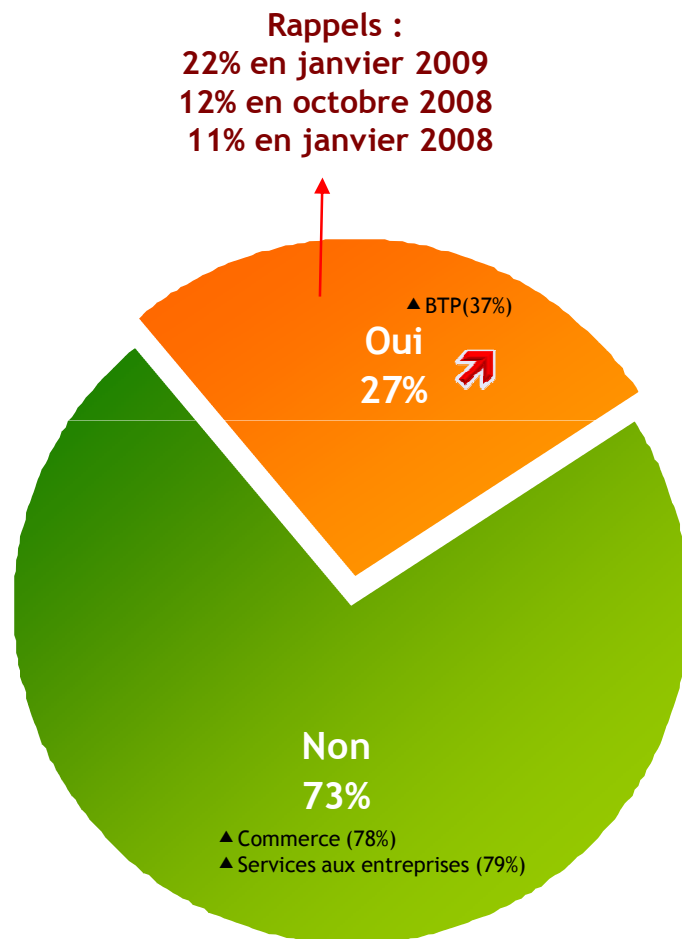
La crainte d'une défaillance financière de leurs clients ou fournisseurs dans les 3 prochains mois se généralise

Question : Craignez-vous une défaillance financière de plusieurs de vos clients et/ou de vos fournisseurs dans les prochains mois ?

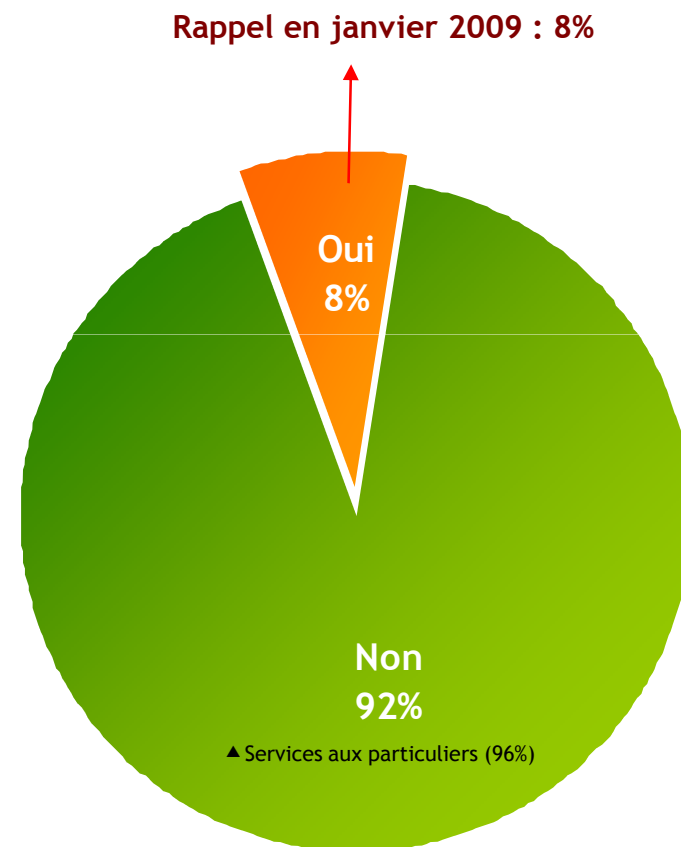


Un durcissement accru des conditions de crédit des TPE

Question : Avez-vous subi un durcissement des conditions d'accès au crédit de la part de votre banque ?

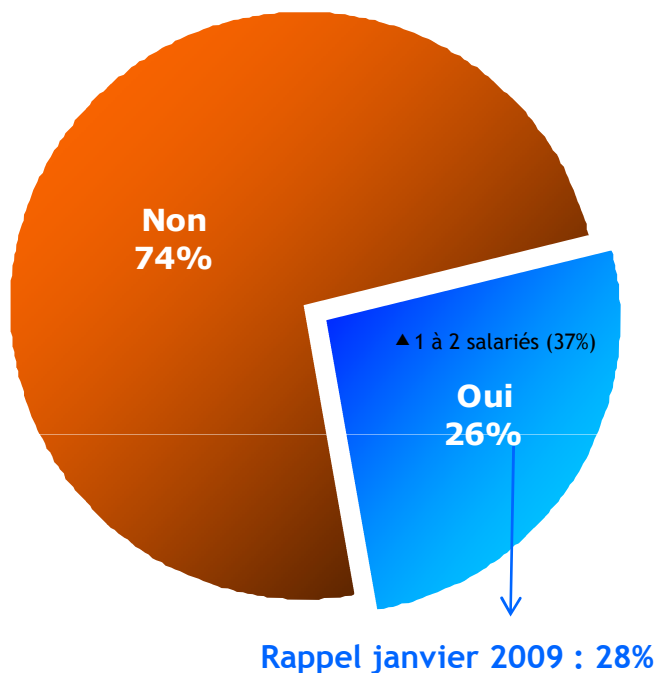


Question : Votre banque a-t-elle récemment réduit ou annulé une ligne de crédit ou un prêt précédemment accordé ?



Les TPE limitent leurs demandes de financement

Question : Avez-vous récemment fait une demande de financement auprès de votre banque ?

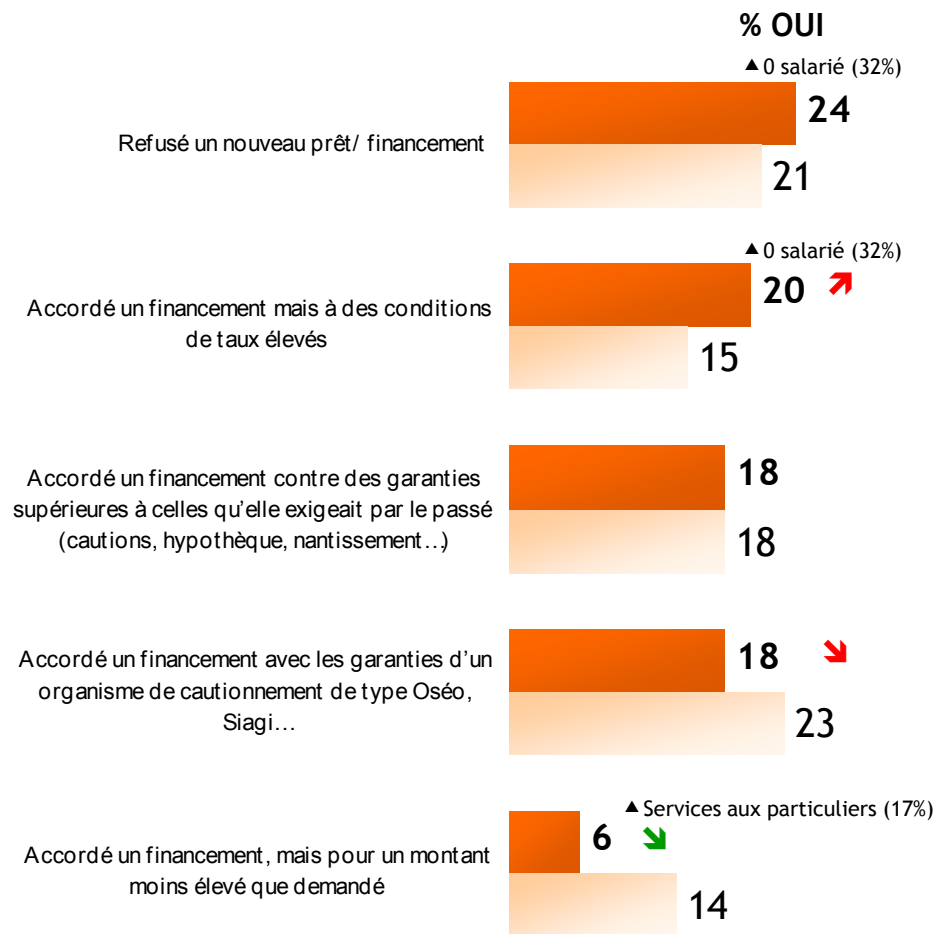


Montant moyen du prêt demandé : 59 840 Euros

Base : ensemble des TPE

Question : (Si demande de financement auprès de sa banque) Votre banque vous a-t-elle récemment... ?

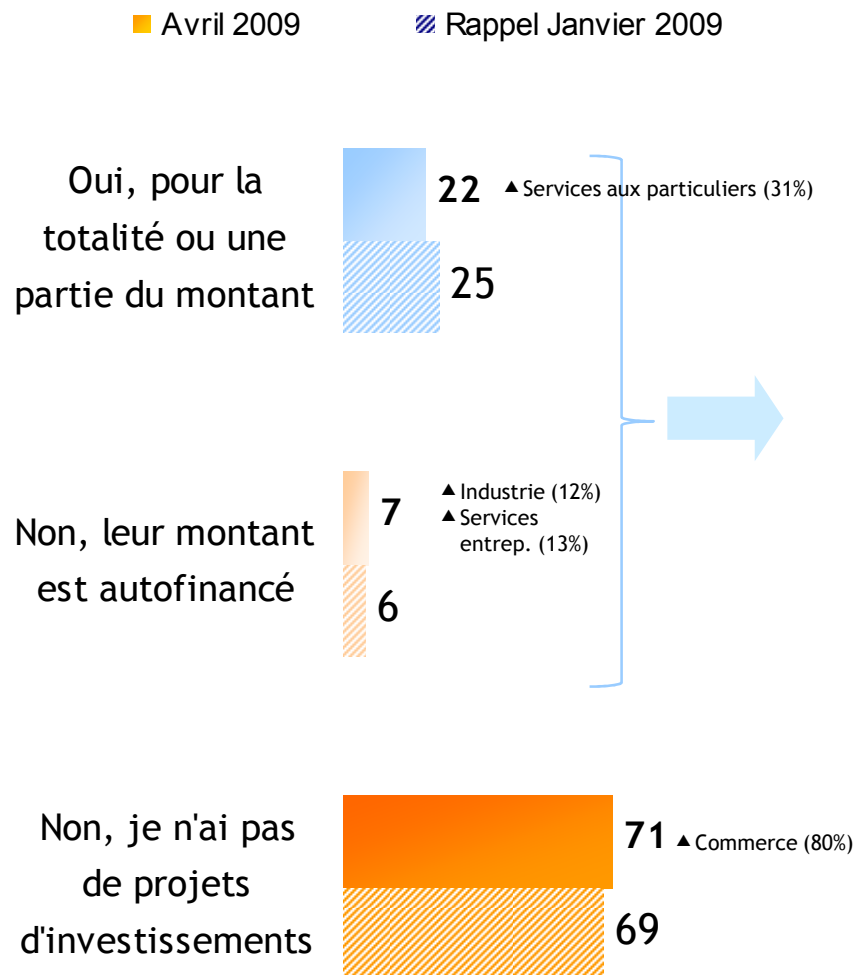
■ Avril 2009 ■ Rappel janvier 2009



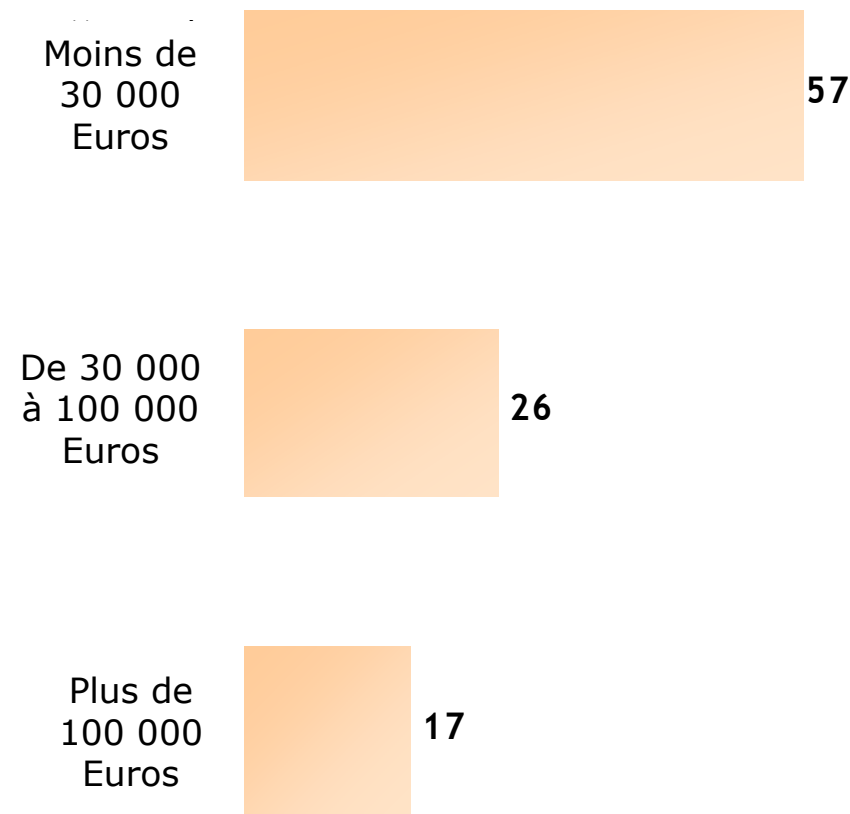
Base : TPE ayant fait une demande de financement auprès de leur banque

L'investissement à la peine

Question : Avez-vous des projets d'investissements pour 2009 nécessitant d'emprunter ?



Question : (Si projets d'investissements) Quel est le montant de ces investissements ?



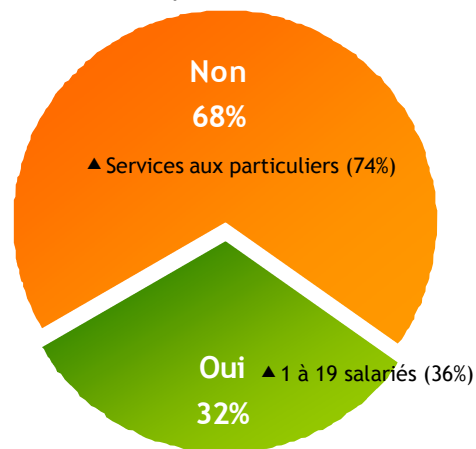
Moyenne : 83 405 Euros

Base : ensemble des TPE

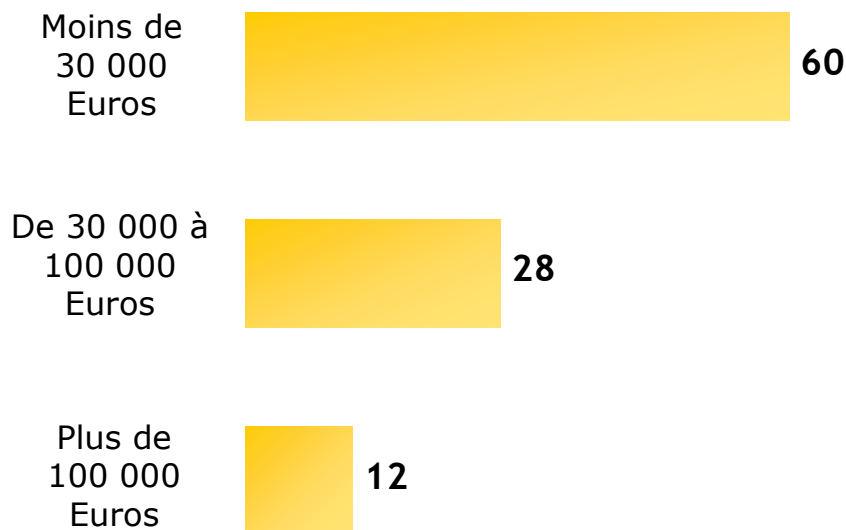
Base : TPE ayant des projets d'investissements pour 2009

Des investissements reportés en attendant des jours meilleurs

Question : Avez-vous déjà reporté vos investissements ou une partie de vos investissements et/ou l'envisagez-vous ?



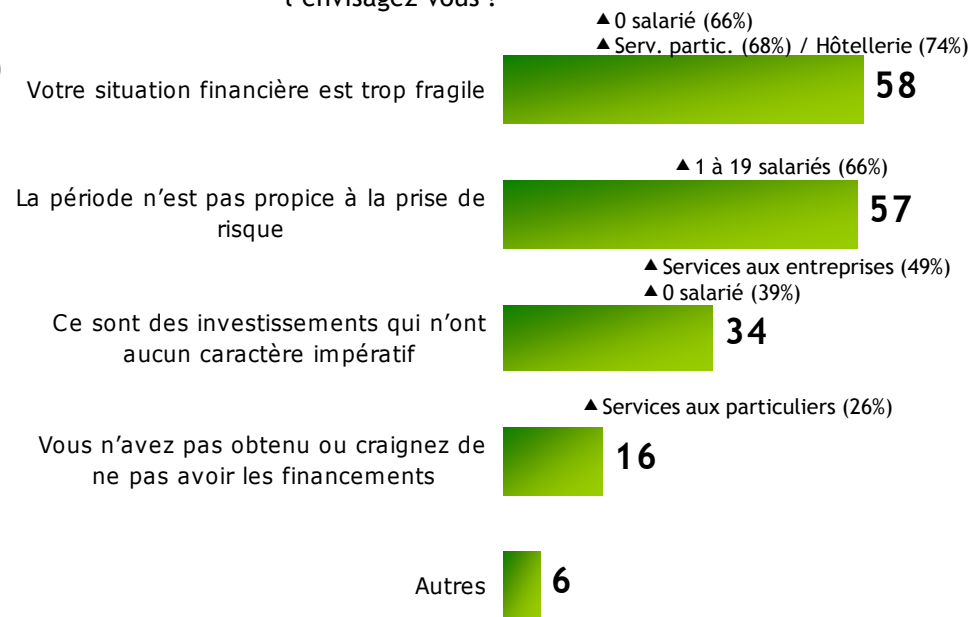
Question : (Si investissements reportés) Quel est le montant de des investissements reportés ?



Moyenne : 54 121 euros

Base : TPE ayant reporté des investissements ou l'envisageant

Question : (Si investissements reportés) Pour quelle(s) raison(s) avez-vous reporté vos investissements et/ou l'envisagez-vous ?



Base : TPE ayant reporté des investissements ou l'envisageant

Pour les TPE, l'inflation n'est pas une solution pour sortir de la crise

Question : Si l'économie mondiale basculait dans une période de forte inflation, c'est-à-dire une inflation supérieure à 5%, jugeriez-vous que... ?

■ Oui, tout à fait

■ Oui, plutôt

■ Non, plutôt pas

■ Non, pas du tout

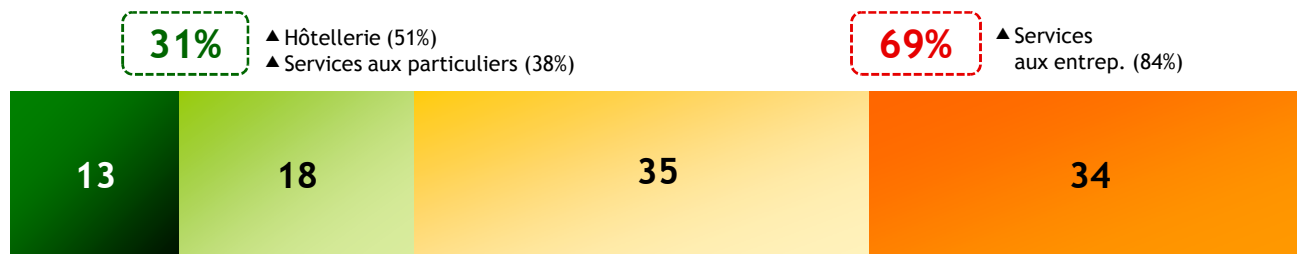
Ce serait grave pour l'économie française, car cela pénaliserait les inactifs (retraités, chômeurs...) et créerait de graves déséquilibres sociaux



Ce serait une chance pour tous les actifs français, car cela leur permettrait d'investir et de rembourser plus facilement leurs emprunts



Ce serait une chance pour votre entreprise, car cela vous permettrait d'investir et de rembourser facilement vos emprunts



L'EMPLOI DANS LES TPE

Note de lecture

- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente.
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble.

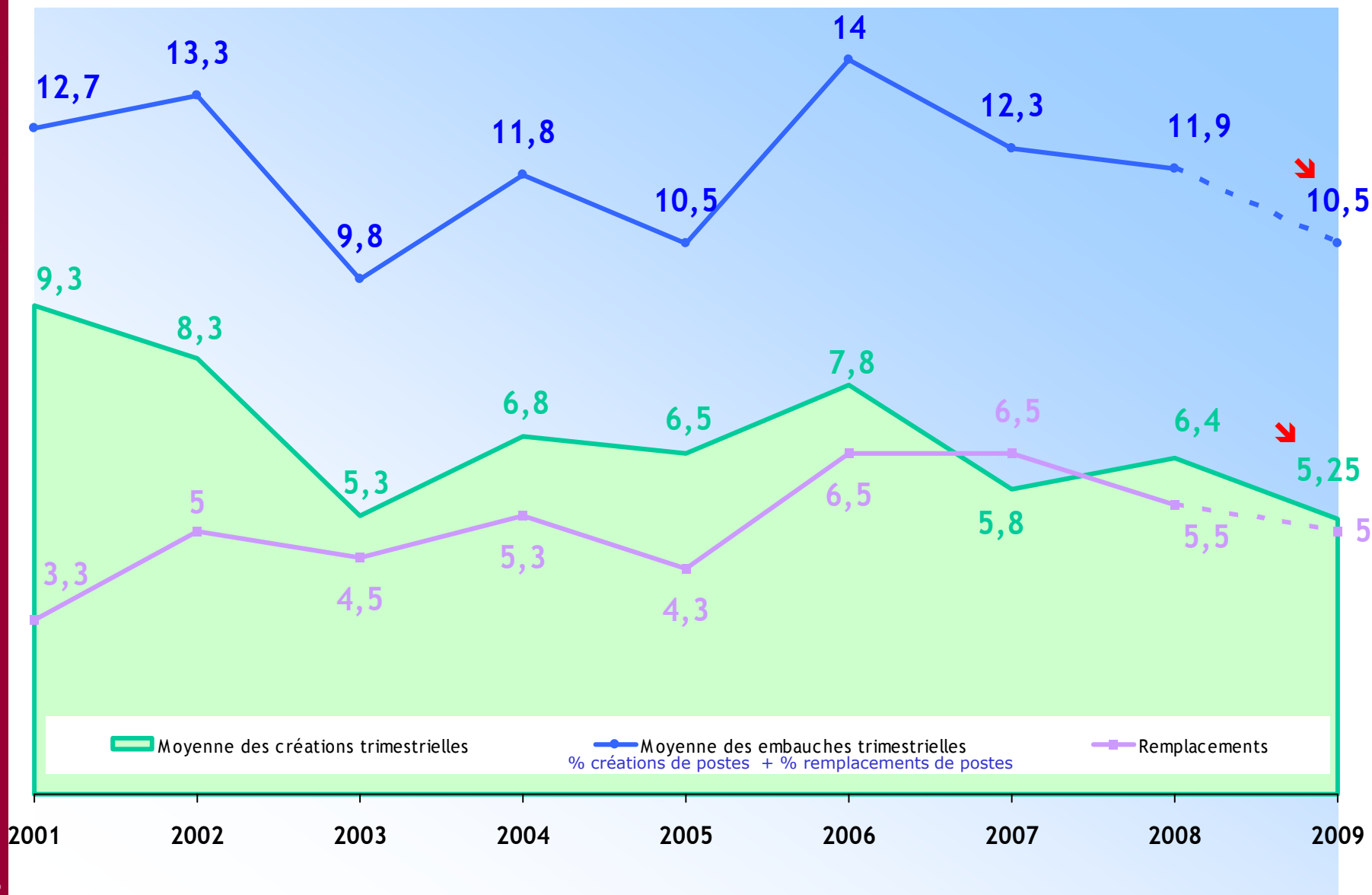
Évolutions de l'emploi dans les TPE

- Moyennes annuelles -

ifop

Baromètre des TPE

FIDUCIAL



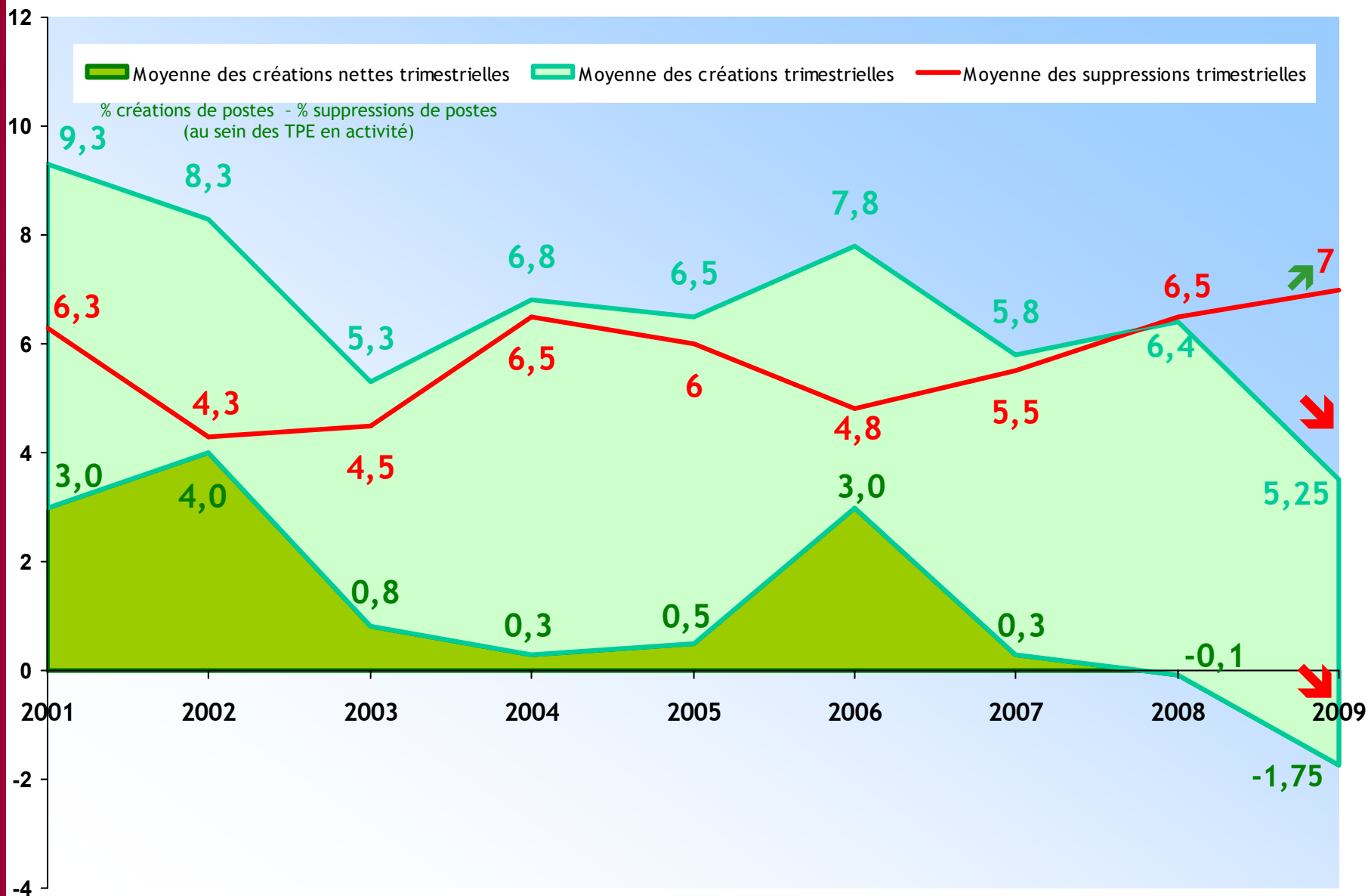
Évolutions de l'emploi dans les TPE

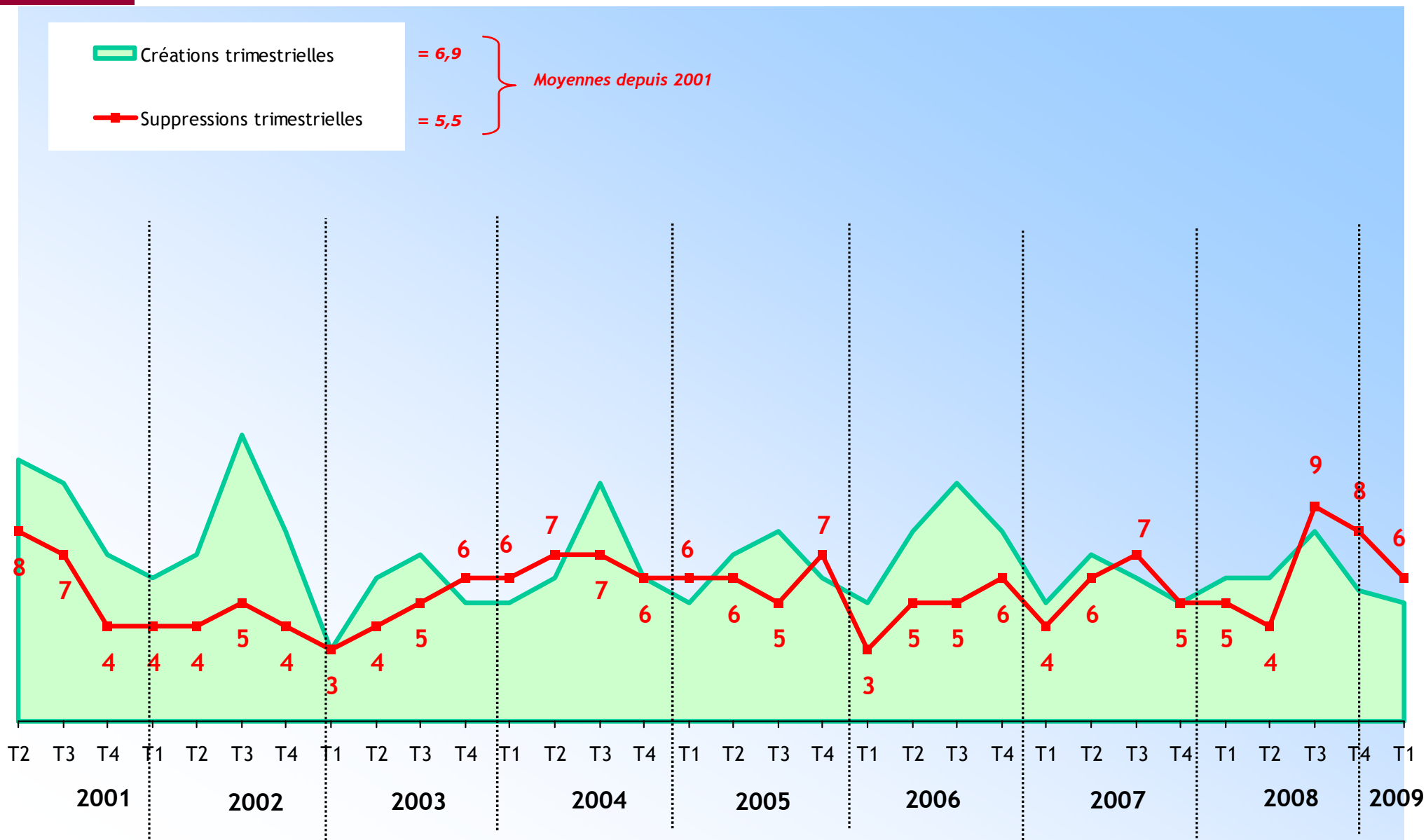
- Moyennes annuelles -

ifop

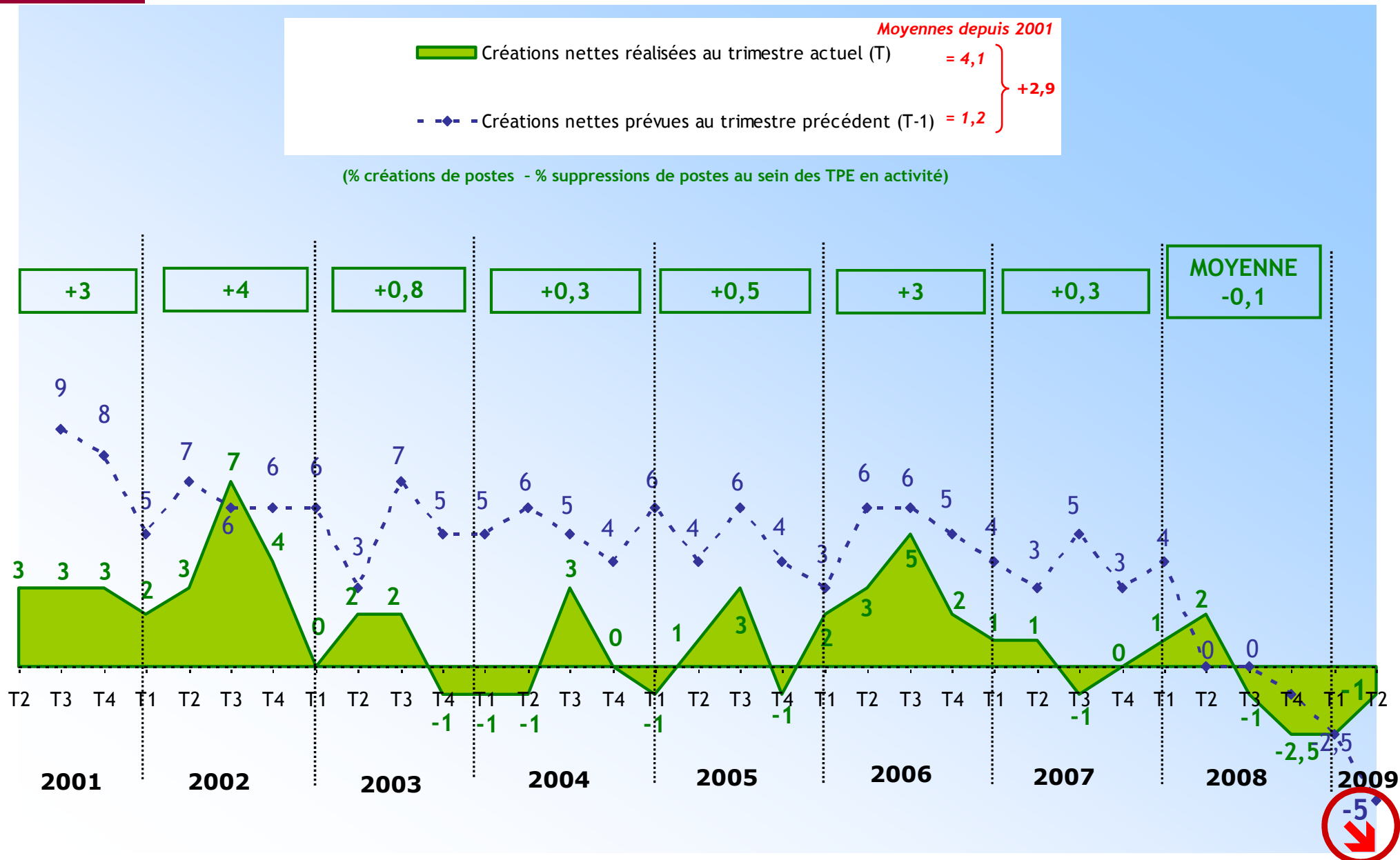
Baromètre
des TPE

FIDUCIAL



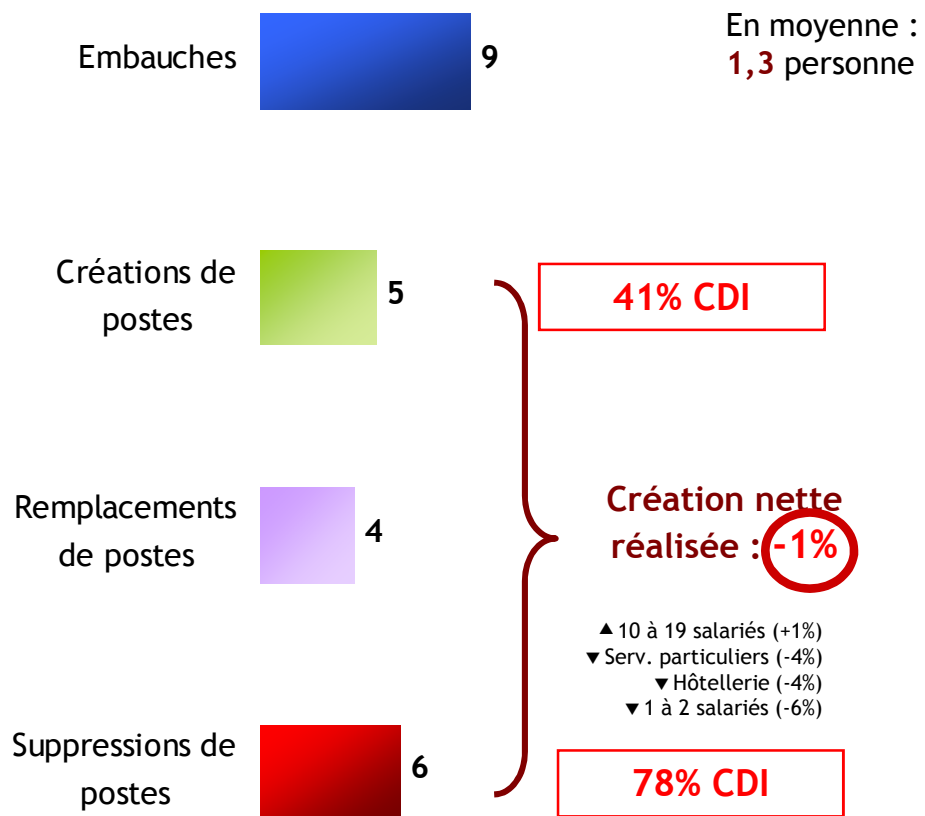


Évolutions des créations nettes - Résultats trimestriels -

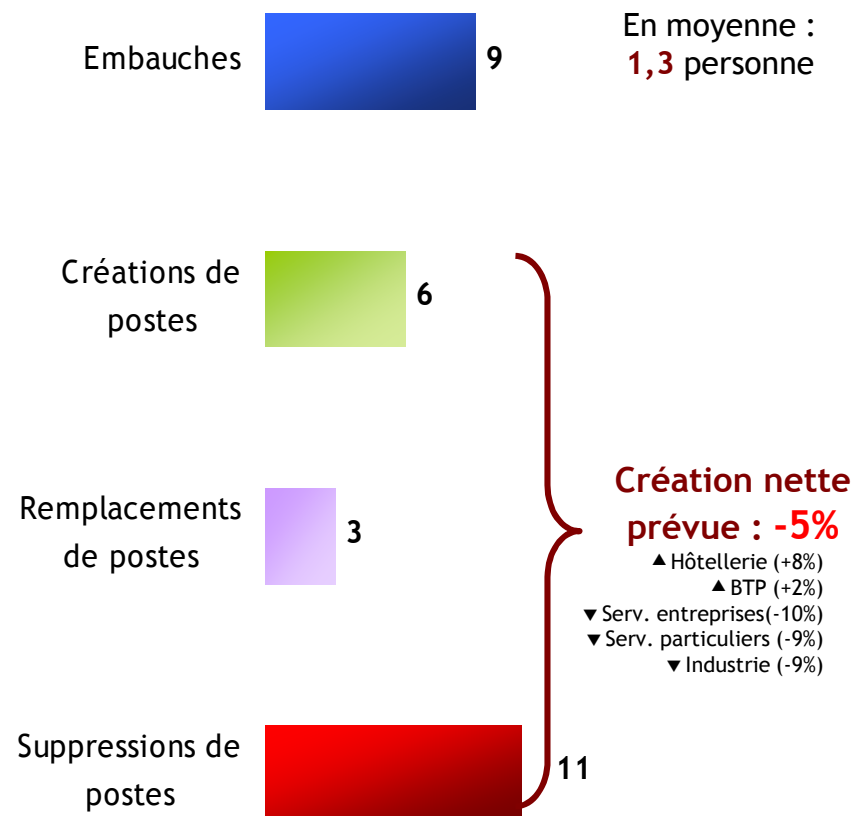


Embauches réalisées et perspectives au prochain trimestre

Réalisations de janvier à mars 2009



Perspectives d'avril à juin 2009



Types de contrats utilisés

ifop

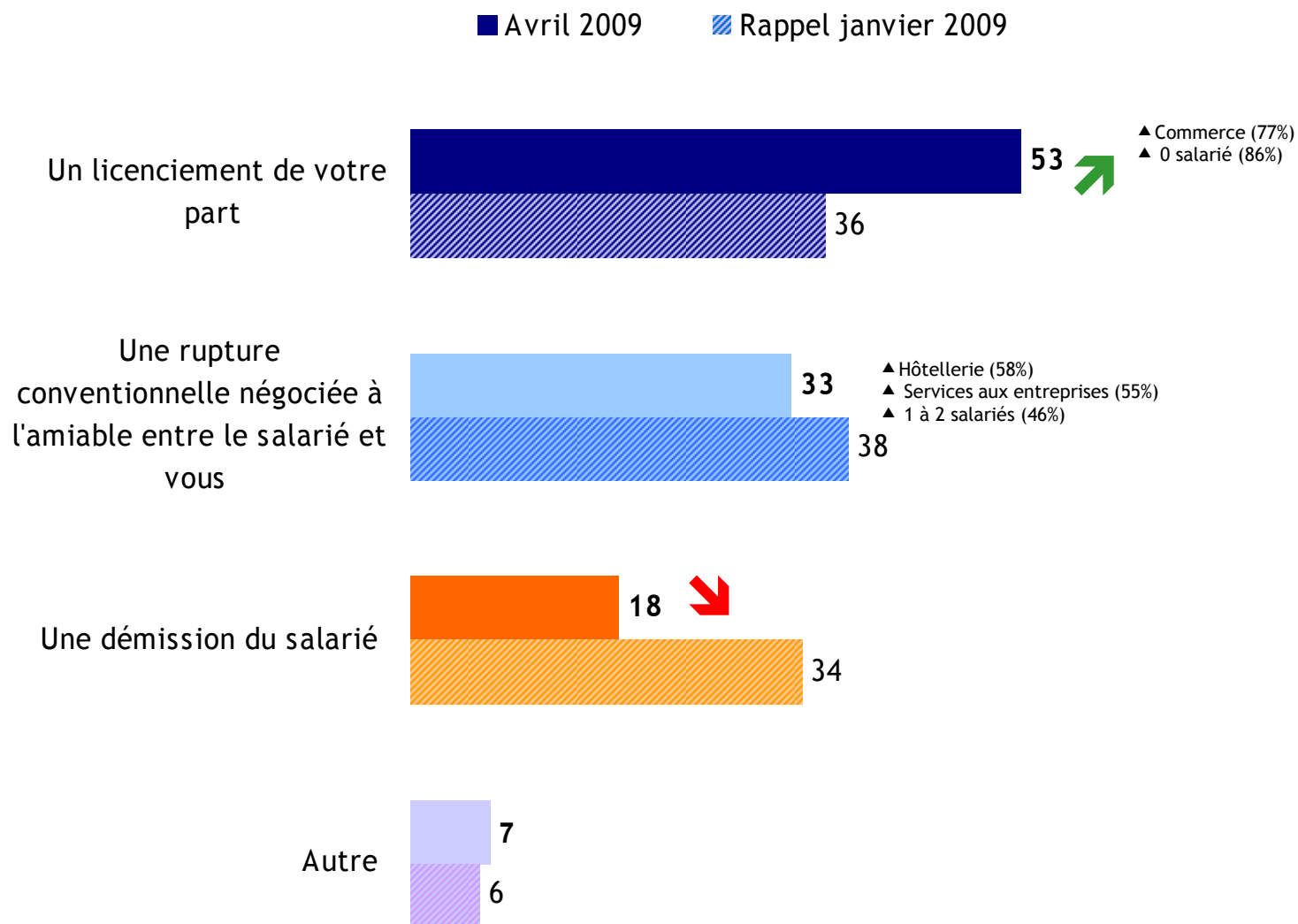
Baromètre
des TPE

FIDUCIAL



Une forte progression des licenciements dans les TPE

Question : Cette(ces) suppression(s) étai(en)t-elle(s)...



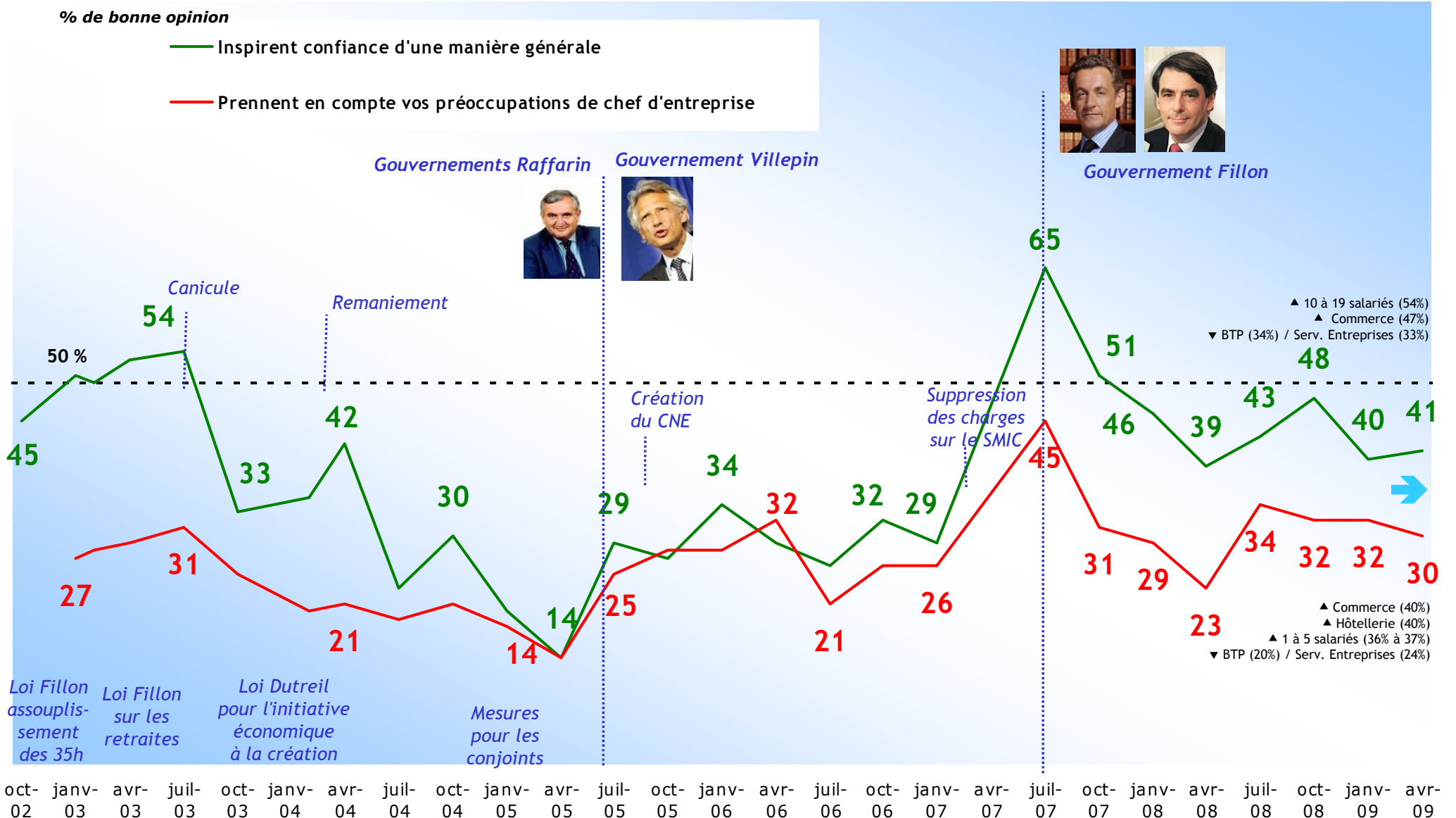
L'ACTION DU GOUVERNEMENT

Note de lecture

- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente.
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble.

Confiance dans le gouvernement et prise en compte des préoccupations des TPE

Question : A propos des mesures / actions économiques annoncées ou mises en place par le gouvernement, diriez-vous qu'elles... ?



% d'opinions positives

— Sarkozy Grand Public*

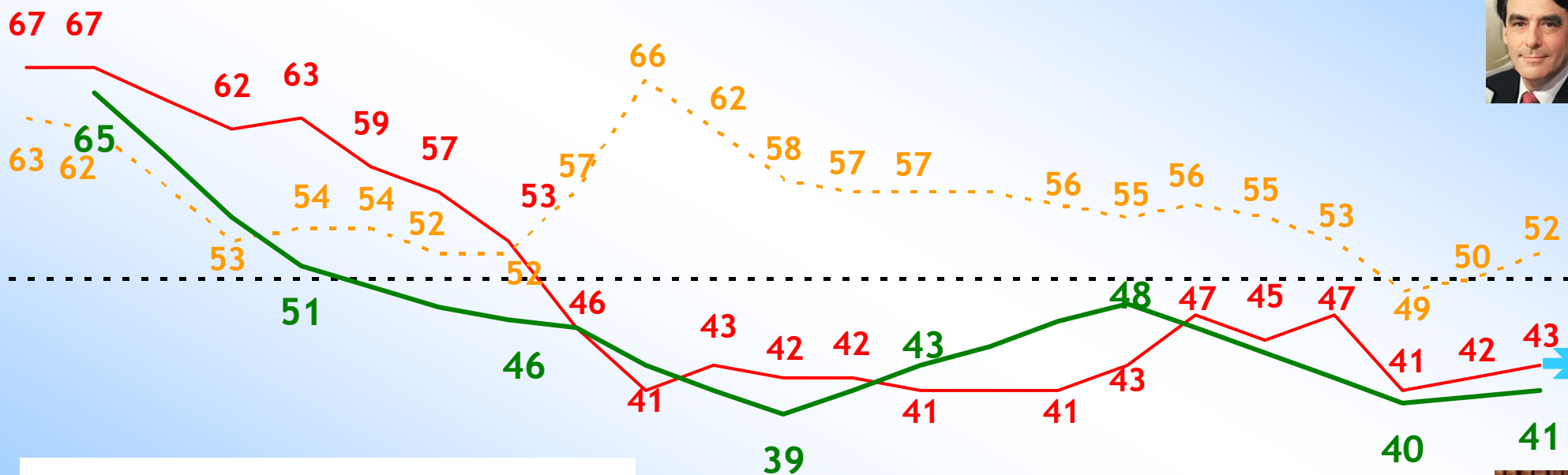
- - - Fillon Grand Public*

— Gouvernement Patrons de TPE

Base : ensemble des TPE



* Sondages Ifop Paris Match auprès du Grand Public ; dernière vague réalisée du 2 au 3 avril 2009.



Question : Approuvez-vous ou désapprouvez-vous l'action de Nicolas Sarkozy comme président de la République ?

Question : Approuvez-vous ou désapprouvez-vous l'action de François Fillon comme Premier ministre ?



Juin 2007 Juillet 2007 Août 2007 Septembre 2007 Octobre 2007 Novembre 2007 Décembre 2007 Janvier 2008 Février 2008 Mars 2008 Avril 2008 Mai 2008 Juin 2008 Juillet 2008 Août 2008 Septembre 2008 Octobre 2008 Novembre 2008 Décembre 2008 Janvier 2009 Février 2009 Mars 2009 Avril 2009

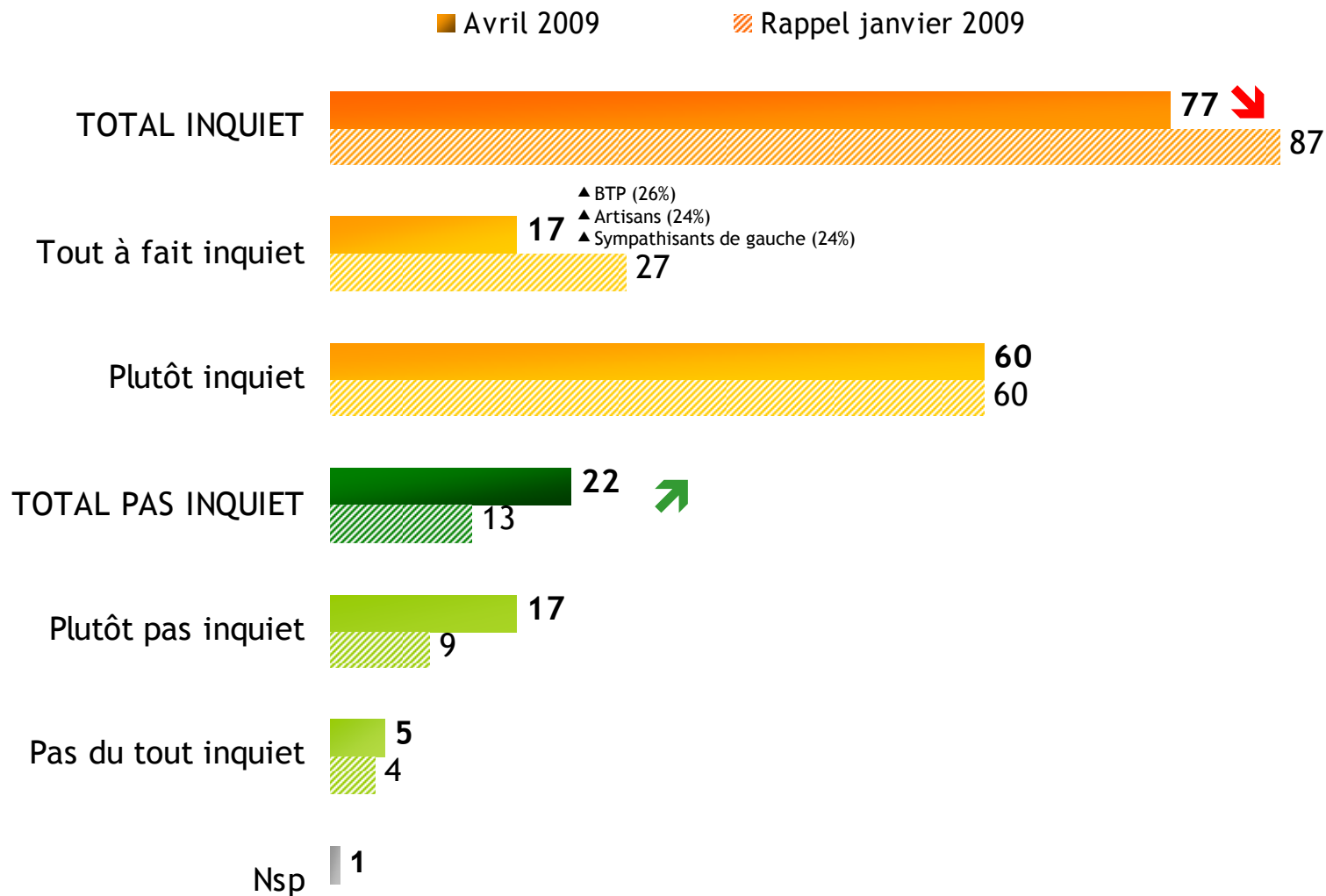
LA CRISE ET LE PLAN DE RELANCE

Note de lecture

- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente.
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble.

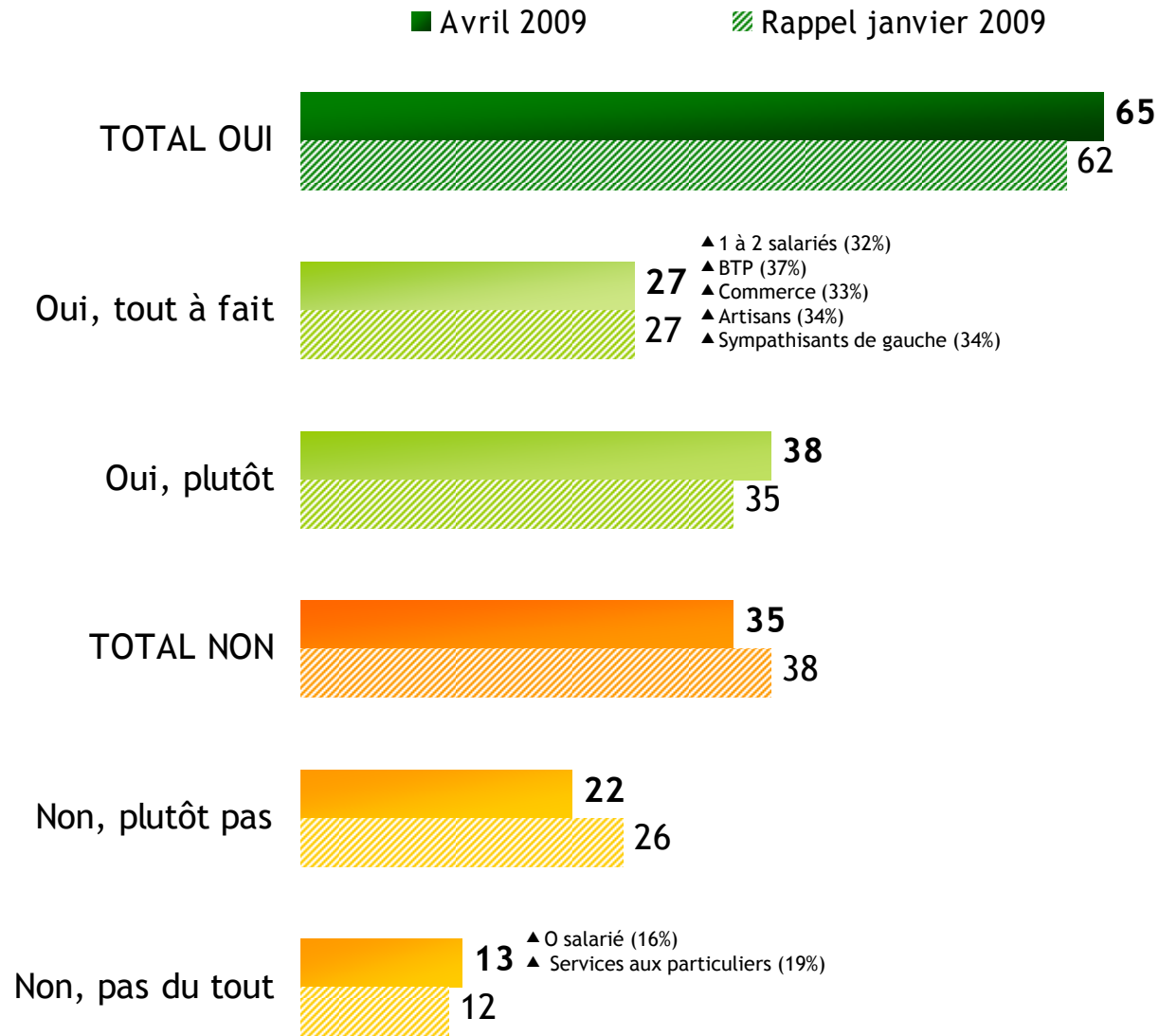
Des patrons inquiets pour l'économie française

Question : Vous personnellement, en pensant à la crise actuelle, diriez-vous que vous êtes tout à fait inquiet, plutôt inquiet, plutôt pas inquiet ou pas du tout inquiet pour l'économie française ?



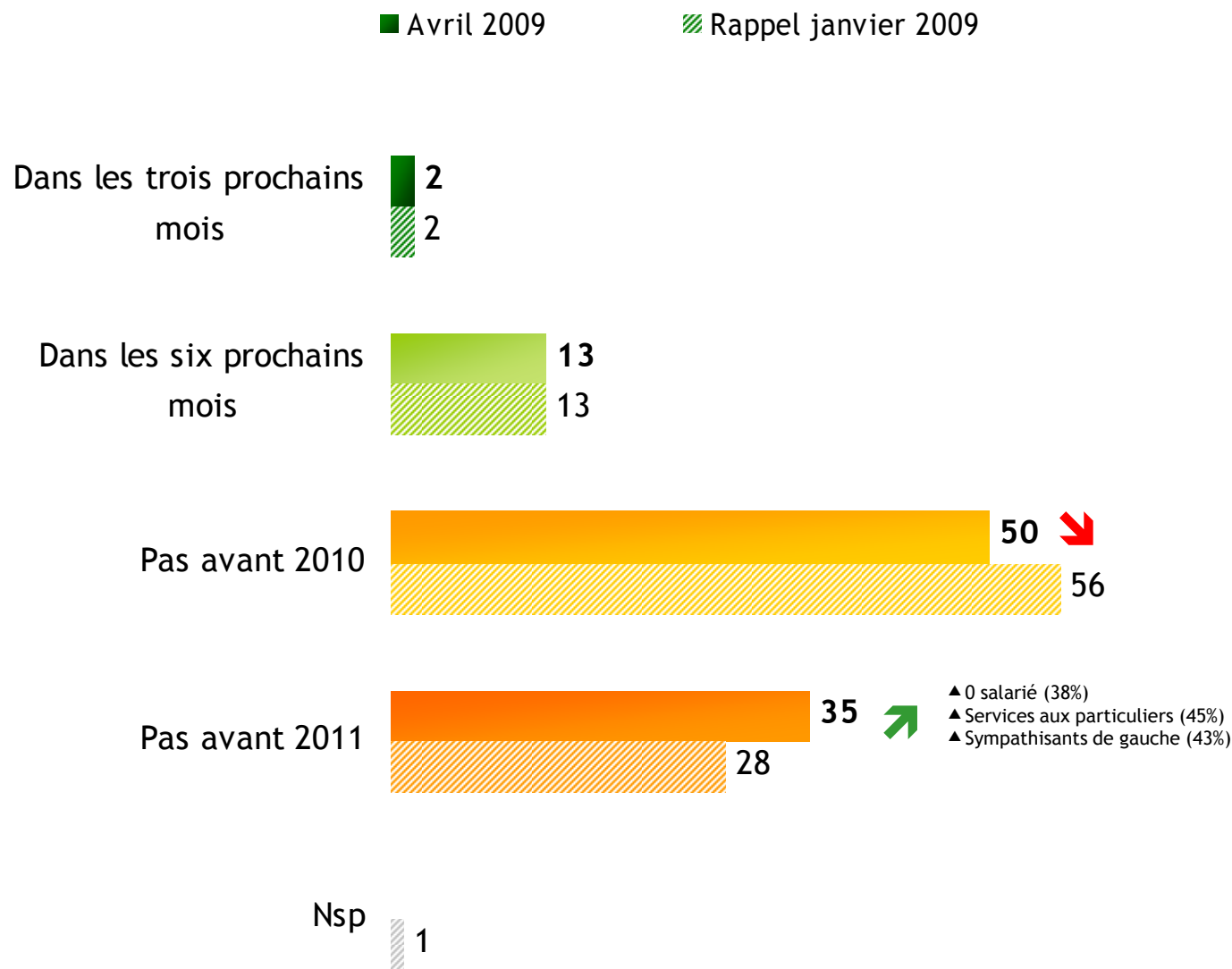
De graves répercussions de la crise sur leur activité

Question : Pensez-vous que la crise et le contexte économique actuel vont avoir de graves répercussions sur votre activité ?



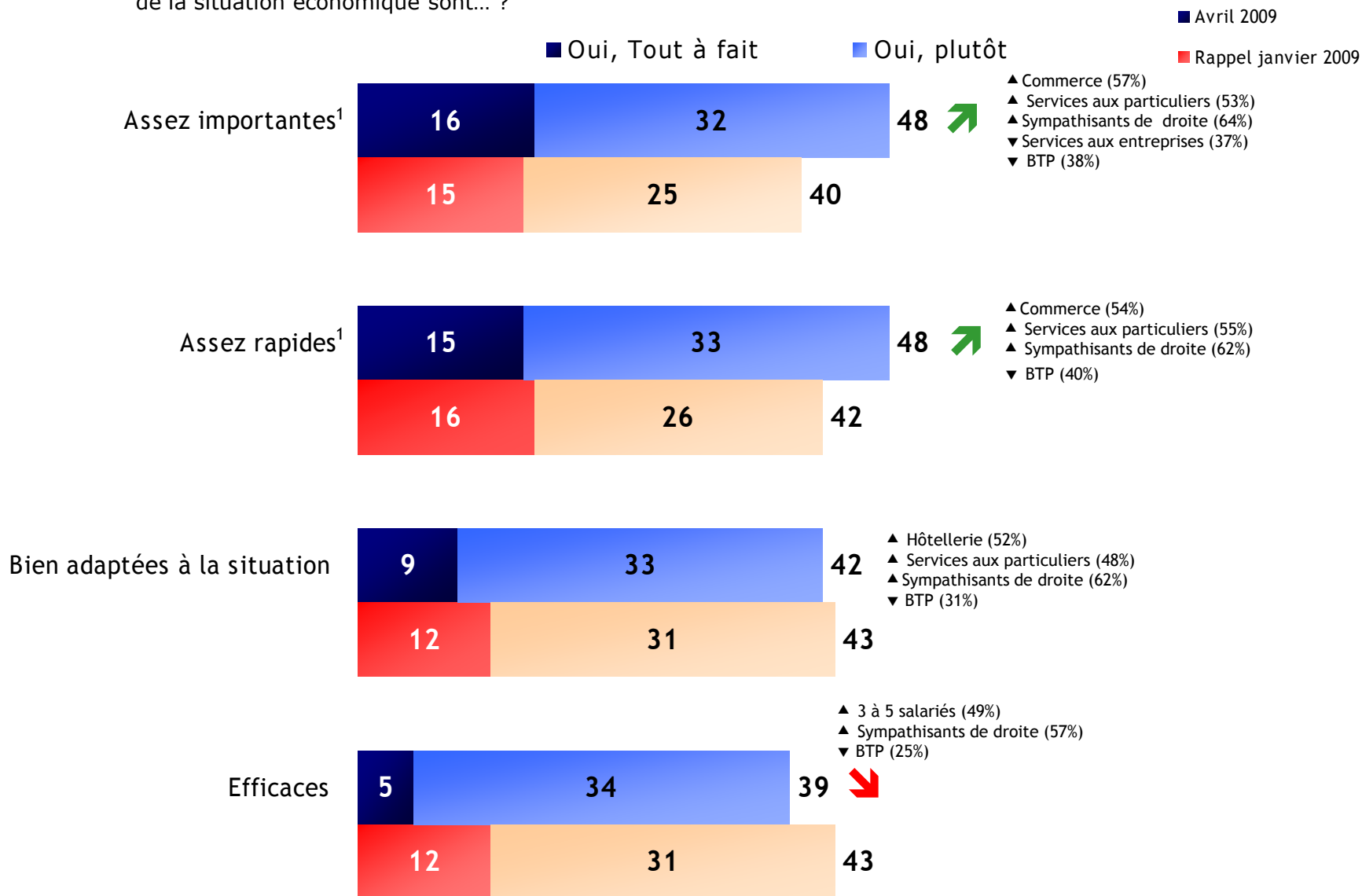
une amélioration attendue pas avant 2010

Question : Selon vous, la situation économique s'améliorera-t-elle plutôt...?



Des mesures de relance de l'économie peu convaincantes

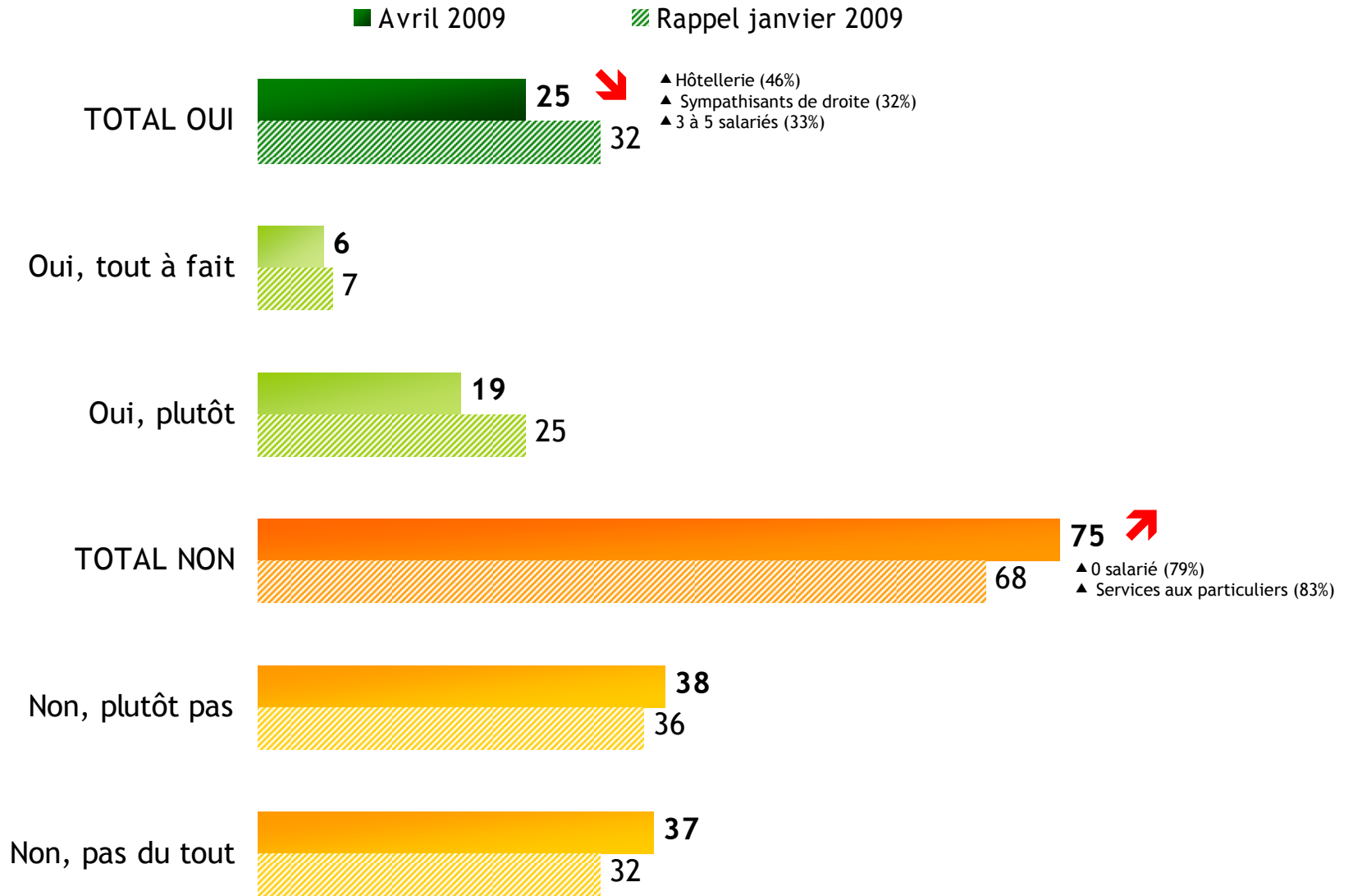
Question : Diriez-vous que les mesures de relance prises par Nicolas Sarkozy et son gouvernement pour endiguer la dégradation de la situation économique sont... ?



¹ En janvier 2009, les items exacts étaient « Pas assez rapides » et « Pas assez importantes ». Afin d'établir une comparaison, les réponses négatives ont été reportées.
 Baromètre de conjoncture des TPE - Vague 34 - Avril/Mai/Juin 2009 Base : ensemble des TPE 53

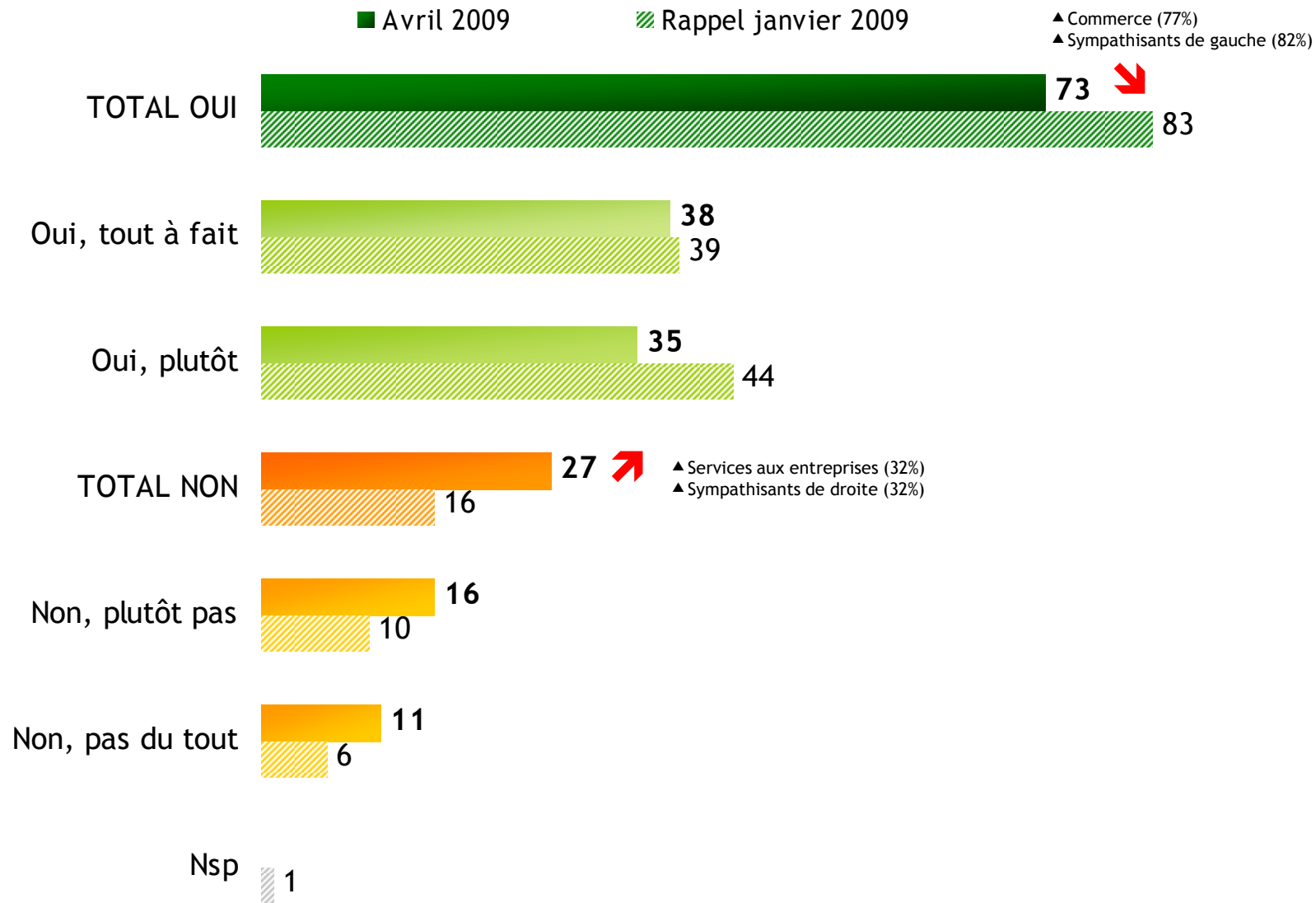
Des mesures de relance sans impact sur les TPE

Question : Estimez-vous que toutes ces mesures vont avoir un impact positif sur votre entreprise ?



La nécessité d'un nouveau plan de relance

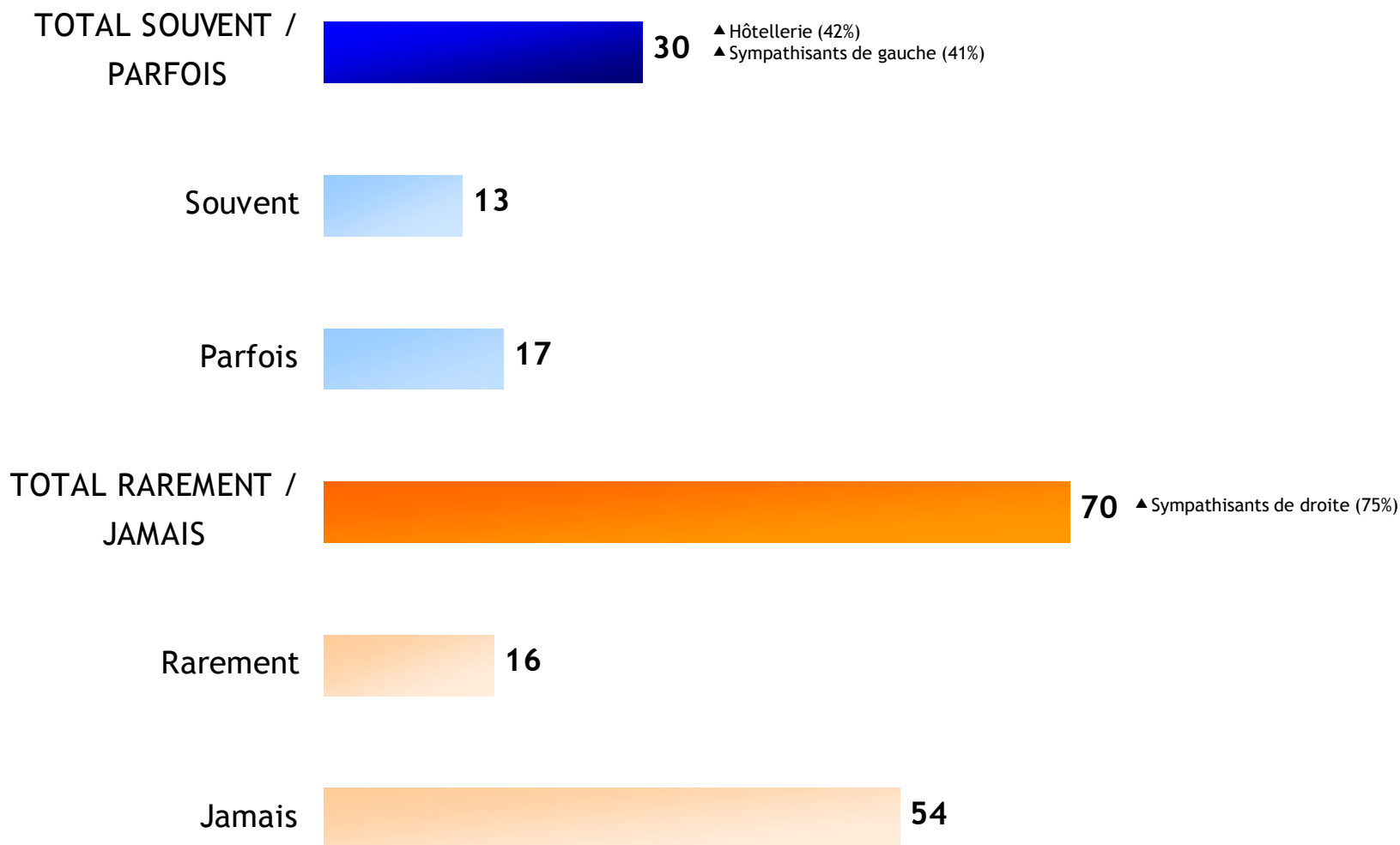
Question : A votre avis, Nicolas Sarkozy et le gouvernement doivent-ils engager un second plan de relance ?¹



¹ En janvier 2009, l'intitulé exact de la question était : « Faut-il que le gouvernement engage un second plan de relance ? ».

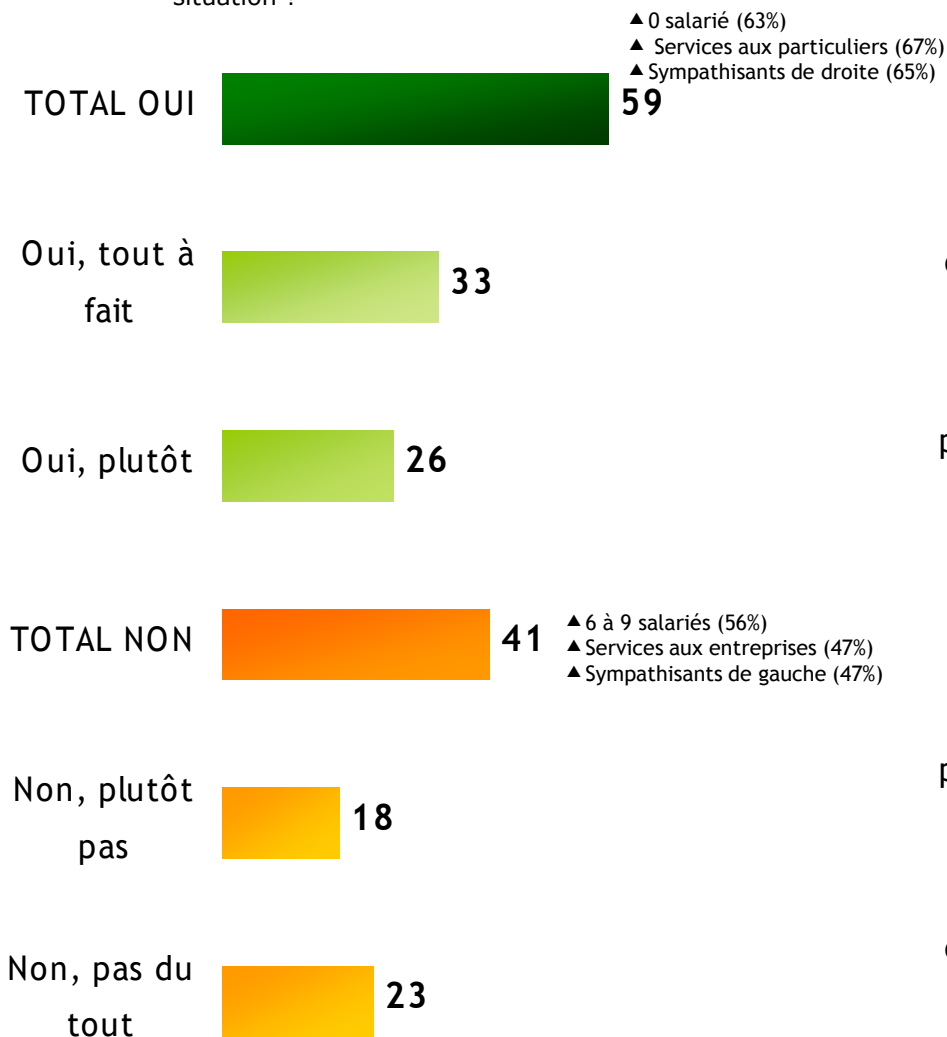
Peu de tensions sociales au sein de leur entreprise malgré la crise...

Question : Au cours des derniers mois et compte tenu du contexte économique et social actuel, ressentez-vous des tensions sociales au sein de votre entreprise ?

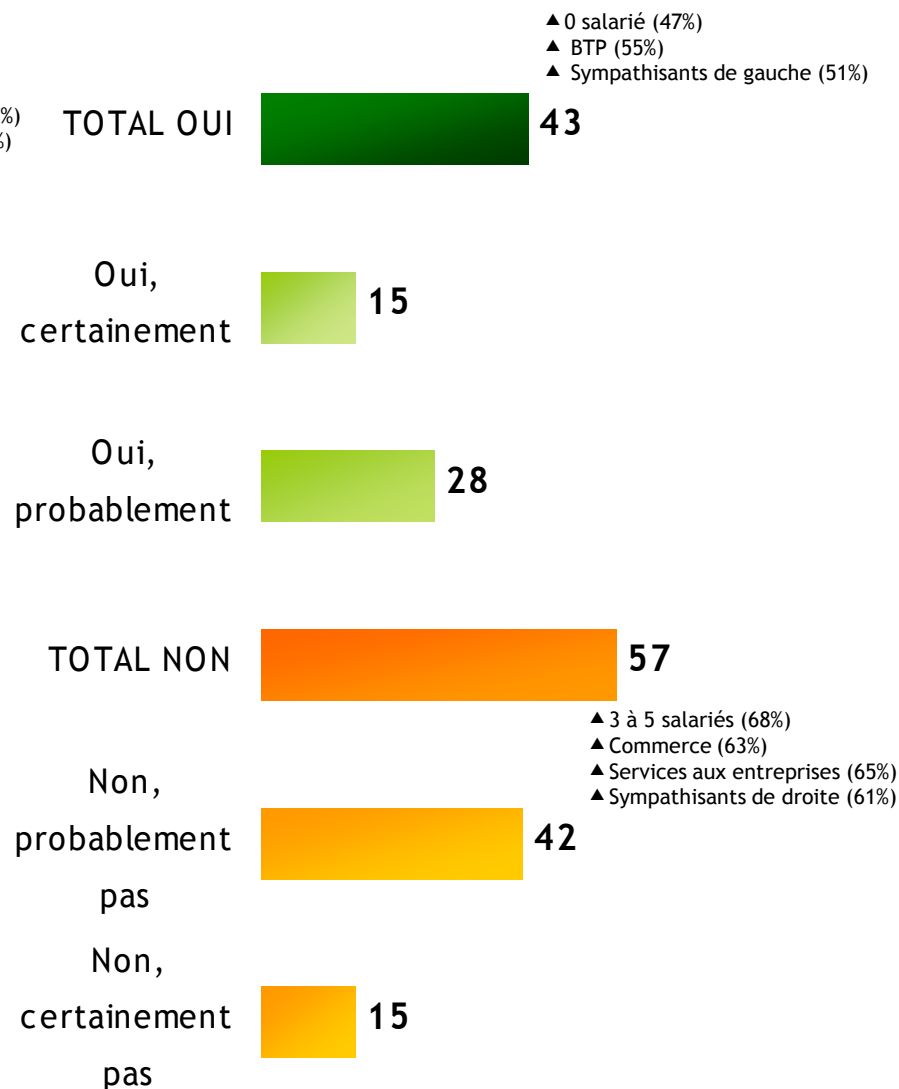


... Mais les patrons de TPE sont sur leur garde

Question : Depuis les événements en Guadeloupe, on assiste également en métropole à un durcissement de certains conflits sociaux, avec notamment des séquestrations de dirigeants, et aussi à des manifestations qui dégénèrent dans la violence. Etes-vous inquiet face à cette situation ?



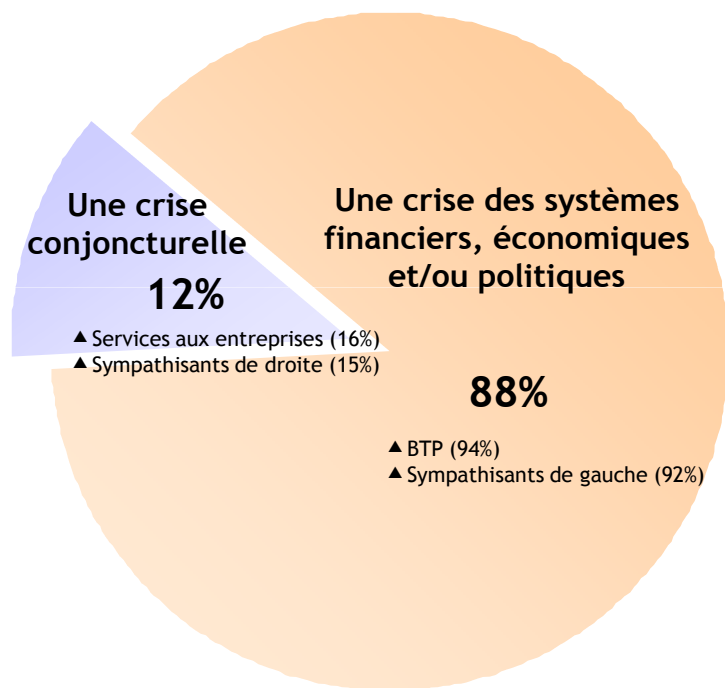
Question : Pensez-vous que ce phénomène va s'amplifier jusqu'à atteindre la situation des Antilles ?



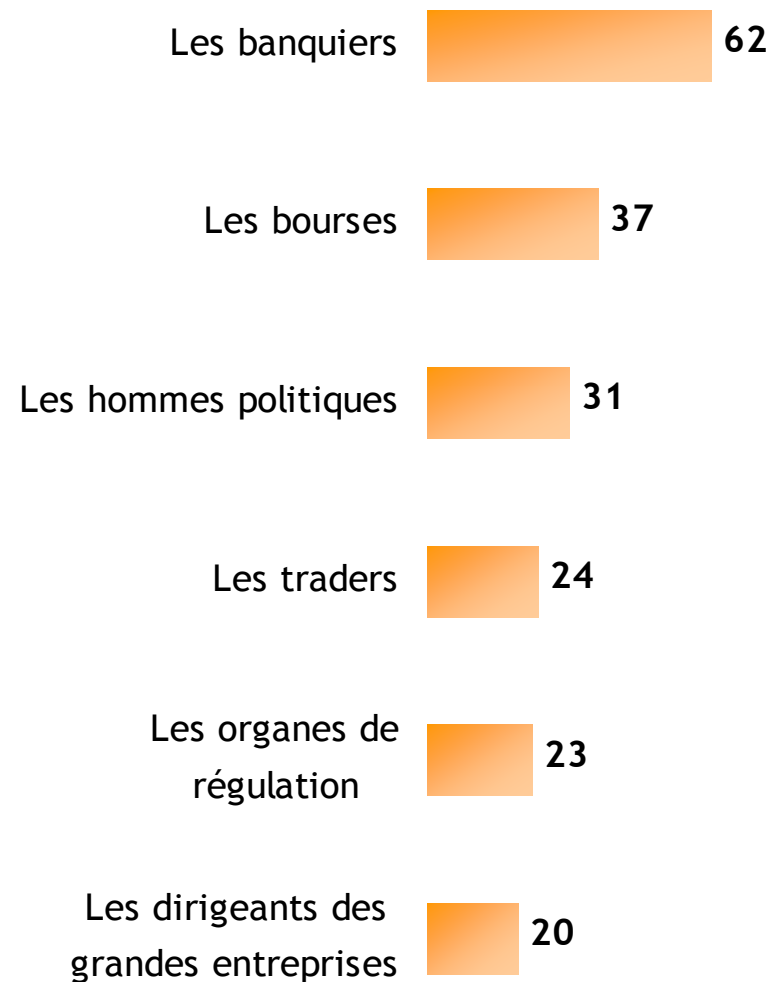
Les banquiers, principaux responsables de la crise financière

Question : Considérez-vous que la crise actuelle est avant tout... ?

Question : (Si crise des systèmes financiers, économiques et/ou politiques) Qui en sont selon vous les principaux responsables ?



Base : ensemble des TPE



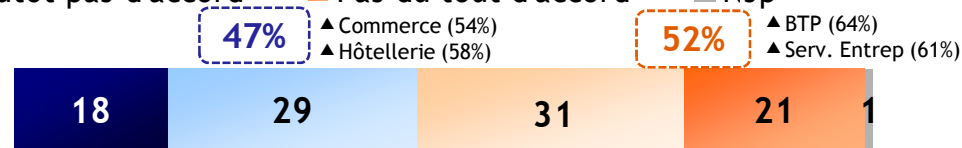
Base : TPE estimant que la crise actuelle est avant tout une crise des systèmes financiers, économiques et/ou politiques

Un sommet du G20 qui ne convainc pas

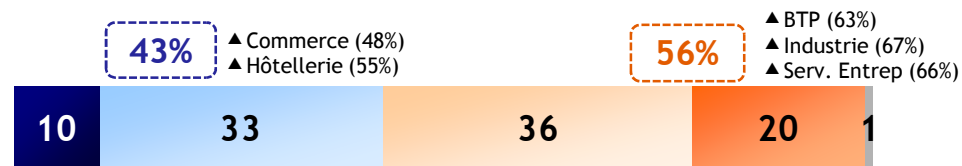
Question : En ce qui concerne le sommet du G20 qui s'est réuni le 2 avril à Londres, diriez-vous que vous êtes d'accord ou pas d'accord avec chacune des affirmations suivantes ?

■ Tout à fait d'accord ■ Plutôt d'accord ■ Plutôt pas d'accord ■ Pas du tout d'accord ■ Nsp

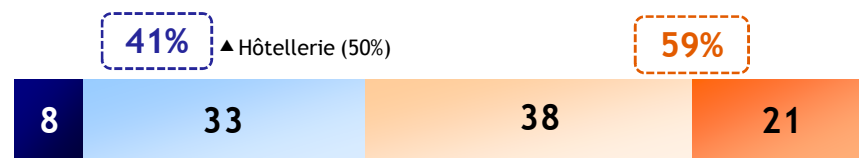
Les décisions prises lors du sommet du G20 vont permettre de limiter de façon importante les rémunérations des dirigeants d'entreprise



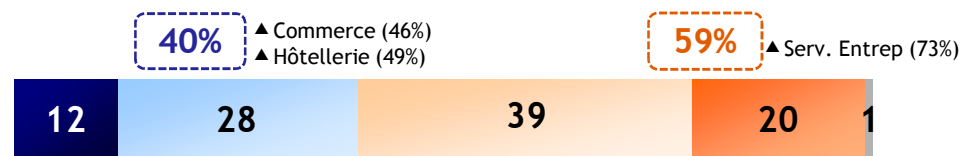
Le sommet du G20 débouche sur des actions concrètes



Le sommet du G20 restaure la confiance dans l'économie



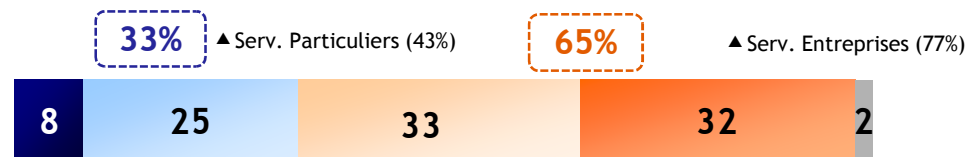
Les décisions qui ont été prises lors du sommet du G20 vont modifier en profondeur le système économique mondial



Le sommet du G20 restaure durablement la stabilité du système financier

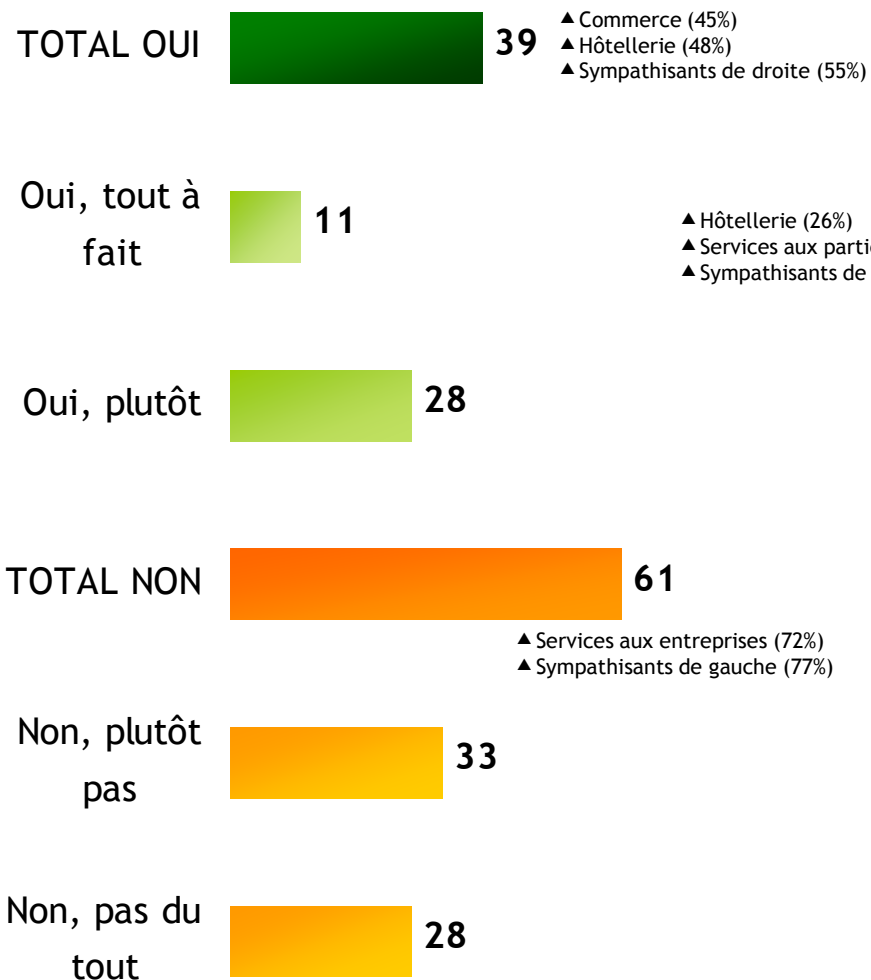


La liste des paradis fiscaux publiée à l'occasion du sommet du G20 est complète

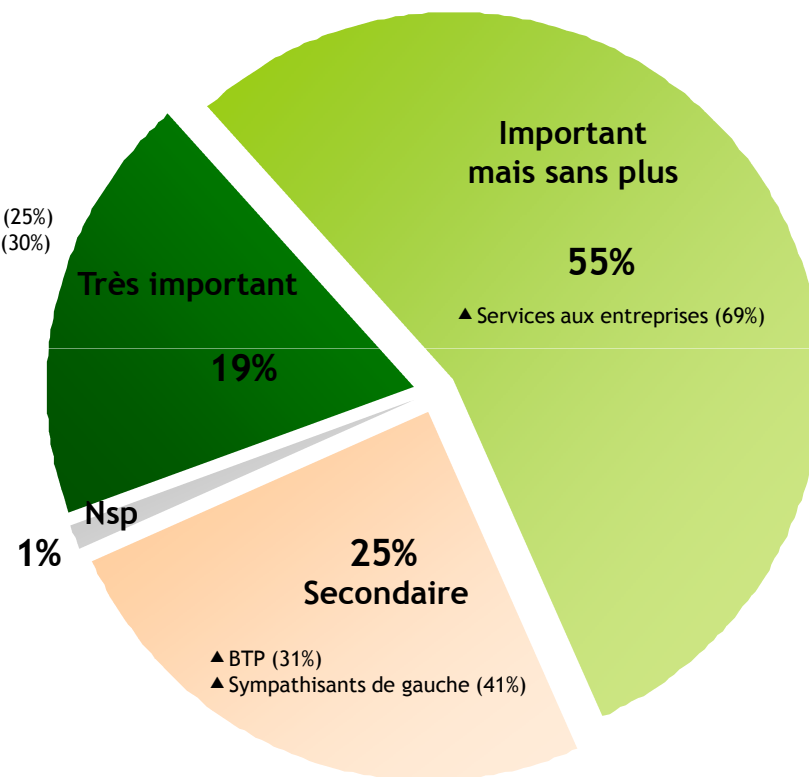


L'implication du Président lors du sommet international reconnu par la majorité des patrons de TPE

Question : A l'issue du sommet du G20, Nicolas Sarkozy s'est félicité « d'avancées jamais vues ». Partagez-vous son enthousiasme ?



Question : Et selon vous, est-ce que Nicolas Sarkozy a joué un rôle très important, important mais sans plus ou secondaire pour l'obtention de ces avancées lors du sommet du G20 ?



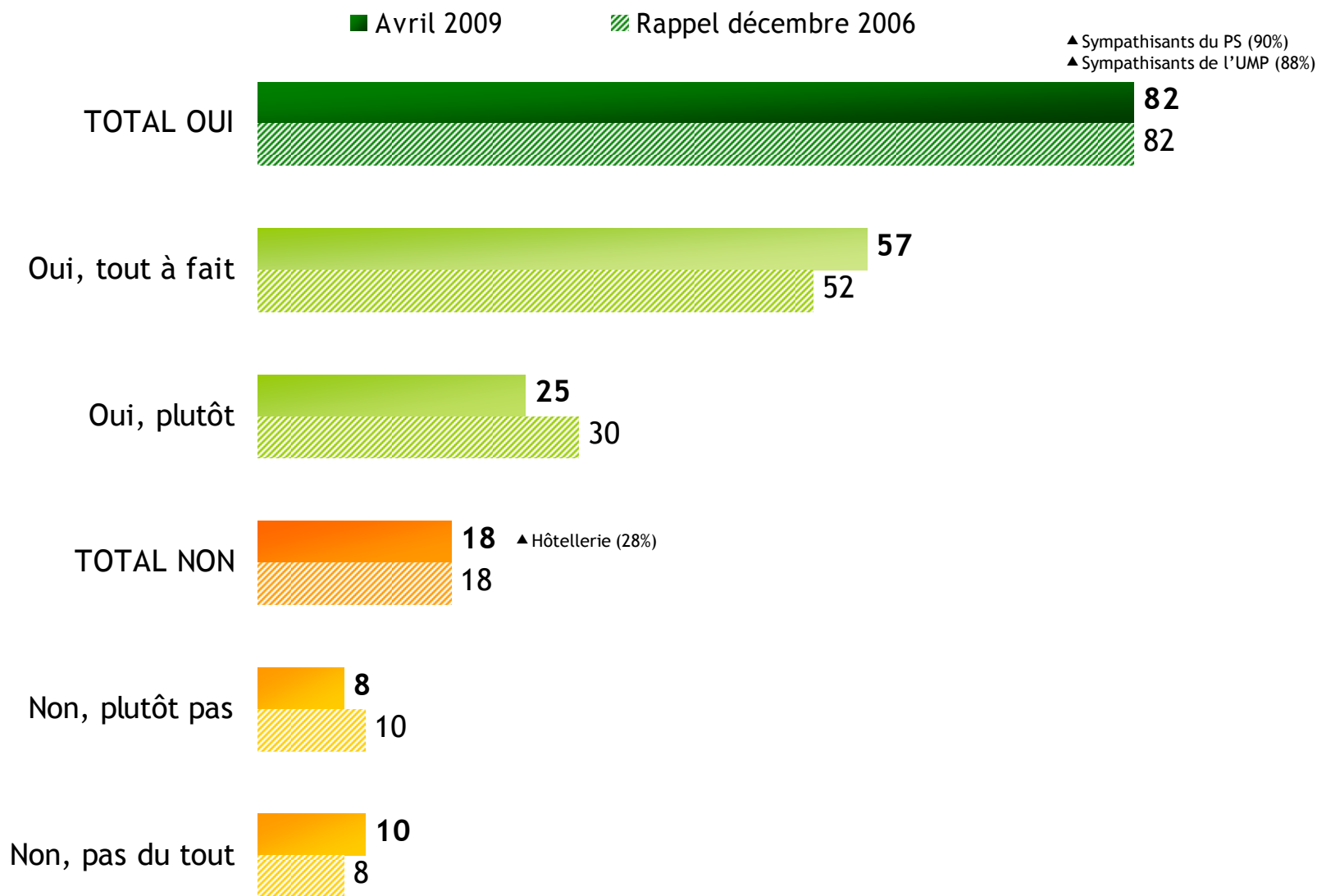
LE REGARD DES TPE SUR L'UNION EUROPEENNE

Note de lecture

- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente.
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble.

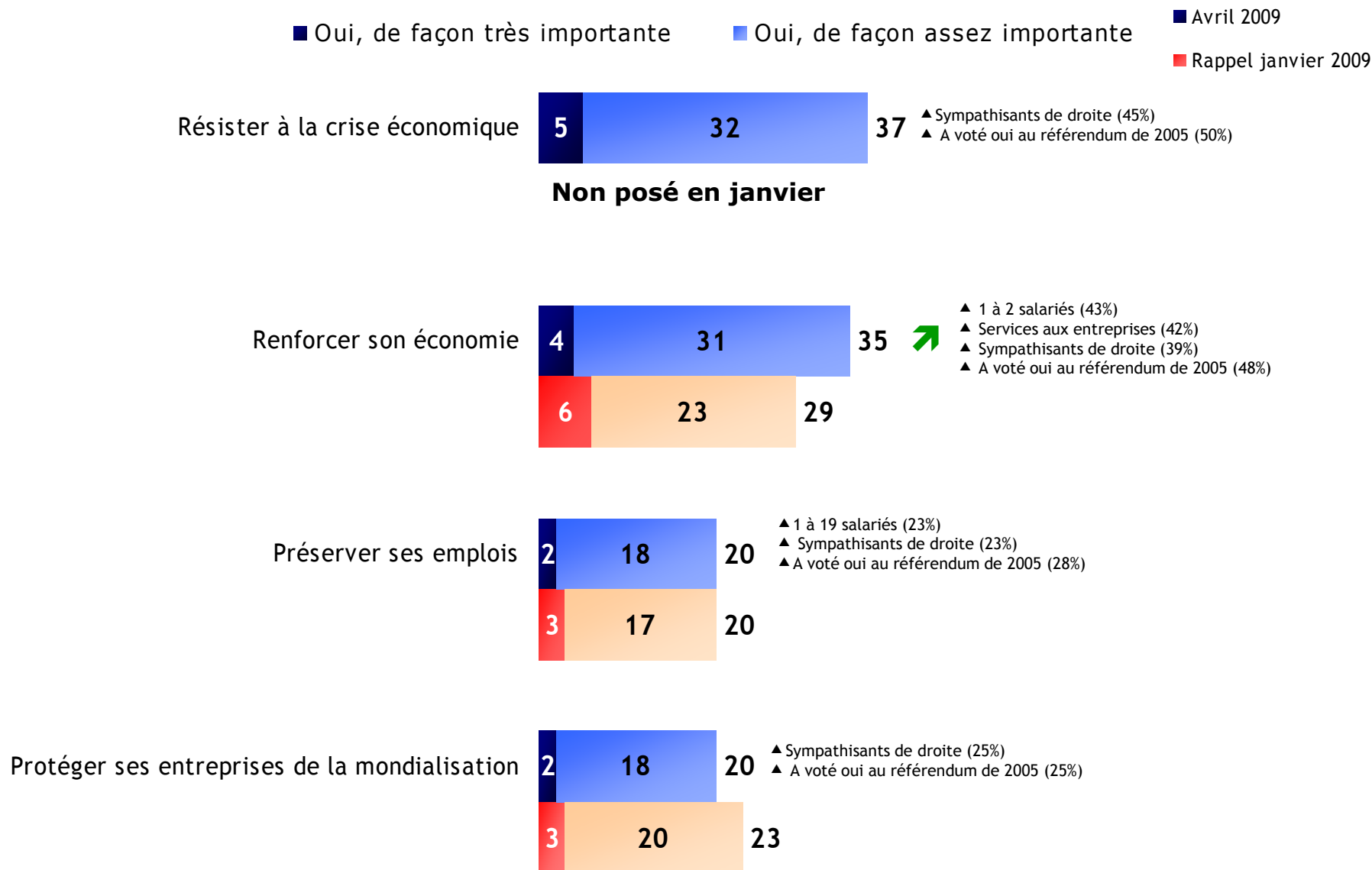
La nécessité de construire une Europe forte pour peser dans la compétition mondiale

Question : Selon vous, la construction d'une Europe forte est-elle indispensable pour peser dans la compétition mondiale ?



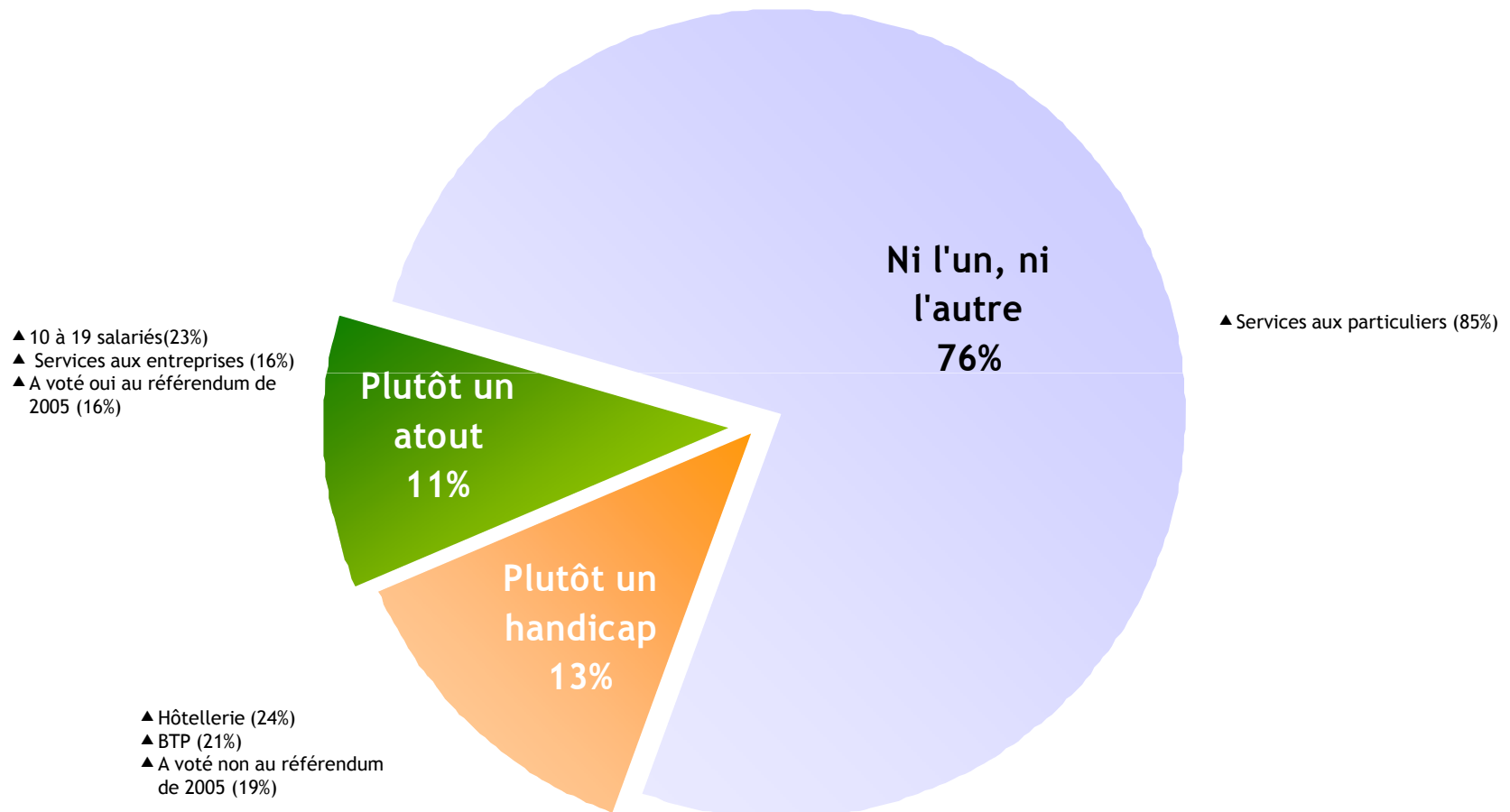
L'apport de l'Union Européenne très contrasté

Question : Selon-vous, l'Union Européenne a-t-elle permis à la France de... ?



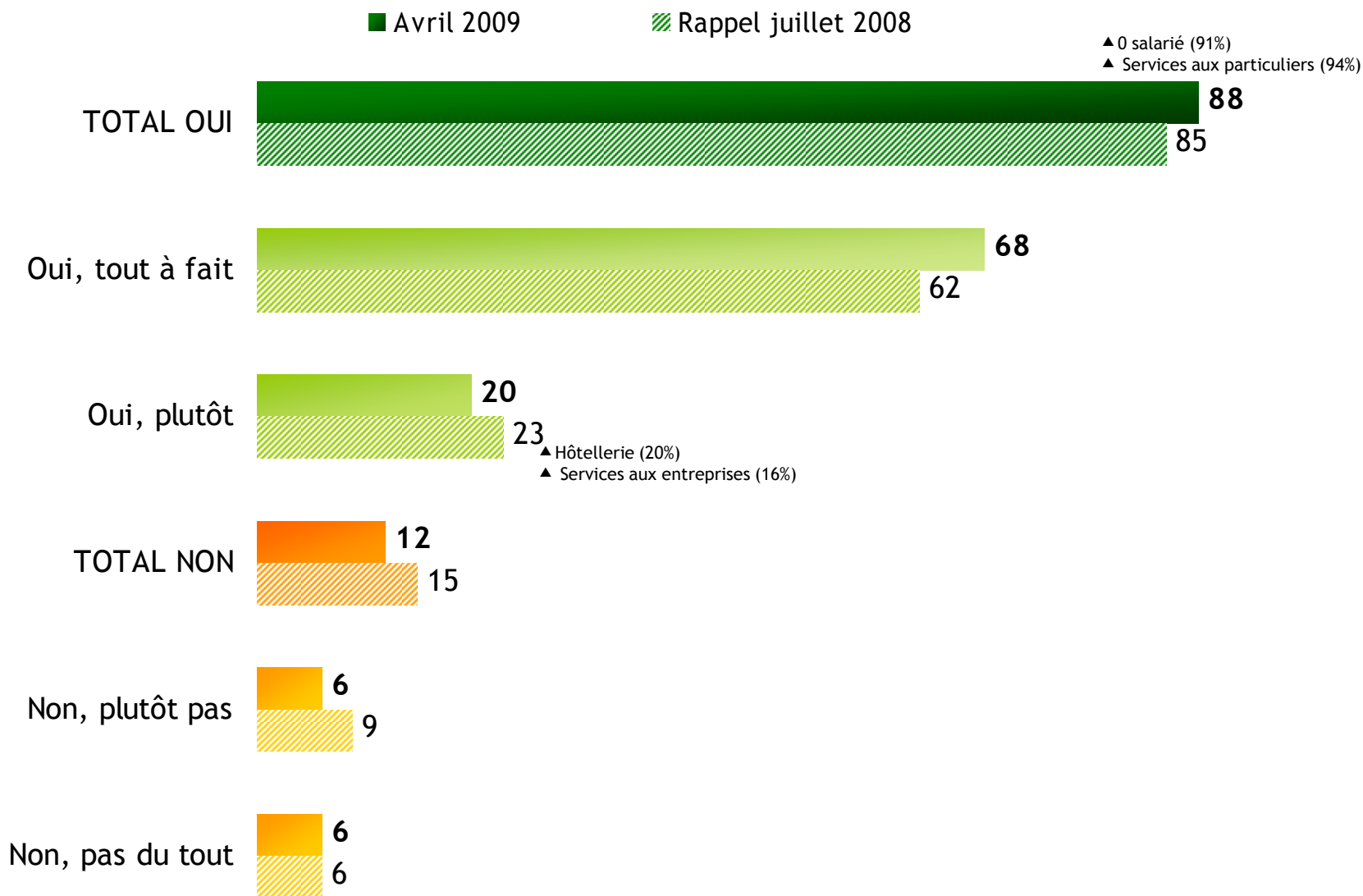
L'impact de l'appartenance à l'Union Européenne pour leur entreprise jugé nul voire défavorable

Question : Et pour une entreprise comme la vôtre, diriez-vous que l'Union Européenne est plutôt un atout, plutôt un handicap ou ni l'un, ni l'autre ?



Le souhait d'un renforcement de la protection du marché intérieur européen

Question : Selon vous, l'Union Européenne devrait-elle protéger davantage son marché intérieur, c'est-à-dire protéger les entreprises européennes contre les importations de produits à bas prix ?



L'Euro protège l'économie française NON au rétablissement du Franc

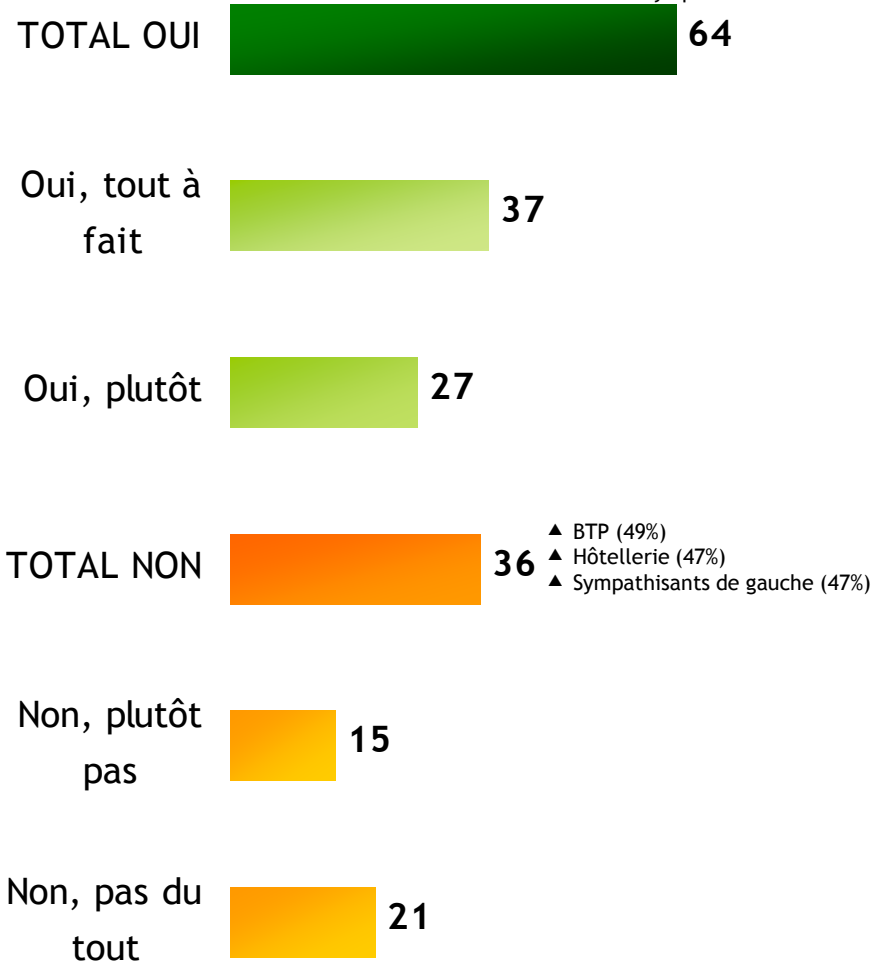
ifop

Baromètre
des TPE

FIDUCIAL

Question : Selon vous, l'Euro protège-t-il mieux l'économie française que ne l'aurait fait le Franc en période de crise économique comme celle que nous connaissons actuellement ?

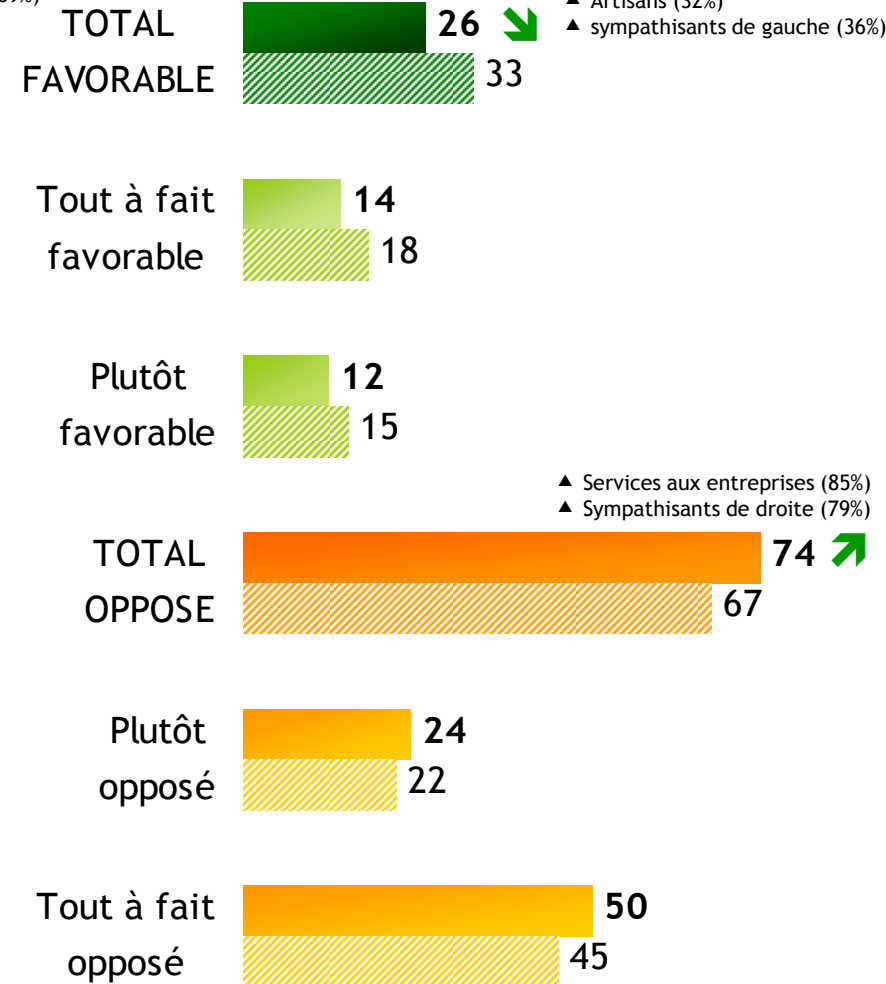
- ▲ Commerce (68%)
- ▲ Services aux entreprises (73%)
- ▲ Sympathisants du MoDem (72%)
- ▲ Sympathisants de droite (69%)



- ▲ BTP (49%)
- ▲ Hôtellerie (47%)
- ▲ Sympathisants de gauche (47%)

Question : Seriez-vous favorable ou opposé à un rétablissement du Franc comme monnaie nationale ?

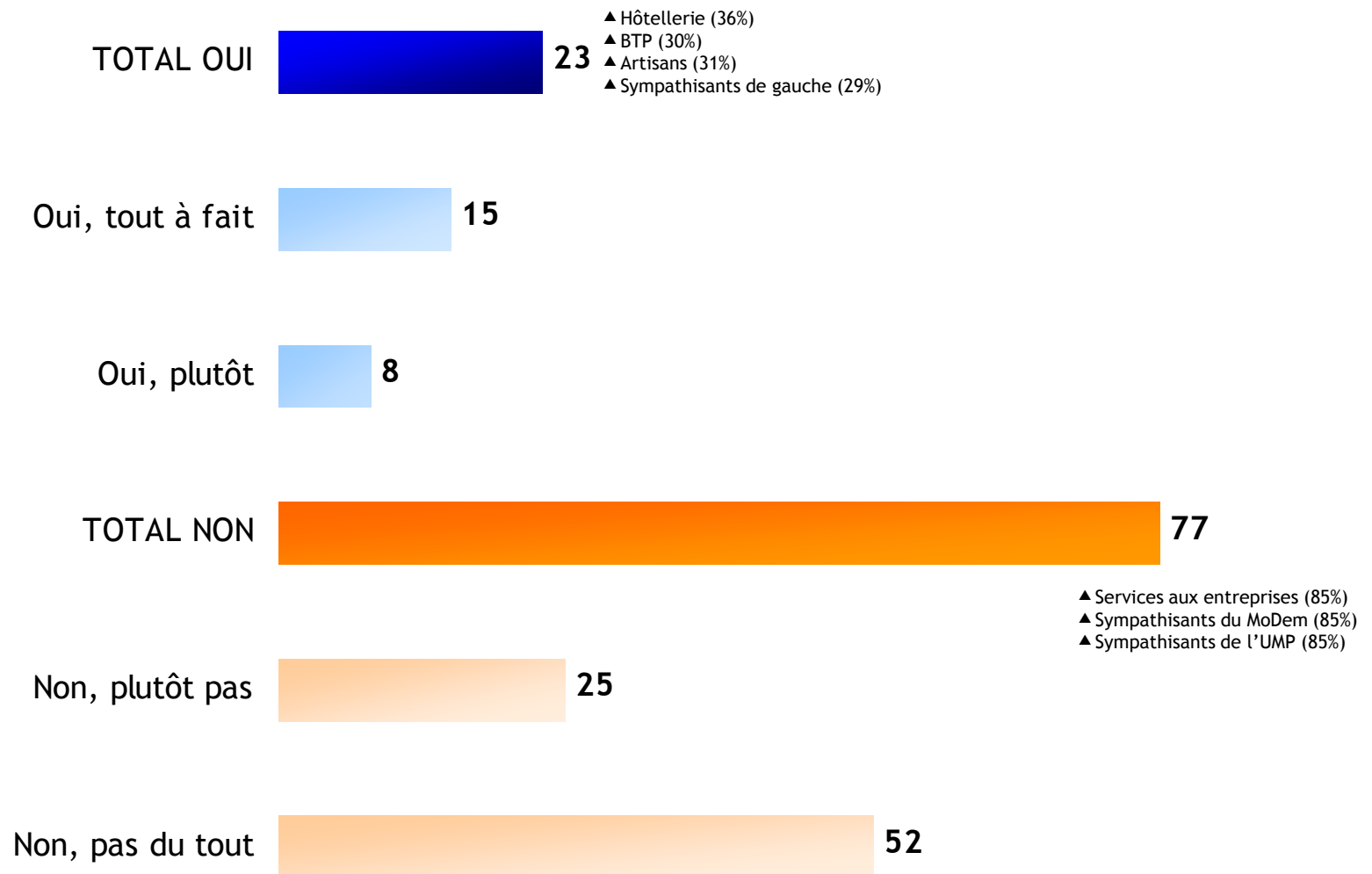
- ▲ BTP (34%)
- ▲ Hôtellerie (40%)
- ▲ Artisans (32%)
- ▲ sympathisants de gauche (36%)



- ▲ Services aux entreprises (85%)
- ▲ Sympathisants de droite (79%)

Des patrons opposés à la sortie de l'Union Européenne pour protéger l'industrie et l'emploi

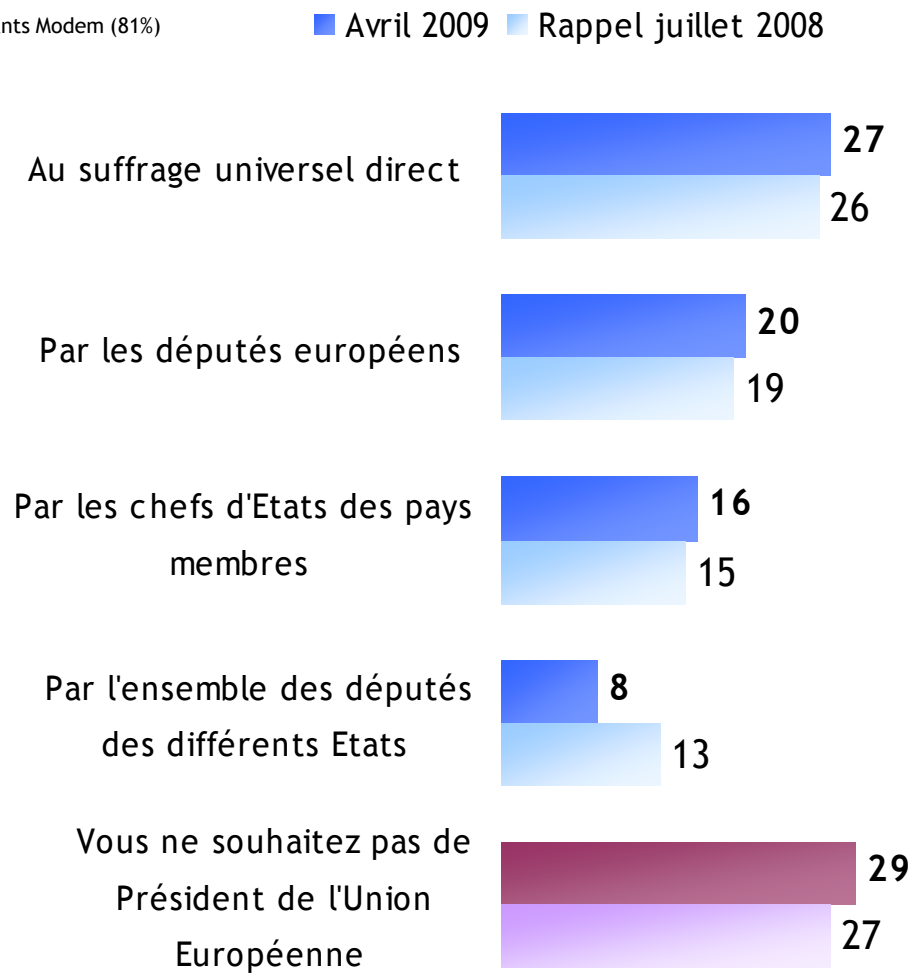
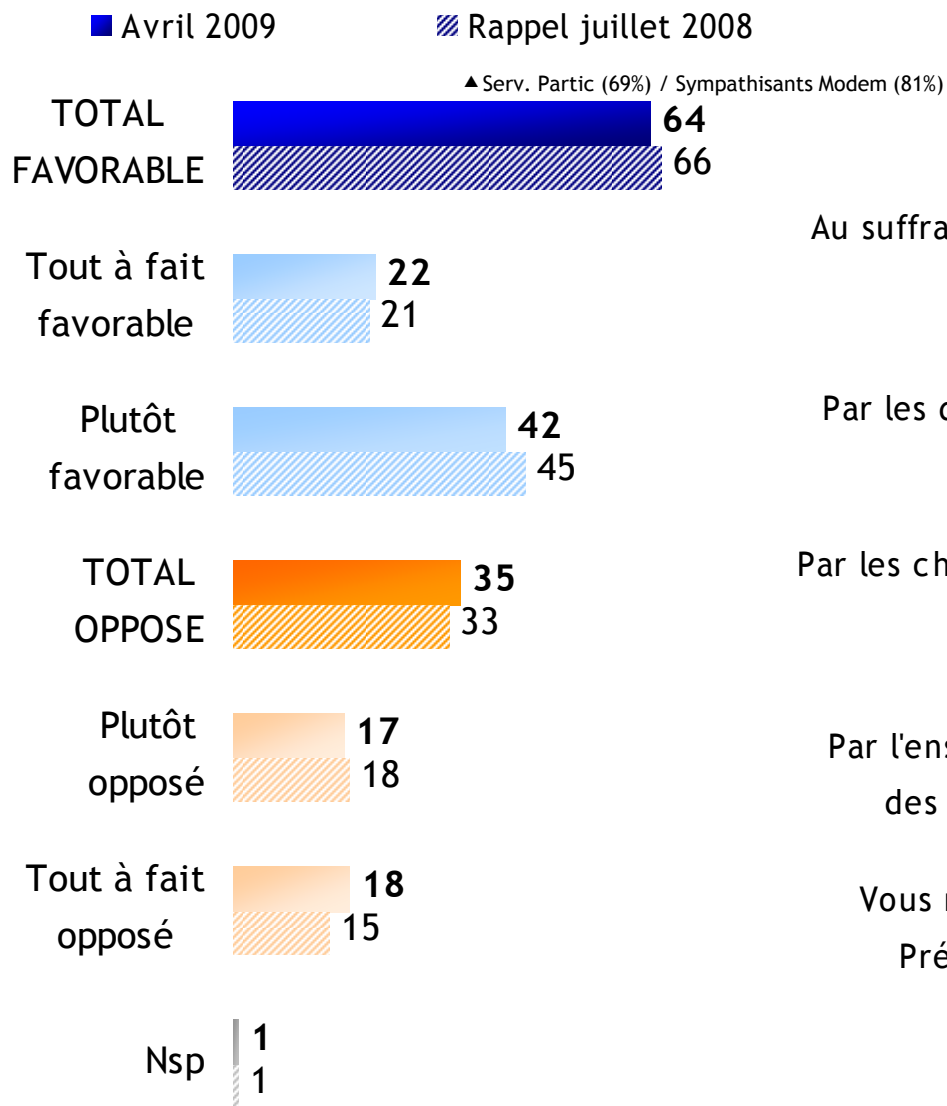
Question : Selon vous, faut-il sortir de l'Union Européenne pour mieux protéger notre industrie et plus généralement nos emplois ?



Plutôt OUI à l'élection d'un Président de l'Union Européenne

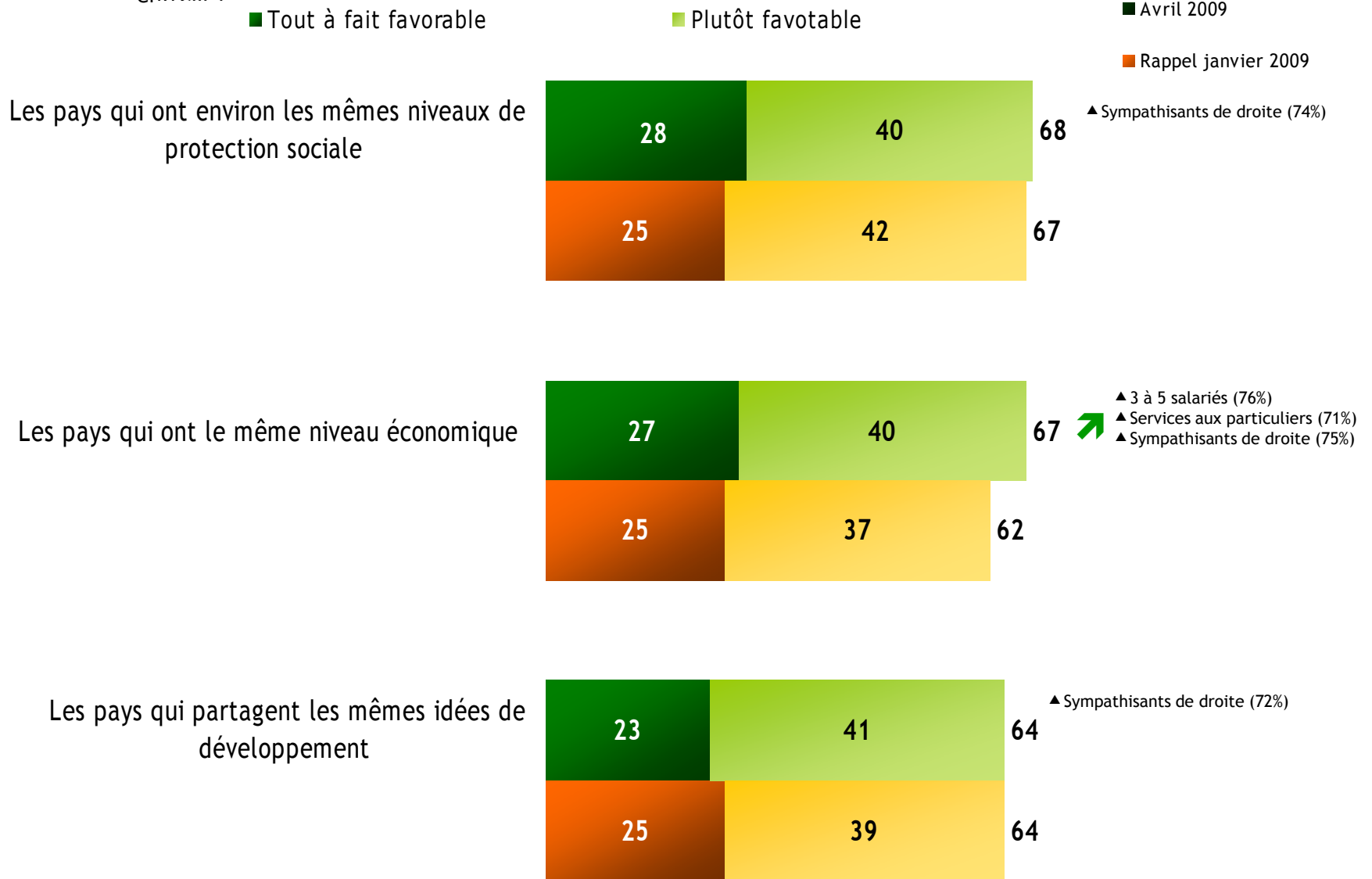
Question : Seriez-vous favorable ou opposé à l'élection d'un Président de l'Union Européenne... ?

Question : Et préféreriez-vous l'élection d'un Président de l'Union Européenne... ?



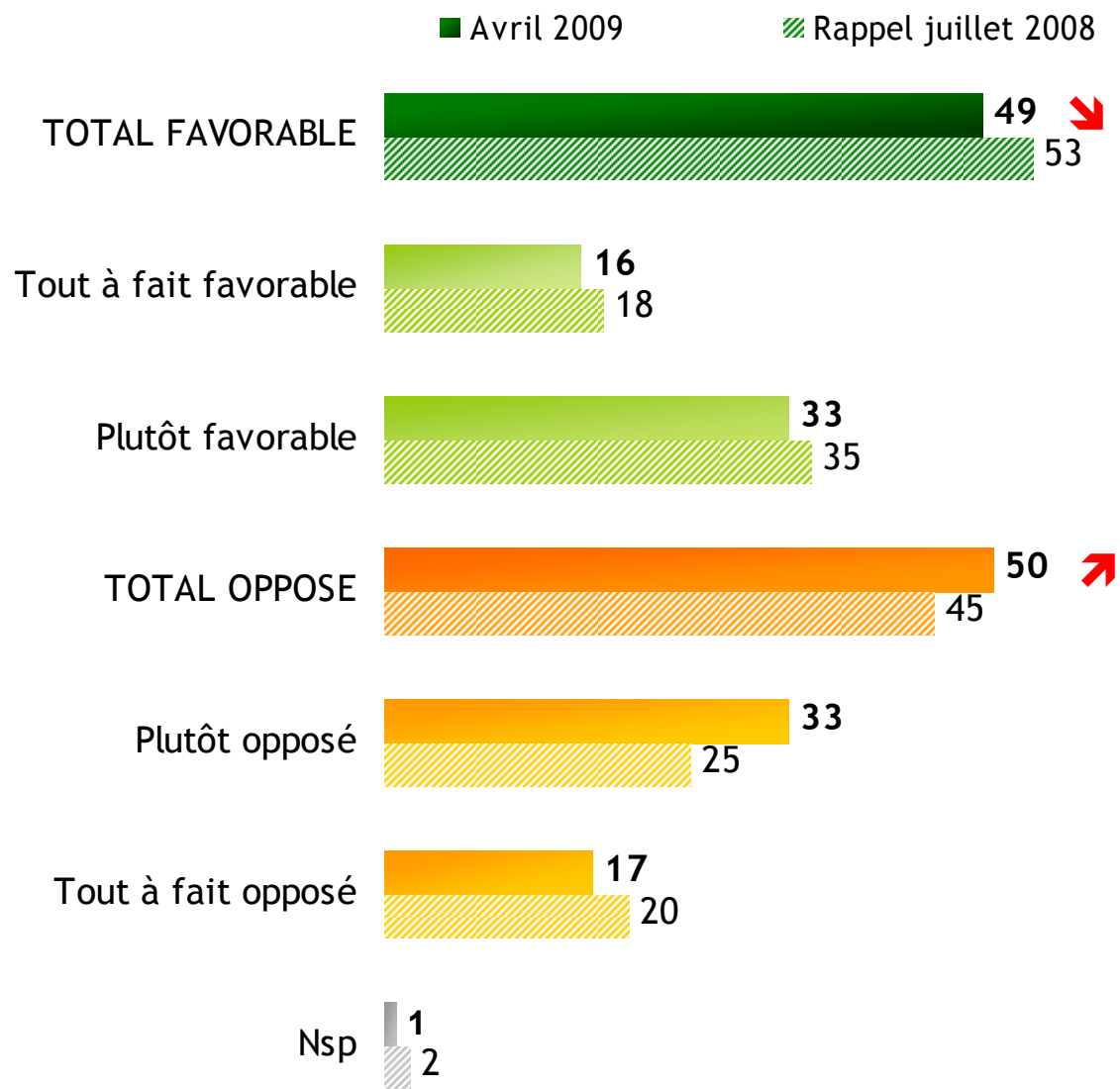
Plutôt favorables à une « Union Européenne à deux vitesses »

Question : Etes-vous favorable ou opposé à la création d'une « Union Européenne à deux vitesses » avec à l'intérieur des accords entre... ?



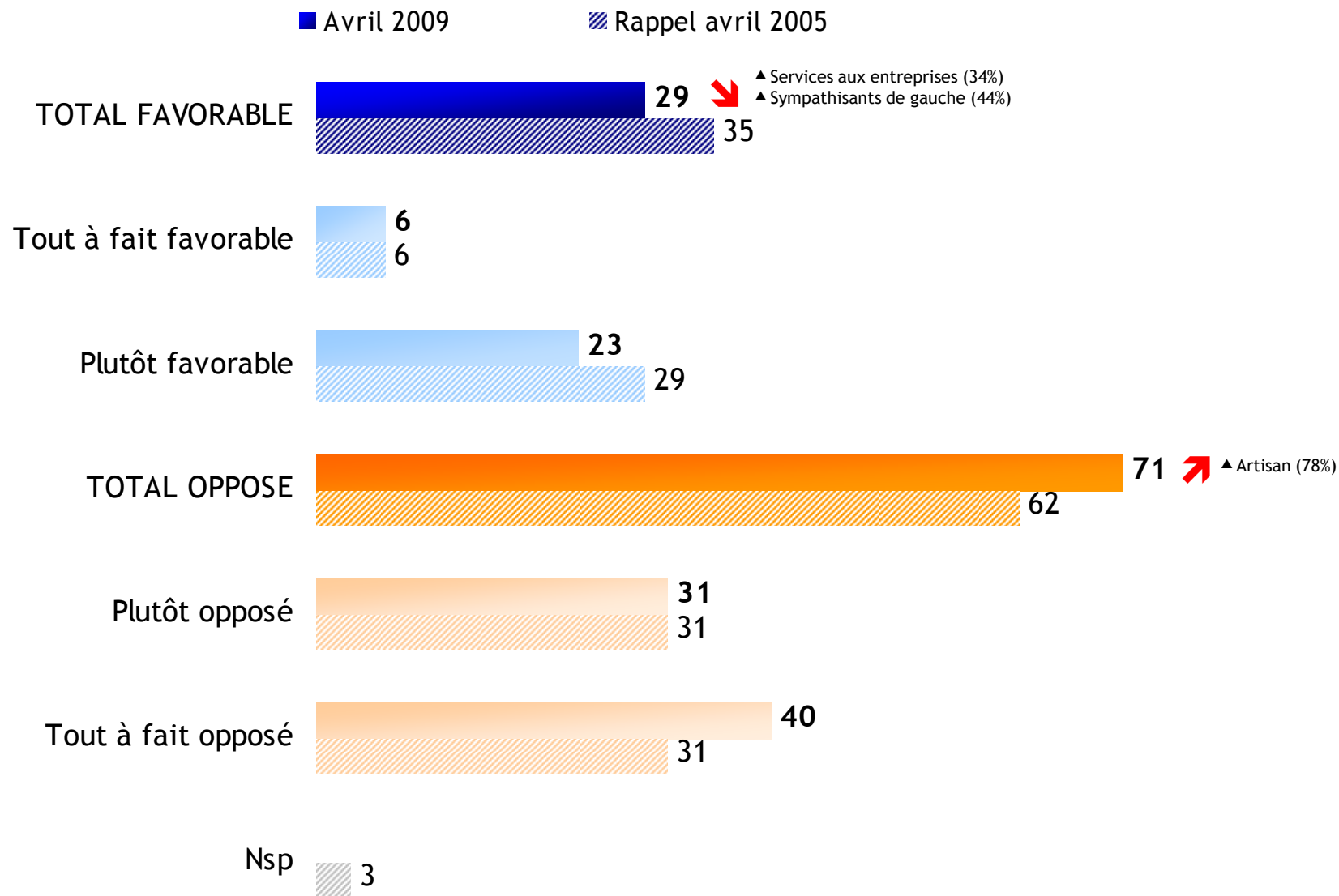
Des patrons partagés sur des « Etats-Unis » d'Europe

Question : Et seriez-vous favorable ou opposé à bâtir des « Etats-Unis » d'Europe ?



Des patrons de TPE opposés à l'entrée de la Turquie dans l'Union Européenne

Question : Et personnellement, êtes-vous favorable ou opposé à l'entrée de la Turquie dans l'Union Européenne ?





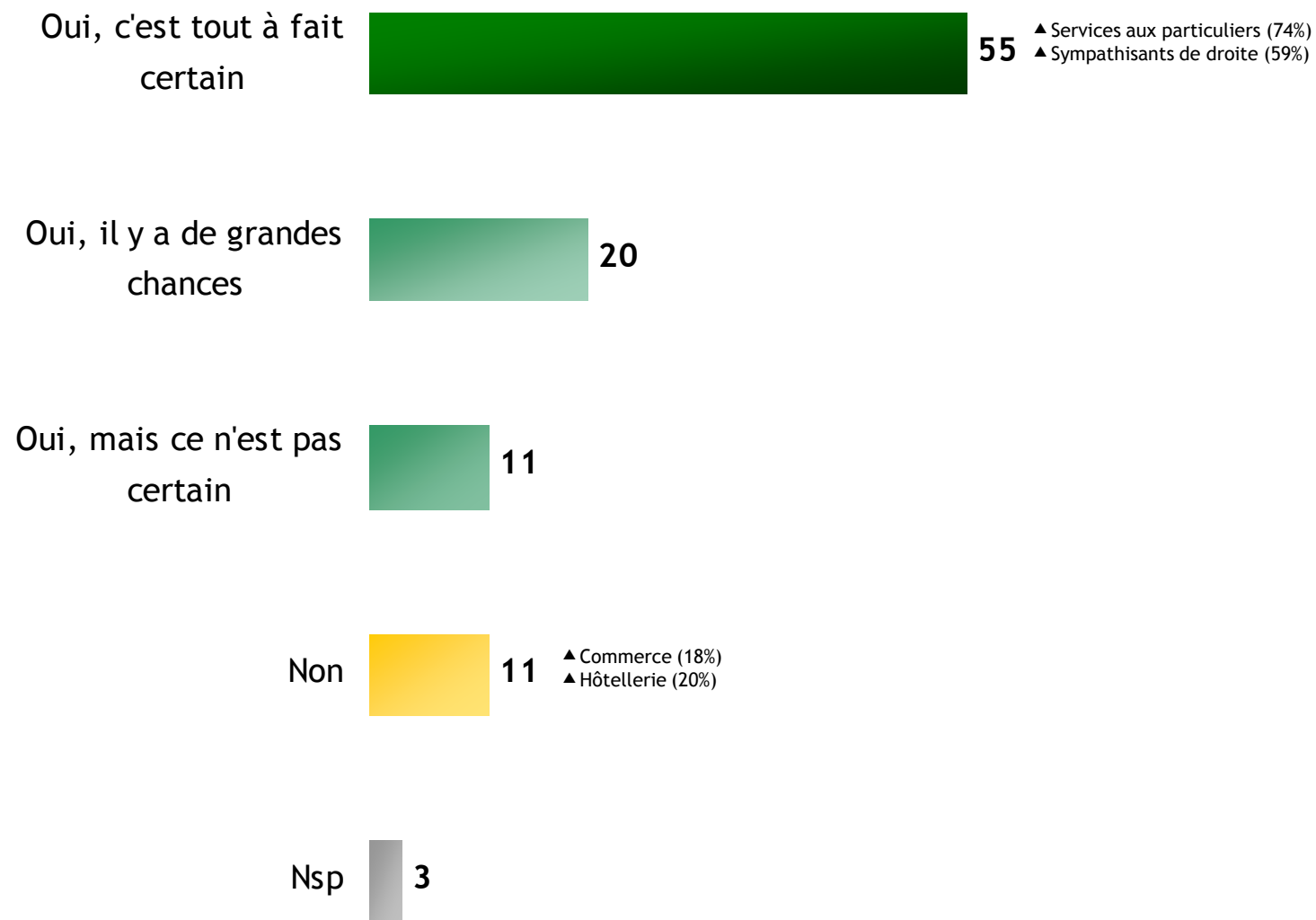
LE VOTE AUX ELECTIONS EUROPEENNES

Note de lecture

- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente.
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble.

Les patrons de TPE iront voter aux élections européennes

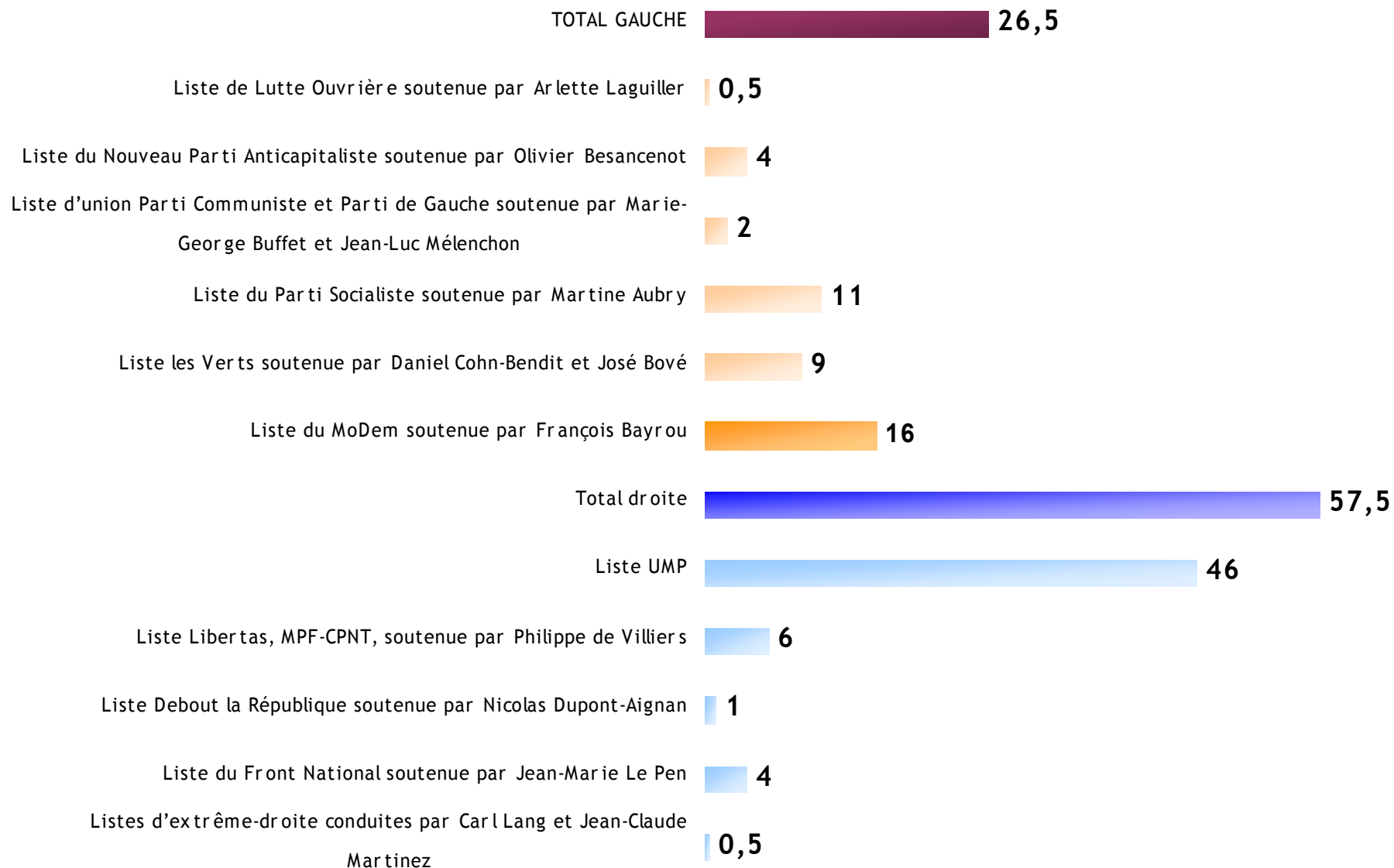
Question : (Si inscrit sur les listes électorales) Vous personnellement, avez-vous l'intention d'aller voter aux élections européennes qui auront lieu en juin prochain ?





Des intentions de vote aux élections européennes favorables à la droite

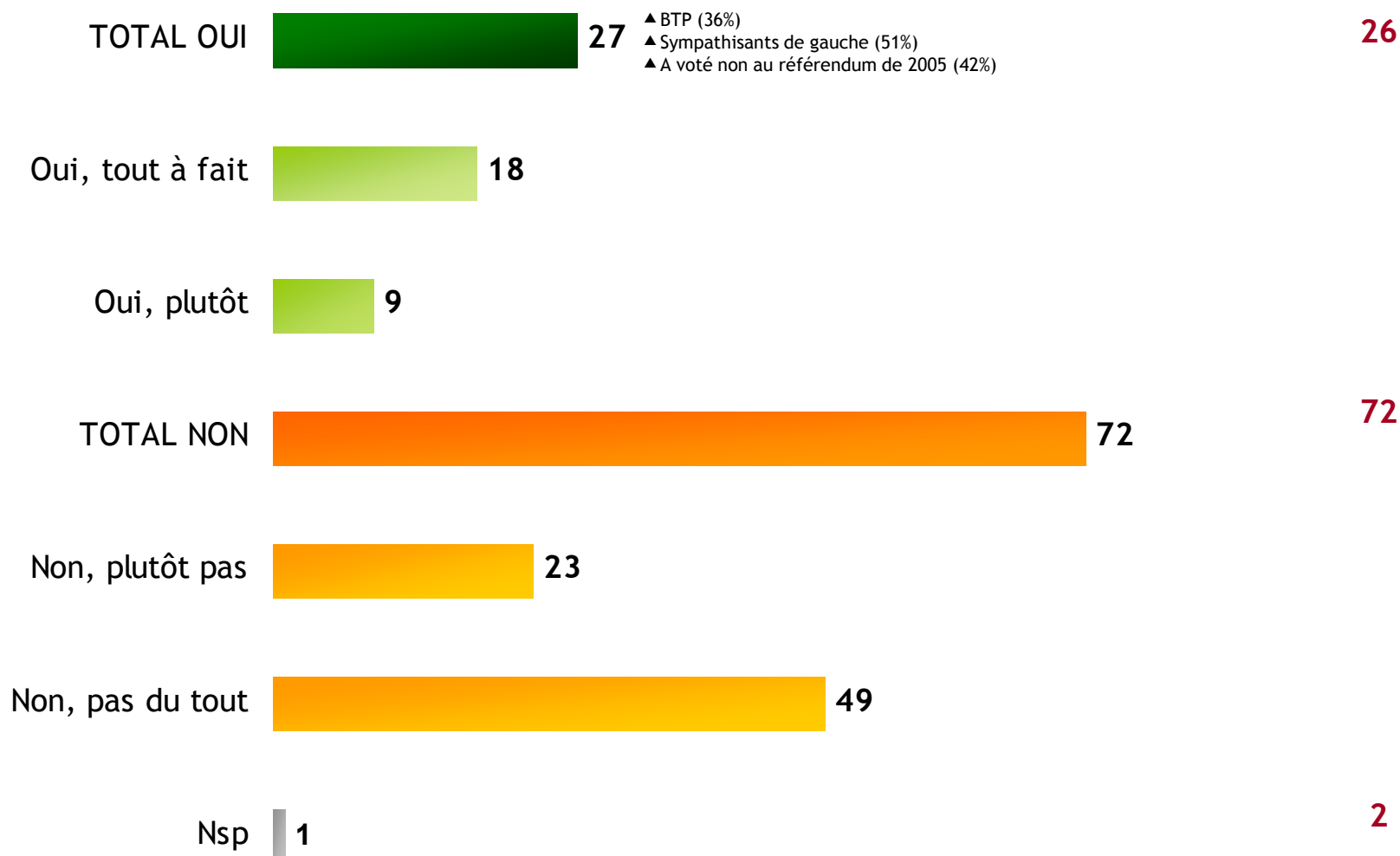
Question : (Si inscrit sur les listes électorales) Si les élections européennes avaient lieu dimanche prochain, parmi les listes suivantes, pour laquelle y aurait-il le plus de chance que vous votiez ?



La politique de Nicolas Sarkozy ne sera pas sanctionnée lors du vote aux élections européennes

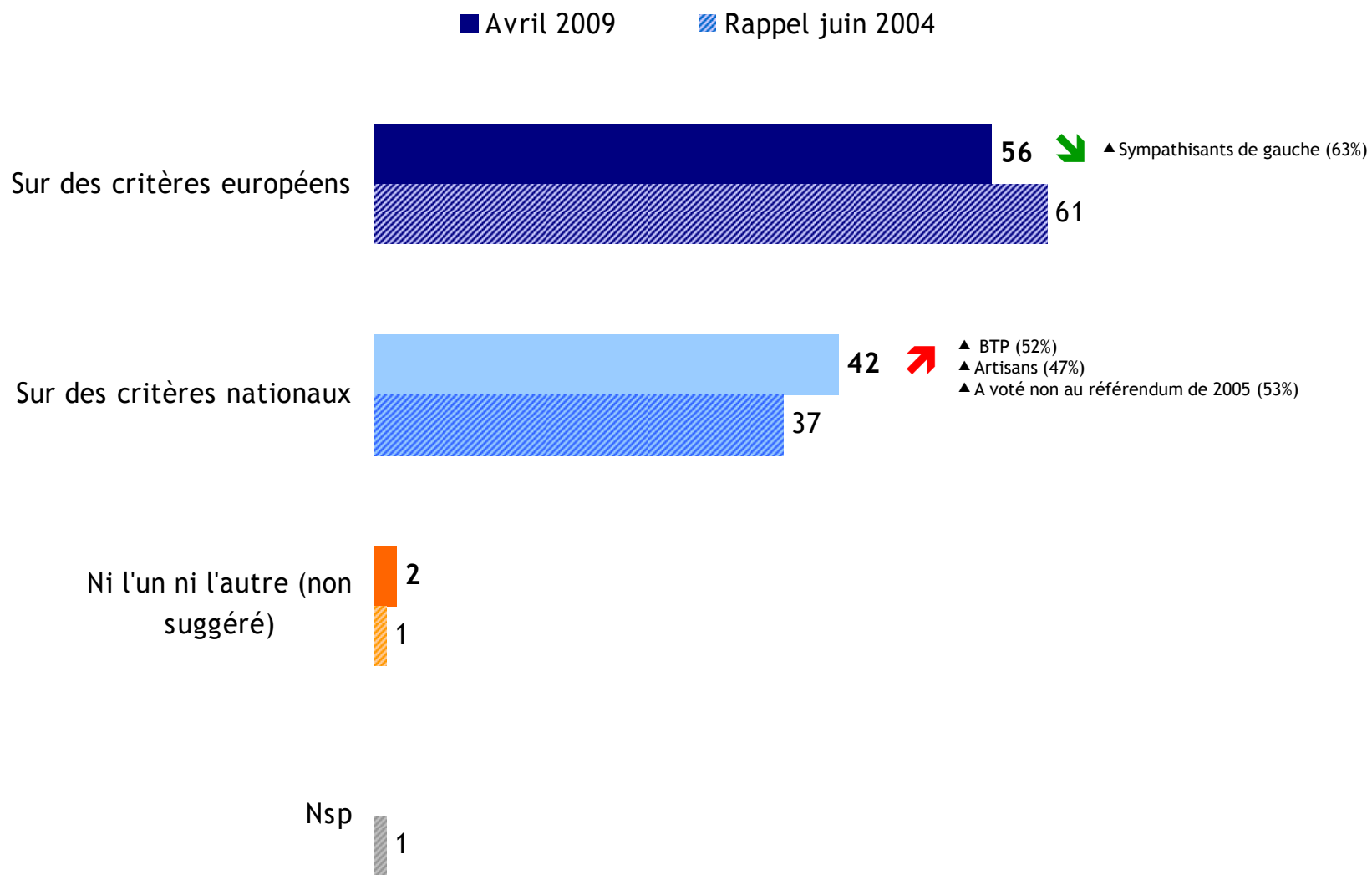
Question : Avez-vous l'intention de sanctionner Nicolas Sarkozy et son gouvernement par votre vote aux élections européennes ?

Rappel juin 2004
(Gouvernement Raffarin)



Un vote basé sur des critères européens mais la prise en compte des enjeux nationaux progresse

Question : Et diriez-vous que votre vote aux élections européennes sera basé essentiellement sur des critères nationaux ou sur des critères européens ?



Base : Patrons de TPE ayant l'intention d'aller voter lors des élections européennes, soit 793 individus

MÉTHODOLOGIE

Échantillon de **1 002 dirigeants de TPE de 0 à 19 salariés**, raisonné sur les critères secteur d'activité de l'entreprise, taille de l'entreprise, région d'implantation de l'entreprise et interrogé **par téléphone du 16 au 30 avril 2009**.

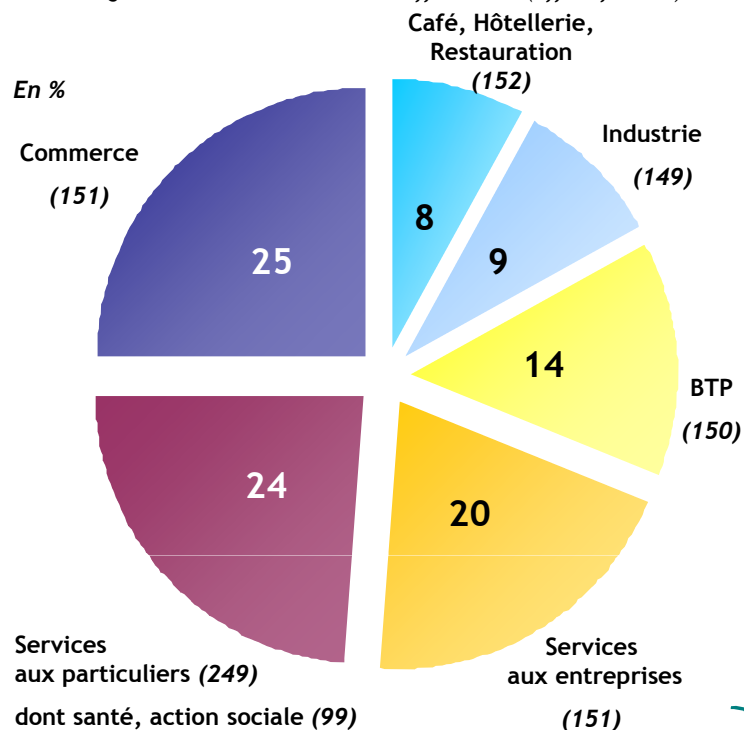
- ☉ L' échantillon est raisonné sur les critères suivants :
 - 🚫 le secteur d'activité de l'entreprise,
 - 🚫 la taille de l'entreprise,
 - 🚫 la région d'implantation de l'entreprise.

Des résultats nationaux représentatifs : redressement selon les données INSEE pour la meilleure représentativité de cette composante du tissu économique français.

ÉCHANTILLON TPE

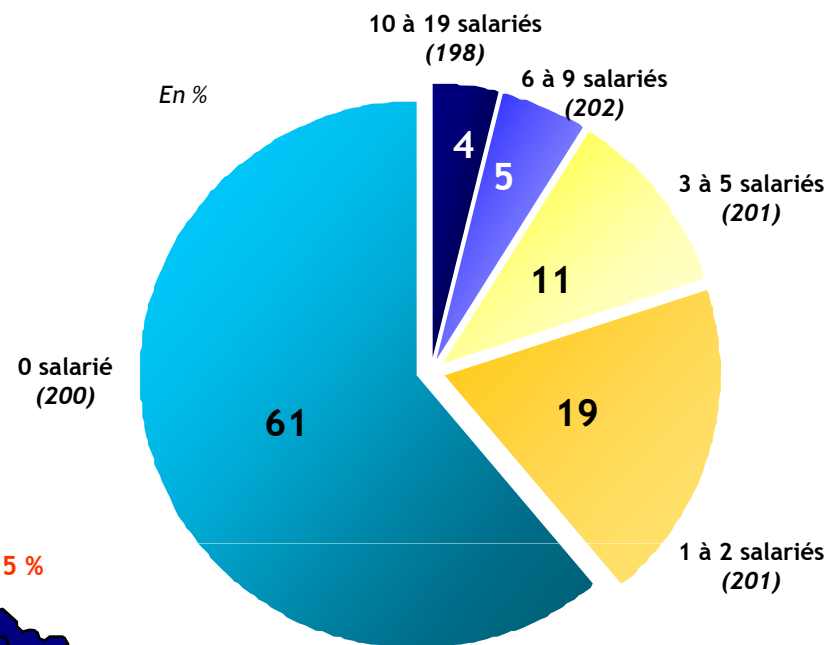
SECTEUR D'ACTIVITE

Quota : % redressés selon les chiffres INSEE (effectifs bruts)



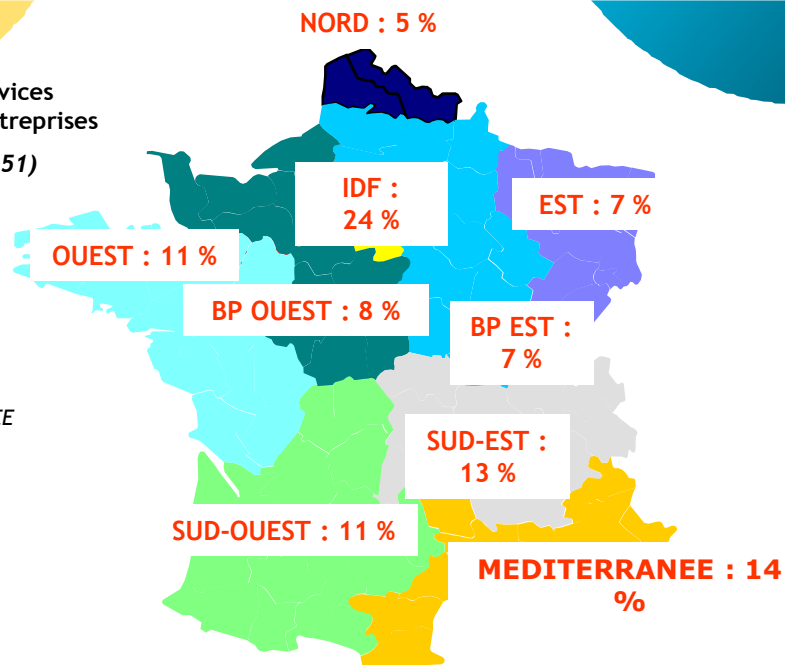
TAILLE SALARIALE

Quota : Données redressées selon les chiffres INSEE



REGIONS

Quota : Données redressées selon les chiffres INSEE



Source :
INSEE
SIRENE
DCASPL
(fichier définitif)
chiffres au 1^{er} janvier 2006